

N°22

DÉC

2012

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.24 LE GRAND
ENTRETIEN

OUVRIR DES
ESPACES
DE DÉMOCRATIE
DIRECTE

Nicole Borvo
Cohen-Seat

P.32 HISTOIRE

LA RÉVOLUTION
D'OCTOBRE 1917,
QUELQUES CLEFS
POUR LA
RÉFLEXION

Jacques Girault

P.40 CRITIQUES

EMMANUEL TERRAY

De l'économique
au politique

LA REVUE DU PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

NOUVEAUX ADHÉRENTS

QUI SONT-ILS ? QUE VEULENT-ILS ?
FAUT-IL LES GARDER ?

Parti communiste français

APPEL AUX BÉNÉVOLES

Pour vivre, la version papier doit rencontrer de nouveaux lecteurs et nous devons étendre notre visibilité sur la toile pour élargir notre audience et diffuser nos réflexions. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les bénévoles qui pourraient nous apporter leur concours... Vous êtes prêt à nous aider à renforcer la connaissance de la *Revue du projet* dans les fédérations et sections ainsi qu'auprès des élus pour assurer une plus grande diffusion militante de la revue politique du PCF. Vous voulez nous aider à améliorer la dimension Internet de la Revue.

Faites-vous connaître. Écrivez-nous :



Reagissez aux articles, exposez votre point de vue
Écrivez à revue@pcf.fr

2

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS

5 REGARD

Étienne Chossion « L'homme de Vitruve »

6 ▶ 22 LE DOSSIER

NOUVEAUX ADHÉRENTS QUI SONT-ILS QUE VEULENT-ILS, FAUT-IL LES GARDER ?

Édito **Léo Purguette** et **Côme Simien** La forêt qui ne cache pas l'arbre

Laurent Péréa Un 36^e congrès à l'aune du renouvellement du PCF...

Léo Purguette Combattants d'un monde nouveau

Julian Mischi Retour historique : une adhésion-socialisation

Adhérer au PCF, un panorama chiffré

Gérard Streiff L'image des communistes

Octávio Freitas Neto Enquête sur les nouveaux adhérents au Pcf. Origine et signification de l'engagement

Du côté des fédérations

Amar Bellal Former les nouveaux adhérents : attentes, enjeux, ambitions

Nicolas Bescond et **Fabien Gay** Enjeux de l'accueil des nouveaux adhérents à la JC

Laurent Péréa Adhérer au PCF pour une ambition nouvelle...

Jacques Chabalié Construire le collectif communiste du XXI^e siècle

23 SONDAGES

Europe. Le gros doute

24-27 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Nicole Borvo Cohen-Seat Ouvrir des espaces de démocratie directe

BRÈVES DE SECTEUR

Droit à la ville, logement Il n'y a jamais de morts de froid, seulement des morts de misère

Lutte contre racisme Face aux identitaires, construisons une société du vivre ensemble solidaire et laïque

28 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff De quoi la crise est-elle le nom ?

30 MOUVEMENT RÉEL

Frédéric Gugelot Intellectuels chrétiens entre marxisme et Évangile

32 HISTOIRE

Jacques Girault La Révolution d'Octobre 1917, quelques clefs pour la réflexion

34 PRODUCTION DE TERRITOIRES

François Moullé L'Union européenne, une gestion différenciée et évolutive des frontières

36 SCIENCES

Amar Bellal Le mythe de l'économie hydrogène de Jeremy Rifkin

38 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch Après le congrès de Toulouse, le PS à la recherche d'une stratégie

40 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

• Emmanuel Terray : de l'économie au politique

• Paul Boccara *Le Capital de Marx, son apport, son dépassement au-delà de l'économie*

• Philippe Corcuff : *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs.*

• Hô Chi Minh : *Le procès de la colonisation française et autres textes de jeunesse*

• Lucien Sève : *Aliénation et émancipation*

• Jean-Marc Bonnet-Bidaud, François-Xavier Désert, Dominique Leglu, Gilbert Reinisch : *Le Big bang n'est pas une théorie comme les autres*

• « Abécédaire » *Europe*, n° 1000-1001

l'Humanité

Chaque mois, retrouvez *La Revue du Projet* dans les colonnes du journal de Jean Jaurès et sur le site Internet www.humanite.fr.



Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de Mediapart. <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>

Femmes Hommes

Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



VIVE LES USINES !

Lisez le discours de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF lors de la rencontre nationale de l'industrie qui s'est tenue à Lille, le samedi 24 novembre dernier. Et une fois que vous l'aurez lu : relisez-le !

Ce discours, fruit d'un travail collectif important, est en effet à mes yeux une avancée considérable pour un communisme de nouvelle génération et ce, au moins pour quatre raisons.

1. Parce que ce discours et cette initiative prennent de front la question industrielle. Fini les circonvolutions, c'est un discours assumé, libéré de l'idéologie dominante de l'industrie. Les discours de salon, la bien-pensance avaient dicté leur loi : l'entreprise sans usine, la société postindustrielle et autres fariboles, nous en sortons, bonne nouvelle, alléluia !

2. Parce que ce discours et cette initiative prennent de front la question industrie et écologie. En montrant combien le déploiement d'une industrie puissante est la condition pour réaliser la transition énergétique et productive vers une économie du durable, vers la fin du jetable, vers des normes qui intègrent, dès la conception des objets, leur réparabilité, leur réutilisation et leur recyclabilité. On sort enfin du mini-débat pour une mini-écologie pour aller vers les nécessaires transformations de la structure de l'appareil productif.

3. Parce que ce discours et cette initiative se sont extraits du pathos pour exprimer la force et le potentiel du peuple, des ouvriers, des ingénieurs, des citoyens pour l'avenir de la France. On arrête de se plaindre et de déléguer notre avenir : il faut ensemble reprendre en main les affaires du pays. Pas de changement sans reprise de confiance de la capacité populaire à piloter démocratiquement les grandes affaires du pays et du monde.

4. Parce que ce discours, et cette initiative ont porté une ambition nationale claire, oui nationale, en liaison avec l'Europe et le monde. Oui, nationale ! Car l'impensé des discours qui surfent à la surface du réel est que transformation écologique et ambition nationale nouvelle sont un seul et même problème. Sans grandes filières industrielles nouvelles, et donc un effort national – et européen –, il est impossible de conduire le changement-basculement nécessaire vers de nouveaux principes de production.

Ces quelques mots résument mal la richesse de cette rencontre. Je le sais. À mes yeux, l'essentiel est dans le basculement de notre effort de travail vers une nouvelle offensive. Cette initiative a marqué une rupture à cet égard. Elle n'était pas le fruit d'équilibres savants entre nos principes et les toquades idéologiques du moment. Elle était au contraire la recherche simple, patiente des solutions que nous pen-

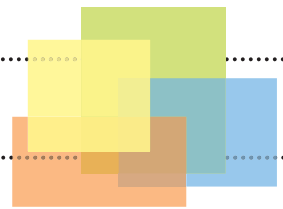
sons justes, au vu de l'état de la crise actuelle (crise économique, écologique, démocratique).

Et dans ce travail d'offensive s'affirme une évidence : les questions que nous avons souvent pensées séparées, convergent, s'unissent, se fondent avec un principe, le PARTAGE. C'est le problème le plus marquant : partager, mettre en commun, coopérer, ce n'est pas seulement une question de justice sociale, c'est aussi une question d'efficacité de la production. Ainsi, chemine non seulement le fait que nous avons des solutions plus écologiques et plus sociales, mais aussi le fait que le fil directeur du partage permet de penser une organisation plus efficace de la société.

Au fond, la révolution informationnelle provoque l'émergence, rend possible un communisme de nouvelle génération. ■

Au mois prochain,

PS : le titre de la revue sur les nouveaux adhérents est provocateur certes. Mais si nous répondons oui à cette question en principe, alors quelle est notre réponse en action ?



JE SOUHAITE PLEIN SUCCÈS À CETTE NOUVELLE REVUE DU PCF

J'ai enfin reçu la version papier de *La Revue du Projet*. J'en suis heureux et soulagé à la fois. En effet, pour ce genre de revue qui demande attention, recul, réflexion et échange, hors de la course du temps, rien ne remplace le bon vieux support papier, avec une présentation typographique digne de ce nom, parce que nous ne sommes pas forcément tous des « sauvages » du net conditionnés au fonctionnement d'un appendice Ipad ou Ibook via Mediapart...

Je ne manquerai pas, à partir de ce support, de vous faire part de mes critiques éventuelles ou suggestions possibles. Je suis aussi heureux de constater que le PCF, dont je suis adhérent depuis plus de 40 ans, ait renoué, à ce niveau, avec la pratique intellectuelle à laquelle les communistes doivent s'attacher, dans un cadre, bien entendu, le plus ouvert possible sur la vie culturelle de la société, en France, en Europe et dans le monde.

Je m'aperçois aussi que je ne connais pas un certain nombre de camarades qui animent la revue, ce qui, pour moi, est une excellente nouvelle.

Entre les anciens qui ont beaucoup à transmettre et les nouveaux, qui ont beaucoup à expérimenter, il faut que le lien se fasse de façon dynamique pour ne pas tomber dans le commémoratif intellectuel qui étouffe le mouvement de la pensée communiste. L'excès de jeunisme est aussi redoutable, parce qu'il aboutit à l'épuisement rapide des énergies nouvelles et à l'exclusion pour le moins peu humaniste des anciens. L'équilibre est donc un combat permanent, indispensable à la dynamique de la pensée communiste.

Je souhaite plein succès à cette nouvelle revue du PCF, sur le net comme sur le papier.

YVON

Quelques réactions au dossier « art et culture »

Culture et communication, un mariage contre nature

Il y aurait certainement beaucoup à dire à ce sujet... Cet article est un premier pas qui devrait nous permettre d'ouvrir un vrai débat. [...] Si le pouvoir social-démocrate ne prend pas conscience de cette

problématique culturelle de la « communication », il sera balayé sans rémission et permettra à la droite de revenir pour une décennie.

VINGTRAS

Superbe, superbe, superbe appel à vivre, désirer et penser par soi-même. Merci.

JULIETTE



4

Retrouver la dignité de penser dans une culture de la marchandise

Ce que décrit et analyse Roland Gori est vrai, et je suis entièrement d'accord avec lui. [...] de l'invasion dans nos vies privées et dans le domaine de la vie publique de cette langue mécanique et de ses effets. [...] Ce qui est nouveau en effet aujourd'hui, c'est le fait que ce vocabulaire, cette langue mécanique se sont propagés à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la société, et s'imposent jusque dans les structures gouvernementales par cooptation et terrible appauvrissement du langage - il faut bien le dire - au plus haut niveau.

[...] La dépersonnalisation directe de la vie humaine passe par le langage comme par l'environnement immédiat. On le sait, tout un chacun doit être transparent et interchangeable, anonyme et remplaçable par un autre humain, le même car tout aussi transparent et jetable. Ce ne sont pas des mots, c'est la réalité qu'on veut nous faire vivre comme la seule possible. Nous aspirons à retrouver, à partager, le goût de la culture et le sens de l'éducation populaire, c'est même vital. Merci pour cet article.

MARGUERITE

L'éducation populaire : un enjeu de lutte

Nous avons besoin, aujourd'hui, de savoir beaucoup plus...et, surtout de savoir rechercher les savoirs adéquats à nos problèmes, et maîtriser les techniques de pensée qui permettent d'utiliser pertinemment ces savoirs. [...]

Le club de boules de la petite ville subit les grandes tendances de la société globale, et agit sur cette même société, souvent non consciemment. La réflexion et l'action politiques sont l'affaire de tous, le devoir de tous.

GILBERT

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Patrice Bessac - Rédacteur en chef : Guillaume Quashie-Vauclin - Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux - Comité de rédaction : Nicolas Dutent, Amar Bellal, Marine Roussillon, Renaud Boissac, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette - Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère - Mise en page : Sébastien Thomassey - Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) - Imprimerie Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) - Dépôt légal : décembre 2012 - N°22 - Numéro de commission paritaire : 1014 G 91533.



Tours d'extraction © Bernd et Hilla Becher

« L'homme de Vitruve »

Profitant de son déménagement à la manufacture des Œillets, le Centre d'art contemporain d'Ivry réalise sa nouvelle exposition autour de la figure du travailleur et de l'univers du monde industriel. Il s'agit donc de rendre visible un univers réel qui ne passe que trop rarement la porte des représentations médiatiques, ainsi le titre de l'exposition, « L'homme de Vitruve », nous renvoie aussi bien au célèbre dessin de De Vinci symbole de l'humanisme, qu'à l'ancien logo de Manpower qui lui a préféré une représentation abstraite.

Du concret donc pour cette exposition qui sort courageusement des sentiers battus du discours dominant mais surtout un savant mélange d'œuvres d'origines très différentes. Les classiques Bernd et Hilla Becher et leur gigantesque travail de typologie industrielle

avoisinent le patient travail de Bertille Bak sur les cités ouvrières du Nord et le minimaliste Richard Serra croise les sculptures de l'artiste de *l'Arte Povera*, Jannis Kounellis. Surtout, l'exposition laisse place à des œuvres tirées de l'histoire du lieu même ou est réalisée l'exposition, que ce soit une peinture de 1936 de Boris Taslitzky représentant la manufacture des Œillets où une sélection d'objets ayant appartenu à Maurice Thorez, ancien député d'Ivry.

ÉTIENNE CHOSSON

« *L'homme de Vitruve* »,
du 14 septembre au 16 décembre 2012
Centre d'art contemporain d'Ivry - Le Crédac
Manufacture de Œillets

Malgré sa mort prophétisée, annoncée, presque célébrée, le PCF attire chaque année des milliers de nouveaux adhérents qui renouvellent en profondeur le parti. Et plus encore cette année que les précédentes. À la veille du 36^e Congrès, le dossier de ce mois-ci se propose d'interroger les attentes de ces communistes de nouvelle génération afin de mieux pouvoir répondre au défi majeur, pour aujourd'hui et pour demain, de leur accueil puis de leur intégration.

LA FORÊT QUI NE CACHE PAS L'ARBRE

ÉDITO

PAR LÉO PURGUETTE ET CÔME SIMIEN*

E*pur si muove.* Et pourtant il bouge. L'affirmer revient à braver l'Inquisition libérale, à risquer le bûcher médiatique. Notre univers c'est le capitalisme, son centre c'est le profit. Fin de l'histoire.

Et pourtant il bouge ce parti hérétique, dépassé, condamné, mort et enterré. Pire, le PCF se renforce en proclamant qu'au centre, il met l'Humain d'abord. « À ceux qui me disent que le PCF est mort, je leur réponds : vous, restez idiots, moi je fais ce que je peux, je me sens utile, et ça, c'est avec les communistes », expliquait début novembre Mehdi, 27 ans, rencontré à la journée d'accueil nationale des nouveaux adhérents, place du Colonel-Fabien. Comme lui, ils sont plus de 6 500 à avoir rejoint le Parti au cours de l'année écoulée.

Le PCF attire. Contre vents et JT, des personnes y adhèrent. Plus encore en cette année 2012 de campagnes multiples, qui auraient dû consacrer (enfin) la disparition du communisme français. Évidence tant de fois prophétisée par l'expert dont l'avis fait d'autant plus autorité qu'il repose sur l'analyse profonde d'un processus historique de fond.

Et pourtant le Parti se renforce. C'est un fait que nul ne peut plus contester. Mais attention, ne vous y trompez pas ! Ce numéro ne se propose pas de nous lover au sein du savoureux sentiment d'auto-satisfaction. L'enjeu est trop grand. Le dossier qui suit tente de faire connaissance

avec ces communistes de nouvelle génération. Non contents d'aller à contre-courant, sans complexe, ils font leur cocoming out.

Alors qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?

Pourquoi attendent-ils leur premier contact avec le Parti parfois plus longtemps qu'un rendez-vous chez l'ophtalmo ?

Nous l'espérons, ce numéro quelque peu inhabituel permettra d'offrir des pistes pour améliorer leur accueil. Pour écouter davantage les aspirations de chacun, leurs centres d'intérêts spécifiques. Tous ne seront pas des colleurs d'affiches, tous ne prendront pas un égal plaisir à rédiger des argumentaires de tracts, des projets pour les collectivités territoriales. Certains sont plus discrets que d'autres et tous ne pourront pas avoir la même implication. Nous devons être capables, localement, de faire la part des désirs de chacun. Car en fin de compte, il n'en est pas un qui n'aspire à être utile. L'expérience montre que nombre de nouveaux venus sont porteurs de pratiques nouvelles ou ont nourri, avant même de grossir nos rangs, des pensées critiques dans des domaines particuliers (urbanisme, éducation, écologie...). Richesse unique que nous devons cajoler sans cesse... et surtout mettre en commun.

Dans le même temps, tous les nouveaux communistes que nous avons interrogés sont en recherche d'un espace collectif et démocratique pour alimenter leur réflexion et donner de la force à leur capacité d'action. Leur permettre de prendre leur place, comme y invitent Laurent

Pérea et Jacques Chabalier, est un enjeu de congrès et plus encore, une question centrale pour l'avenir du PCF. Ce sont eux, « les combattants d'un monde nouveau en devenir » comme l'affirme Pierre Laurent qui ne se glisse pas pour autant dans les habits d'un général. Les communistes préfèrent – semble-t-il – rallumer les étoiles plutôt que de les faire briller à l'épaulé.

Tous ces nouveaux enfin, et c'est lié, voient dans le parti un espace d'apprentissage, le lieu d'une contre-éducation à recevoir. Qu'on le déplore ou pas, les écoles du parti, telles que nous les envisagions autrefois, telles que Julian Mischi nous les rappelle dans ce numéro, ne sont plus. Mais, les nouveaux militants désirant embrasser une autre culture que celle véhiculée par l'air du temps, l'effort de formation doit être régulier, permanent, sans cesse renouvelé. À ce prix, nous donnerons à tous et à chacun de nous, avec sa manière originale d'être dans le monde, les moyens d'être les promoteurs affirmés de lendemains appelés à chanter de nouveau.

En écrivant ces quelques lignes, Nazim Hikmet, poète communiste turc, disait-il autre chose ?

« Vivre comme un arbre, seul et libre, Vivre en frères comme les arbres d'une forêt, Ce rêve est le nôtre ! » ■

*Léo Purguette et Côme Simien sont coordonnateurs de ce dossier. Léo est responsable de la rubrique Travail de secteurs et Côme est responsable de la rubrique Histoire.

UN 36^e CONGRÈS À L'AUNE DU RENOUVELLEMENT DU PCF

Au bout de cette construction collective, au bout de cette nouvelle campagne d'adhésions qui démarre, vraiment ces mots « Je suis communiste et ça fait du bien ! », seront le cri du cœur...

PAR LAURENT PÉRÉA*

Pendant longtemps, les partis tout comme le PCF, se sont considérés comme seuls aptes à penser la société, à élaborer des solutions. Cela reposait sur des démarches délégataires avec une cascade de hiérarchies : entre partis et mouvements ; entre adhérents et « non-adhérents » ; entre dirigeants et « dirigés ». Et ce, au moment où dans la société, émergeaient des aspirations à l'égalité devant les responsabilités et la créativité.

C'est à ce moment-là, que des individus qui ne se retrouvaient pas dans la sphère politique, ont considéré qu'il y avait peut-être une place pour eux, pour leur engagement et pour les initiatives qu'ils pouvaient prendre dans un rassemblement mis à leur disposition, le Front de gauche, et un parti politique, le PCF. Dans leur diversité, leur richesse, nombreux ont rejoint le PCF, donnant par cet acte réfléchi une responsabilité énorme au PCF lui-même.

UN NOUVEAU DÉPLOIEMENT POLITIQUE POSSIBLE

Comment, dès ce 36^e Congrès, en faire des acteurs dynamiques pour le rassemblement et la transformation sociale ? L'enjeu est bien posé dans cette dimen-

sion, notamment par le fait, que ces nouvelles et nouveaux adhérents sont un des éléments structurants du rassemblement en cours de construction, pour lui donner un souffle nouveau, plus puissant, plus dynamique, parce qu'elles et eux-mêmes sont issus des différentes composantes de la société, parce qu'elles et eux font société. Ils et elles, de fait sont des acteurs portant une nouvelle dynamique, un nouveau déploiement politique possible, un nouveau regard sur la société, mais également la nécessité de développement de l'organisation communiste. Ils représentent un apport complémentaire à l'expérience acquise par celles et ceux qui ont façonné l'organisation jusqu'à aujourd'hui.

LIBÉRER LA CAPACITÉ D'INITIATIVE

Cela ne les oppose pas, bien au contraire. On perçoit comment le besoin apparaît de l'apport de l'autre, de son expérience, et ce, dans un profond respect de « l'ancien », jusqu'à parfois « épouser le moule » par facilité. Pour cela, une responsabilité est posée aux dirigeants, celle de créer les conditions du partage de l'expérience, tout en libérant la capacité d'initiative, d'intervention, d'engagement qui habite chacun d'eux.

Les élections ont été un révélateur dans la période. Révélateur dans l'innovation, la capacité d'initiatives politiques, l'ac-

cueil de nouveaux adhérents. Dorénavant, l'enjeu est bien de permettre à ces nouveaux communistes, ces milliers de nouveaux militants de pouvoir déployer leur engagement au service du collectif, de batailles émancipatrices. Il est posé pour aujourd'hui et pour demain.

“ *Bâtir, inventer, créer une nouvelle gauche dans le rassemblement, en s'appuyant sur l'intelligence qui est dans la société, et donc, sur celle de ceux qui rejoignent le PCF.* ”

Ce qui pose la préparation du 36^e Congrès comme une étape importante en ce sens. Un Congrès qui peut être l'occasion de les accueillir en grand, se mettre au service du renouvellement, pour leur donner toute leur place, pour qu'ils appréhendent l'organisation du PCF dans sa dimension humaniste, fraternelle, d'universalité et de paix, pour y prendre des responsabilités, pour bousculer la réflexion et l'action politique. Ils ont déjà une expérience forte avec nous, au travers du Front de gauche et des batailles que nous avons menées en commun. Nous ne partons pas de rien pour les inviter à participer à cette

7

> SUITE
PAGE 8

Anne “ Le PCF et la situation ont changé, moi aussi. ”

« Je fais partie de ces syndicalistes qui étaient en manque d'un prolongement politique à leur engagement. C'est clairement le Front de gauche qui m'a fait aller sur le terrain politique. Il m'est apparu dès le départ intéressant parce qu'il y avait le Parti communiste dedans. Je n'envisageais pas d'y adhérer mais il représentait quelque chose pour moi : j'ai grandi dans une famille communiste, dans une société où l'influence du PCF était forte. J'en avais été membre et l'avais quitté presque trente ans auparavant. Mais il constituait pour moi, par sa perspective de transformation de la société, son histoire, son corpus théorique, une sorte de garantie que la dynamique du Front de gauche ne s'arrêterait pas à une démarche réformiste. Je me suis investie à plein dans le Front de gauche en acceptant d'être candidate, notamment lors des élections régionales de 2010 où j'ai été élue après avoir conduit la liste dans les Bouches-du-Rhône. Pour moi

qui étais dirigeante syndicale, ce mandat politique – un engagement inédit – constitue une responsabilité importante. J'ai poursuivi mon cheminement politique avec le Front de gauche. Mais être un électeur libre, ça va un temps. J'ai fini par ressentir la nécessité et l'envie de prendre part à une organisation pour m'inscrire dans une élaboration collective. J'ai constaté que le Parti communiste avait changé sans abandonner sa raison d'être, que moi-même j'avais changé notamment vis-à-vis de l'impasse sociale-démocrate et qu'enfin, la situation avait elle aussi changé. Des rendez-vous devenaient possibles notamment grâce à l'existence du Front de gauche. J'ai adhéré à la Fête de l'Humanité. »

Anne Mesliand, 57 ans, universitaire, syndicaliste, conseillère régionale Paca, membre du conseil national du Front de gauche, section du Pays d'Aix-en-Provence, Bouches-du-Rhône.

SUITE DE
LA PAGE 7 >

construction politique porteuse d'espoir. Plus que jamais, les liens, le débat qui seront instaurés à l'occasion de ce Congrès, seront autant de marques de confiance qui leur donneront la place qui est la leur dans le PCF. Une place pour l'avenir du PCF, certes, mais aussi pour l'ensemble du rassemblement de transformation sociale en construction. Et cela, c'est en proximité, dans chaque collectif communiste, chaque section et fédération que cette responsabilité est posée pour les jours à venir.

Yves « J'ai été invité à l'université d'été. »

« J'avais envie d'agir, de ne plus être seul dans mon coin. Ça faisait un moment que je lisais *L'Humanité* ou *Le Monde diplomatique* notamment sur les questions économiques et j'avais envie d'aller au-delà du constat, au-delà de l'indignation, pour changer les choses. La démarche du Front de gauche m'a plu, je m'y suis investi. C'était très nouveau pour moi. J'ai grandi à Toulon dans une ambiance plutôt de droite avec un papa militaire. Je n'étais pas du tout politisé au lycée ou à la fac. Et puis, au fil de mes lectures et de mes rencontres, j'ai doucement été amené à m'intéresser à la gauche. L'actualité, la crise m'ont poussé vers le Front de gauche. Ça s'est aussi bien passé avec les militants du PC que ceux du PG. Alors pourquoi le PCF ? Plusieurs choses ont joué. D'abord j'ai pris conscience de l'importance d'une grande structure pour peser sur les choix, mener le combat politique, il faut des militants, des députés, des sénateurs, une implantation territoriale... Au Parti communiste on sent qu'on aide et en même temps qu'on est épaulé. Ensuite, j'avais probablement une plus grande convergence d'idées et plus d'affinités humaines avec les militants communistes. J'ai été invité à l'université d'été, ça a renforcé mon envie d'être au Parti. Je pense que le déclic s'était en fait déjà produit et j'ai fini par prendre ma carte. »

Yves Boubenec, 27 ans, chercheur postdoctoral, section du 5^e arrondissement de (Paris).

UN COMMUNISME DE NOUVELLE GÉNÉRATION

Confiance aux nouvelles et nouveaux adhérents, telle est la détermination à avoir, parce que le PCF ne peut qu'être fier qu'ils et elles l'aient rejoint, constituant ainsi une nouvelle génération de communistes, la naissance et l'affirmation d'un communisme de nouvelle génération. L'ambition affichée avec ce Congrès est de bâtir, inventer, créer une nouvelle gauche dans le rassemblement, en s'appuyant sur l'intelligence qui est

dans la société, et donc, sur celle de ceux qui rejoignent le PCF. Et parce qu'ils et elles veulent s'investir, être des actrices et acteurs, avec celles et ceux qui sont déjà le PCF, l'audace et la confiance dans une démocratie renouvelée doit être la voie des communistes en leur direction à l'occasion de ce 36^e congrès. ■

***Laurent Pérera** est responsable des nouveaux adhérents, au sein du conseil national du PCF.

COMBATTANTS D'UN MONDE NOUVEAU

Le PCF enterre son enterrement avec 400 nouveaux adhérents. Reportage place du Colonel-Fabien au cœur d'une matinée d'échanges qui fera date.

PAR LÉO PURGUETTE*

Un enterrement ? À observer la mine réjouie des participants, l'ambiance ressemblait plus à celle qui entoure une naissance. Vu de l'extérieur, le ventre rond dessiné place du Colonel-Fabien par Oscar Niemeyer laissait déjà penser à un heureux événement. Une fois entré dans le siège du PCF, l'image est encore plus frappante. Baignés dans la lumière douce de la matrice architecturale qui abrite habituellement le conseil national, 400 communistes de nouvelle génération attendent à l'étroit.

Suspendus aux lèvres de Gérard Fournier, le maître des lieux, ils découvrent leur « maison » et son histoire avec un étonnement teinté d'admiration. Après une visite libre des locaux, retour sous la coupole. Ils sont là pour crier les raisons de leur engagement et ça se sent. Encouragées par Elvire, elle-même nouvelle adhérente, « une bleue » parmi les rouges s'amuse-t-elle, les demandes d'interventions fusent. Fabien, magasinier de 22 ans, se jette à l'eau : c'est le Front de gauche qui l'a convaincu de rejoindre les communistes, il a adhéré pendant la campagne de Jean-Luc Mélenchon. La volonté de transformer la société est souvent citée comme moteur de l'engagement communiste. « Le monde va mal, pour moi c'est la politique communiste qui peut tout changer », explique ainsi Youssef, jeune habitant de Champigny. « La révolution c'est dans la rue ! », s'exclame Yves qui, malgré ses 16 ans, tient le micro sans trembler. Rafik, du

18^e arrondissement de Paris voit dans le PCF « le parti qui porte des solutions radicales pour les travailleurs » tout comme David, déterminé à agir pour « abolir les marchés financiers ». Alexis, dont parents et grands-parents sont communistes, a franchi le pas « parce que le PCF c'est l'Humain d'abord, c'est l'opposé du capitalisme. » Marie-Jo, syndicaliste de longue date, s'est décidée à rejoindre le PCF pour « compléter son engagement syndical », révoltée par les politiques d'austérité infligées aux peuples pour leur faire payer la crise. Patrick, agent RATP et délégué CGT, ne dit pas autre chose : en rejoignant le PCF il veut « marcher sur ses deux jambes ».

PARTAGER DES IDÉES ET DES COMBATS

L'envie d'être ensemble, de partager des idées et des combats est aussi régulièrement mise en avant comme par cet autre Patrick, de Bobigny pour sa part, qui après quarante ans de syndicalisme et de longues années à côtoyer les communistes, a pris sa carte le jour de son anniversaire « parce que ça me faisait plaisir », témoigne-t-il tout sourire. Anaïs du Blanc-Mesnil ne voulait plus être communiste « dans son coin. » Amina de Nogent-sur-Marne est quant à elle revenue au parti. Après avoir hésité avec le Parti de gauche « qui manque un peu d'humanité », c'est le PCF qu'elle a choisi : « J'ai retrouvé ce peuple, cette solidarité, je me suis dit ce parti-là existe, c'est ma famille. » Une façon de concrétiser « le sentiment de révolte et le désir d'organisation » qui l'anime dans la situation actuelle. Retour aussi pour Arnaud. « Quand Robert Hue

Peuvent-ils ? Faut-il les garder ?

est arrivé eh bien moi je suis parti », lâche-t-il sans ambages. « L'idée communiste c'est une force, une révolte contre l'injustice qui n'a pas quitté les militants sur le terrain », constate-t-il avec estime.

Plusieurs nouveaux adhérents évoquent eux aussi l'énergie, le dévouement des militants et élus communistes comme facteurs de leur engagement. Pauline, adhérente depuis un an à Villeneuve-Saint-Georges, ne votait pas avant de rencontrer les élus communistes dans son quartier « alors qu'il n'y avait pas d'élections ». Ludovic, militant CGT à Roissy, le dit clairement : « Ce qui m'a poussé à adhérer au PCF c'est que ce sont les élus et les militants communistes qui sont aux côtés des ouvriers en lutte. » Même sentiment chez Fatima, déléguée des parents d'élèves dans le quartier parisien de la Goutte d'Or, qui a rejoint le Parti après une bataille contre une fermeture de classe où « seuls les militants communistes » étaient présents en soutien. Depuis, elle se sent à l'aise « dans le Front de gauche et au PCF. J'aime bien dire Parti communiste, parce que c'est le parti auquel j'ai adhéré », précise-t-elle.

UNE FIERTÉ RENOUVÉE

Et c'est la dernière caractéristique commune à nombre de participants : la fierté renouvelée d'être communiste. Laurent du 20^e arrondissement de Paris récolte un tonnerre d'applaudissements quand il lance : « Moi je n'ai pas honte de le dire, je n'ai pas adhéré au Front de gauche

mais au PCF ». Pour lui, « seuls les communistes posent la question de la propriété ». Il espère un rapprochement des différents textes pour une base vraiment commune au congrès. En écho, Pierre, qui a été membre pendant sept ans de Refondation communiste en Italie, se dit « fier d'appartenir désormais au seul parti qui en France veut abolir le capitalisme. » Il propose d'exproprier purement et simplement « ceux qui nous en font baver. » Codjo, de Morsang-sur-Orge aussi est « fier d'être communiste » à la suite d'un passage au PS qu'il juge sévèrement. Les idées du PCF sont les siennes et il affirme avoir été surpris par son fonctionnement « fondé sur la démocratie, avec des décisions réellement prises par la base ». Même fierté chez un jeune adhérent qui a pris sa carte en réaction à la crise « ceux qui tombent du bateau dans la tempête ce sont les petites gens. Le PCF c'est leur parti », affirme-t-il après avoir plaisanté : « Moi, je suis sans doute communiste depuis que j'ai partagé mon premier bonbon dans la cour de récré. »

Les interventions se succèdent et Pierre Laurent engage un échange à bâtons rompus avec les nouveaux communistes. Lui a adhéré à 15 ans, en 1972 et n'a jamais quitté le PCF malgré des moments difficiles où il a vu des « camarades partir parfois pour des raisons opposées ». Aujourd'hui, à en croire son secrétaire national, le PCF a créé les conditions du rassemblement des communistes.

UN MONDE EN DEVENIR

Mais c'est déjà l'heure de conclure. Pierre Laurent prend place derrière un pupitre qui indique « La force du partage », tout un programme. « Nous sommes passés en dynamique offensive. Notre problème n'est pas de tenir, de sauver ou de conserver, notre ambition est de bâtir, inventer, créer une nouvelle gauche, un communisme de nouvelle génération », lance-t-il à l'adresse des journalistes. Au cours d'une allocution dense, il livre une petite leçon de dialectique sans en avoir l'air.

« Les âges anciens sont ceux de la dynamique de concurrence. Efficace à bien des égards. Le capitalisme est une force de création destructrice. L'âge nouveau qui cherche son chemin est celui du partage comme source nouvelle d'efficacité sociale et économique », explique le secrétaire national pour qui « le capital empêche l'avènement d'un nouvel ordre économique et civilisationnel fondé sur le partage et la coopération qui frappent à notre porte. »

Pierre Laurent l'affirme : les communistes ne sont pas « des observateurs ou commentateurs critiques du capitalisme, nous sommes les combattants de son dépassement. Nous sommes de ces combattants du monde nouveau en devenir. » En repartant, c'était bien ce qu'avait à l'esprit la nouvelle génération de militants, mise au monde pour le changer. ■

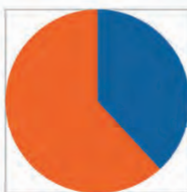
***Léo Purguette** est responsable de la rubrique Travail de secteurs.



RÉPARTITION DES ADHÉSIONS 2012

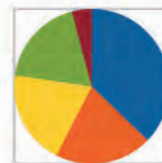
(SUR 6 500 ADHÉSIONS ENREGISTRÉES SUR COCIEL)

Femmes 38,17%
Hommes 61,83%



■ Femmes
■ Hommes

Moins de 30 ans 37,23%
Entre 31 et 40 20,29%
Entre 41 et 50 19,75%
Entre 60 et 70 ans 18,60%
+ de 70 ans 4,13%



■ Moins de 30 ans
■ Entre 31 et 40 ans
■ Entre 41 et 50 ans
■ Entre 60 et 70 ans
■ + de 70 ans

RETOUR HISTORIQUE : UNE ADHÉSION-SOCIALISATION

Comment le PCF a-t-il géré ses nouveaux adhérents à travers son histoire ? Qu'impliquait la prise de carte en matière de politisation ?

PAR JULIAN MISCHI*

En tant que parti, le communisme français est né dans la « désadhésion » : des militants, radicalisés par les compromissions des leaders socialistes pendant la guerre et par un contexte d'intense conflictualité sociale, quittent en 1920 la SFIO, laissant leurs anciens camarades tenir la « vieille maison ». Ils rejoignent une nouvelle organisation révolutionnaire qui reçoit ses premiers adhérents dans le cadre d'une scission, à l'occasion du Congrès de Tours de décembre 1920.

UNE MÉFIANCE A L'ÉGARD DES « BEAUX PARLEURS »

Les premières années du Parti communiste sont marquées par des mises à l'écart et des sorties massives de l'organisation. Dans cette phase de « bolchevisation », l'objectif n'est pas tant de recruter que de faire le tri parmi les présents : la constitution d'une avant-garde militante passe par une gestion radicale des adhérents. Les recrues visées sont les « éléments prolétariens » et les jeunes militants éloignés de la mentalité « réformiste » de la SFIO. Gouvernée par la dénonciation de la « tra-

hison » de l'élite socialiste, la gestion des premiers adhérents vise à mettre de côté ceux qui viendraient au parti pour faire carrière, dans les mairies ou à l'assemblée notamment. Elle nourrit une méfiance à l'égard des « beaux parleurs » qui pourraient utiliser la tribune du parti pour se faire valoir.

En matière d'adhérents, le parti qui s'engage dans une dynamique unitaire au milieu des années 1930 a ainsi peu de choses à voir avec celui issu du Congrès de Tours. Avec le Front Populaire, l'heure est désormais à la constitution d'un parti de masse autour d'une élite militante formée dans les écoles et tournée vers le modèle soviétique. On le voit, la ligne politique adoptée se traduit par des inflexions dans la gestion des adhérents, inflexions plutôt sectaires (comme ensuite pendant la Guerre froide) ou davantage tournées vers l'extérieur (Libération, période du programme commun).

UN TRAVAIL D'ÉDUCATION POLITIQUE

Indépendamment des variations de conjonctures, prendre sa carte au PCF est un acte qui déclenche tout un ensemble de pratiques de socialisation militante. Les militants aguerris opèrent en effet un travail d'encadrement et de politisation

des nouveaux adhérents. L'expression « On ne naît pas communiste, c'est dans le parti qu'on le devient » illustre bien cette idée selon laquelle l'adhésion est le commencement d'un apprentissage politique. Les animateurs des cellules se doivent d'orienter les activités militantes des nouveaux venus dans un sens « politique ». Ils veillent, en particulier, à ce que les affaires municipales pour les cellules locales, et la vie syndicale pour les cellules d'entreprise, ne dominent pas les discussions.

L'adhérent a des devoirs consignés dans les statuts du parti, comme « l'éducation personnelle » qui implique la lecture de la presse militante. Sa prise de responsabilité dans l'organisation nécessite un passage au sein de différentes écoles. Le rôle que les dirigeants assignent à l'éducation militante est de faire éclore le dévouement et « l'esprit de parti » contre l'« esprit de suffisance » et de « quiétude ». L'acquisition des ressources militantes est vérifiée lors de procédures autobiographiques. Jusqu'aux années 1970, les militants doivent régulièrement remplir des questionnaires permettant aux dirigeants d'évaluer leur apprentissage idéologique (la lecture des ouvrages recommandés par exemple), mais aussi leur pratique

Florian « J'ai envie de convaincre, de rassembler. »

Comment as-tu adhéré au PCF ?

J'ai adhéré à la Fête de l'Huma mais ça faisait un moment que j'y pensais. J'ai toujours eu un attachement, une affection particulière pour le PCF. Son histoire, ses combats me parlent. Pour moi, le Parti communiste c'est un Parti déterminé et en même temps toujours responsable. Un Parti crédible et constructif. Je voulais voir comment ça se passe de l'intérieur, alors j'ai adhéré.

Pourquoi avoir adhéré au PCF au sein du Front de gauche ?

Le Front de gauche a contribué à me faire adhérer. J'ai choisi le PCF comme une évidence, parce que je me sentais proche de lui avant que le Front de gauche ne soit constitué. Et puis, son histoire, son nombre de militants, son implantation font de lui un Parti solide. Je suis attaché au rassemblement, y compris à l'intérieur des organisations et, de ce point de vue, le Parti communiste me paraissait répondre à ce besoin.

Le Parti a-t-il rapidement pris contact avec toi ?

Ça a dû prendre un ou deux mois. On m'a d'abord invité à me rendre à un exécutif de section pour faire connaissance et puis j'ai été ensuite régulièrement invité aux réunions et j'ai intégré l'activité.

Le Parti est-il tel que tu l'imaginais ?

Je n'avais pas vraiment d'idées préconçues, je me suis tout de suite senti intégré, accepté. Peut-être y a-t-il du travail à faire sur la transversalité au sein du Parti mais je reconnais que la question de l'organisation est toujours compliquée.

Tes attentes vis-à-vis du Parti sont-elles remplies ?

Oui, je trouve que les militants sont accueillants et je dirais que lorsqu'on a envie de s'investir, on est sollicité sans problème. Je ne me suis jamais senti mis de côté.

Comment envisages-tu ton militantisme ?

Je milite beaucoup également à la CGT. Mais comme tout le monde, j'ai une famille : c'est parfois un peu difficile de tout concilier. Je ne suis pas investi sur une question particulière, je participe à la bataille générale du Parti en essayant de montrer ce qu'apporte l'engagement communiste dans la lutte de classes pour la défense de l'intérêt général. J'ai envie de convaincre, de rassembler. Je pense qu'on a besoin de formation pour être encore plus efficace dans cette tâche.

Florian Marquis, 30 ans, informaticien, section du Hurepoix, (Essonne).

Peuvent-ils ? Faut-il les garder ?

militante et leurs fréquentations (militantes, familiales, amicales).

LA VALORISATION DES MILITANTS OUVRIERS

Si l'adhésion est ouverte à tous, le PCF, comme organisation du mouvement ouvrier, accorde une place prépondérante dans ses structures aux membres des classes populaires (ouvriers, paysans, agents d'exécution dans les services, etc.). À rebours des logiques de domination qui s'imposent à eux dans leur quotidien et les excluent le plus souvent du jeu politique, ces catégories sont valorisées dans le « Parti de la classe ouvrière ». Les adhérents ouvriers sont tout particulièrement sélectionnés pour suivre les écoles du parti, devenir permanents et donc pour

diriger l'organisation. Le parti procure des ressources collectives et une confiance en soi pouvant compenser partiellement les effets de la faiblesse des ressources culturelles et économiques des militants d'origine ouvrière.

Dans les années 1980 et 1990, avec notamment le déclin de la formation militante et la valorisation des catégories diplômées au sein du PCF, les adhérents des milieux populaires peinent à trouver leur place dans les réseaux militants. La valorisation de l'individu contre l'organisation, la possibilité d'être communiste sans être encarté, l'autonomisation des élus, sont autant d'éléments allant dans le sens d'un déclin de l'adhésion – socialisation.

L'adhésion s'accompagne de moins en moins d'une intégration militante, d'au-

tant plus que les instances électives tendent à remplacer les sections bien qu'elles ne jouent pas le même rôle. À partir des années 1990, il n'est pas rare que le potentiel nouvel adhérent repéré (dans les banlieues populaires, souvent de jeunes femmes, filles de travailleurs immigrés) soit propulsé dans un conseil municipal sans socialisation militante préalable. L'engagement militant est dévalorisé au profit des positions électives. Cette pratique est l'une des explications de la difficulté à maintenir aujourd'hui des nouveaux adhérents, en particulier des milieux populaires. ■

*Julian Mischi est sociologue. Il est chargé de recherches à l'institut nationale de la recherches agronomique.

ADHÉRER AU PCF, UN PANORAMA CHIFFRÉ

Décembre 1920, Tours, les délégués socialistes de toute la France rassemblés en congrès votent (très majoritairement) l'adhésion à l'Internationale communiste : notre parti est né. Il compte plus de 100 000 adhérents. Assez vite, cependant, c'est le recul, vertigineux : l'intensité de la répression d'État mêlée aux positions très avant-gardistes de notre parti sur tous les sujets (militarisme, colonialisme, femmes, homosexualité...) en fort décalage avec l'essentiel de la population, font tomber le parti à 50 000 adhérents (dès 1923). Lorsqu'en 1928, la tactique « classe contre classe » est décidée internationalement dans la perspective de l'imminence d'une grave crise capitaliste et d'une révolution qui devrait s'ensuivre, dix ans après 1917, les effectifs chutent encore pour atteindre un étiage à 28 000 en 1934. La radicalisation en solitaire dans un contexte où c'est l'extrême droite qui se nourrit des ravages de la crise n'entraîne pas la révolution escomptée.

C'est avec tout cela que le nouveau secrétaire général, Maurice Thorez (1900-1964), entreprend de rompre en initiant cette même année une nouvelle stratégie : le Front populaire, alliant lutte unitaire antifasciste et revendications concrètes fortes et immédiates. Les adhésions affluent par milliers et dès 1935, la barre des 50 000 est franchie à nouveau ; en 1936, la barre des 200 000 ; en 1937, la barre des 300 000. Les déboires du Front populaire sont à l'origine d'un léger repli en 1938 mais le nouvel effondrement ne survient qu'avec l'interdiction du PCF à l'été 1939. Clandestin, notre parti perd bien sûr nombre d'adhérents – certains, sur fond de désaccords politiques.

Cependant, l'action héroïque, massive et rassem-

bleuse des communistes dans la Résistance, sur fond de combats décisifs menés par l'Union soviétique, octroie à notre parti un écho considérable et, dès septembre 1944, les 200 000 militants sont atteints. En décembre, la barre des 300 000 est franchie. 1945 et 1946 sont les années d'apogée avec des adhésions par dizaines de milliers : l'acmé est atteint en 1946 avec plus de 800 000 adhérents. C'est que les communistes changent concrètement la vie de notre peuple : Sécurité sociale avec Ambroise Croizat, nationalisation et réorganisation du secteur de l'énergie avec Marcel Paul, statut de la fonction publique avec le vice-président du Conseil, Maurice Thorez.

La guerre froide vient toutefois prendre à revers cet élan communiste : chassés du gouvernement, rejetés dans l'opposition et méprisés par les socialistes (Jules Moch, Guy Mollet...) comme les radicaux (Mendès France, etc.) qui préfèrent gouverner avec la droite, les communistes sont enfermés dans un ghetto et paraissent impuissants. Les départs sont nombreux et les effectifs militants se stabilisent, vingt ans durant, autour de 250 000 adhérents.

Les événements de 1968 et la nouvelle dynamique impulsée par Waldeck Rochet – secrétaire général depuis 1964 – sont l'occasion d'un nouvel essor : le PCF franchit à nouveau le seuil des 300 000. Tout s'accélère en 1972 avec la conclusion du programme commun de la gauche : des perspectives de changements concrets profonds se dessinent à nouveau et le PCF est à l'initiative. C'est un nouvel âge d'or militant pour le PCF : pour la seule année 1973, on ne compte pas moins de 62 000 adhésions ; en 1975, 100 000 ; en 1976, 166 000 ! Le collectif militant n'arrive pas à pérenniser toutes ces adhésions. Néanmoins, les effectifs dépassent les 500 000

adhérents à partir de 1977... et jusqu'en 1978 où le reflux s'amorce avec la rupture du programme commun : les perspectives transformatrices s'éloignent, le PCF est accusé d'être à l'origine de la rupture, l'anticommunisme déferle sur la France avec l'offensive des « nouveaux philosophes » autour d'un concept qu'ils popularisent pour désigner le communisme : totalitarisme.

Les années 1980 et les lourdes déceptions suscitées par la gauche au pouvoir voient les effectifs militants du PCF reculer fortement, quelle que soit la stratégie adoptée par notre parti (ouverture ou solo, alliance avec le PS ou dénonciation de ce dernier). 1982, retour sous les 500 000 ; 1984, sous les 400 000 ; 1993, sous les 300 000. Le repli se poursuit encore après 1994 et la mutation engagée par le nouveau secrétaire national, Robert Hue. En 1999, le parti tombe sous la barre des 200 000. La fin de l'Histoire prophétisée par Fukuyama semble condamner le PCF : quelle que soit la stratégie, c'est le recul, signe de la mort inexorable du PCF écrit-on ici ou là, non sans parvenir à persuader des militants communistes gagnés par une certaine déprime...

Et puis 2005 : le nouvel ordre capitaliste ultralibéral n'est donc pas invincible ni majoritaire dans ce peuple français qui rejette le traité constitutionnel européen à l'issue de cette bataille où le PCF a engagé toutes ses forces en dépit de sondages très mauvais et d'un appareil médiatique très mobilisé. La chute des effectifs stoppée en 2002, la reconquête commence en 2005 avec 8 000 adhésions et, chaque année depuis lors, entre 5 000 et 8 000 adhésions par an. ■



L'IMAGE DES COMMUNISTES

Une enquête réalisée en 2012 par Viavoice donne des indications sur l'état d'esprit des électeurs vis-à-vis du PCF et de ses militants.

PAR GÉRARD STREIFF*

Quel peut être l'imaginaire politique d'un nouvel adhérent ? Difficile à dire car il doit y avoir probablement autant de cheminement d'idées que d'engagements individuels. Toutefois, il existe une étude d'opinion, réalisée pour l'université d'été du PCF, l'été dernier, en Savoie, qui donne peut-être quelques indications. Elle est intitulée « Observatoire des communistes et de l'idée communiste ». Le sondage de l'institut Viavoice ciblait les « électeurs communistes potentiels », des citoyens qui voteraient « certainement ou probablement » communiste à une élection présidentielle. Ce potentiel (certains + probables) oscille entre 17 % (à une présidentielle) et 21 % (élection locale), ce qui est déjà une réserve appréciable.

UN CHOIX DE VALEURS

Évidemment, cette étude porte sur le vote et non sur l'adhésion mais on peut penser que l'état d'esprit de ces citoyens est assez proche de celui des nouveaux adhérents. Quelle est leur motivation première en faisant le choix communiste ? L'idéologie. Deux électeurs communistes potentiels sur trois disent faire d'abord un choix de valeur, d'idée, des idées de gauche, qui lui ressemblent, d'égalité, de partage, de justice sociale. Interrogés sur les choses qui les inquiètent le plus dans la société actuelle, ils répondent d'abord : la crise et les problèmes économiques (emploi, pouvoir d'achat), l'évolution de la société (l'avenir, les injustices), la remise en cause des services publics et des acquis sociaux.

Quand on leur demande de hiérarchiser leurs attentes prioritaires, les demandes sociales et économiques sont très fortes, les questions dites sociétales, de sécurité ou de mœurs n'arrivent qu'au 14^e et 19^e rang sur vingt thèmes.

S'ils souhaitent un changement en profondeur, ils se montrent « raisonnables », attendant plus des solutions que la révolution, pour dire vite. D'ailleurs, une autre question porte sur « les idées à venir du communisme » et son résultat conforte ce sentiment : sur 17 « idées communistes » à développer demain, la « révolution » vient à la 17^e place...

UNE OPINION POSITIVE DU PARTI

Les sondés ont une opinion positive des communistes (75 %). Un sur deux (53 %) dit connaître dans son entourage un communiste, ce que l'on pourra trouver, comme la fameuse bouteille à moitié vide ou pleine, beaucoup... ou trop peu, puisqu'un sympathisant sur deux ne sait pas en somme à quoi ressemble un communiste !

Parmi ceux qui disent connaître un communiste, 56 % notent que cela améliore l'image qu'ils ont du PC, pour 47 % ça les incite à voter communiste mais 18 % seulement ajoutent que ça pourrait les amener à adhérer. Ces « électeurs potentiels » ont une image positive de l'idée communiste et du communisme (autour de 70 %), mots qu'ils associent massivement (90 %) à de fortes valeurs sociales (partage, égalité, justice, solidarité). Seuls 14 % ont du communisme une perception négative : ça renvoie pour eux à Staline, c'est dépassé, irréaliste (14 %).

Ce résultat sur l'image du communisme est tout à fait intéressant ; il tendrait à indi-

quer que dans l'imaginaire collectif, du moins dans celui d'une large fraction de la gauche, on est sorti enfin, ou plus exactement on sortirait enfin des vieux clichés

« Ces « électeurs potentiels » ont une image positive de l'idée communiste et du communisme, mots qu'ils associent massivement à de fortes valeurs sociales (partage, égalité, justice, solidarité). »

sur Communisme-Staline, même combat ! Sur le parti lui-même, l'opinion est positive à 74 % ; on attend de lui qu'il soit proche des gens et présent dans les mouvements sociaux. Ces sondés sont très unitaires, ils espèrent que le PCF va s'ouvrir davantage aux autres partis de gauche (prioritaire pour 85 %) ; ils sont moitié moins, 41 %, à attendre du PC qu'il soit « plus critique contre François Hollande » (rappelons que l'enquête a été menée en juin 2012). On attend aussi de lui qu'il apporte des solutions à la crise (92 %), renouvelle ses idées et son programme (86 %). Le choix du Front de gauche est plébiscité : pour 74 %, l'opinion qu'ils ont du PC depuis la création du Front de gauche s'est améliorée. 90 % trouvent que la candidature Mélenchon fut une « bonne chose ». Avec ce Front, le PCF « fait plus moderne » (77 %) ; ils sont presque autant à penser que PCF et Front de gauche sont complémentaires, que le PCF conserve bien son identité dans le Front. Enfin 83 % jugent que ce serait « une chance pour la France » si le PC était une « composante importante du pouvoir » en France. ■

*Gérard Streiff est responsable de la rubrique Combat d'idées.

veulent-ils ? Faut-il les garder ?

Anaïs “ Il y a entre les communistes une grande solidarité, de la fraternité. ”

Qu'est-ce qui t'a conduit à regarder du côté du PCF ?

En avril dernier le résultat du premier tour de la présidentielle m'a déçue. J'avais le sentiment de n'avoir rien fait, d'être communiste toute seule dans mon coin. Les valeurs communistes : le partage, l'humain, la lutte contre les discriminations et l'exploitation étaient les miennes depuis toujours, c'était une évidence. À la gare du Blanc-Mesnil, j'ai rencontré des militants, on a discuté. Ils ont pris mes coordonnées.

Le Parti a-t-il rapidement pris contact avec toi ?

Une semaine après j'étais invitée à assister aux résultats du second tour à la mairie. Je me suis tout de suite intégrée aux équipes de collages pour les législatives avec Marie-George Buffet.

Pourquoi avoir adhéré au PCF au sein du Front de gauche ?

Bien sûr, c'est parce que ce sont les communistes que j'ai rencontrés mais avant cela, pour moi, les idées du Front de gauche étaient avant tout celles qui sont portées par le PCF.

Le Parti est-il tel que tu l'imaginais ?

J'ai trouvé les militants très ouverts, très dynamiques vis-à-vis de la démarche du Front de gauche à propos de laquelle j'aurais pu imaginer que des camarades âgés par exemple, soient un peu réticents. Je trouve que dans ma section une vraie place a été faite aux nouveaux adhérents. Je n'ai jamais eu l'impression qu'on me regardait en se disant « toi tu es nouvelle donc pour le moment tu te tais ». Au contraire, il y a entre les communistes une grande solidarité, de la fraternité. Si j'osais, je dirais que c'est mieux qu'à la maison !

Quelles thématiques t'intéressent ? Accepterais-tu des responsabilités ?

L'éducation est bien entendu mon thème de prédilection mais je m'intéresse à tout pour la suite. Pour le congrès, j'ai accepté d'être membre de la commission fédérale du texte.

Anaïs Debieve, 26 ans, professeur des écoles, Le Blanc-Mesnil, Seine-Saint-Denis)

ENQUÊTE SUR LES NOUVEAUX ADHÉRENTS AU PCF Origine et signification de l'engagement

Comment devient-on communiste ? Qu'est-ce qui conduit à l'engagement dans un parti, et plus spécifiquement au Parti communiste ? Quelles sont les représentations véhiculées par les nouveaux adhérents ?

PAR OCTAVIO FREITAS NETO*

L'analyse présentée ici prend l'individu comme porte d'accès à la compréhension des phénomènes politico-sociaux de l'engagement. [...] L'enquête a utilisé l'entretien semi-directif et l'entretien libre. [...] L'objectif est la mise en récit de soi pour connaître le sens que les individus donnent à leur pratique. Comment le Parti communiste français s'inscrit-il dans la trajectoire de vie des nouveaux adhérents ?

Vingt entretiens de vingt minutes ont été réalisés pendant l'université d'été 2012 du

Parti communiste français, sur un effectif total d'une centaine de nouveaux adhérents parmi les 750 personnes présentes. Un nouvel adhérent est quelqu'un qui a pris sa carte il y a moins de trois ans.

SOCIALISATION ANTÉRIEURE À L'ADHÉSION

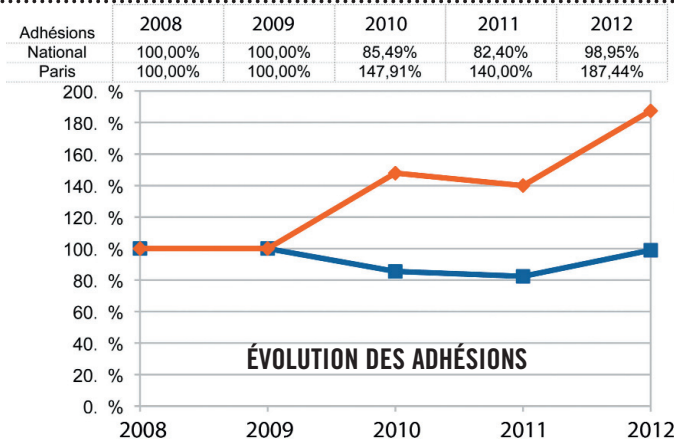
[...] En sociologie, la notion de « socialisation » a pour vocation de rendre compte des processus de transmission de valeurs et d'intériorisation de normes sociales, lesquelles sont apprises au cours de la vie des individus par différents canaux, instances, institutions et groupes d'appartenance. C'est un processus d'apprentissage

et de formation de l'être social.

Un certain nombre de remarques peuvent être tirées des entretiens :

1. L'importance des instances de socialisation infrapartidaires pour l'acquisition de ce qui est vécu comme la « culture communiste », « l'esprit de gauche ». Les enquêtés, avant leur engagement, possèdent un passé riche d'expériences humaines, intellectuelles et politiques. La famille et les associations de jeunesse comme les JC, UNEF et syndicats jouent un rôle important, non dans la cooptation des futurs adhérents, mais plutôt dans la socialisation à des valeurs dites communistes. D'après M., 23 ans, « on apprend la culture communiste, ce n'est pas le chacun pour soi qu'on peut voir dans les autres partis. C'est très sympa l'esprit de gauche, on apprend à s'instruire » dit-il. Le dialogue, le contact humain à travers les débats, la distribution de tracts, la prise de parole en public (dans les instances de socialisation infrapartidaires) contribuent à la formation de « l'esprit de gauche ».

2. Il y a une concordance entre la socialisation antérieure et l'engagement actuel. La socialisation antérieure à l'adhésion donne à l'engagement une nature presque héréditaire. En effet, l'engagement appa-



Jean-Ludovic **“ J’ai dit oui sans hésiter. ”**

Comment as-tu adhéré au PCF ?

Un collègue de travail communiste m'a proposé d'être bénévole à la Fête de l'Huma de septembre dernier. J'ai dit oui sans hésiter. Pendant trois jours j'ai côtoyé les communistes et appris à les connaître. Je me suis dit que c'étaient vraiment des gens bien, qu'ils avaient l'intérêt général, l'humain en tête. Des idées qui rejoignent les miennes. Alors le lundi quand j'allais partir et qu'on m'a proposé le bulletin d'adhésion, je me suis inscrit de bon cœur.

Pourquoi avoir adhéré au PCF au sein du Front de gauche ?

Ce qui a fait la différence, je crois que c'est d'abord ce rapport que j'ai eu avec les militants, le fait de les voir directement à l'œuvre dans la Fête.

Le Parti a-t-il rapidement pris contact avec toi ?

Dès le lendemain mon secrétaire de section a pris contact par téléphone. J'ai reçu aussi des informations par mail.

Le Parti est-il tel que tu l'imaginais ?

J'ai adhéré en septembre et comme je suis entre Paris et Poitiers,

je n'ai pas encore eu suffisamment l'occasion de m'impliquer dans le Parti pour me prononcer sur la question. Quand on m'a sollicité pour participer à cette initiative nationale j'ai tout de suite dit oui. Je dirais que la découverte du siège est un peu à l'image de celle du Parti. Je m'attendais à voir des bureaux carrés et identiques qui se suivent et en fait, l'architecture est impressionnante, originale. Quant aux gens, je retrouve l'ambiance de la Fête de l'Huma avec cette gentillesse spontanée et ces personnes qui, sans se connaître, discutent et ont envie d'agir ensemble.

Comment envisages-tu ton militantisme ?

J'ai envie de m'investir mais je ne sais pas encore de quelle manière. Les questions sportives m'intéressent et ça tombe bien, Nicolas Bonnet qui s'en occupe dans le Parti est mon secrétaire de section. Mais ce n'est pas tout, s'il y a des initiatives, qu'on me sollicite : je suis là.

Jean-Ludovic Jules, 20 ans, agent SNCF, section du 12^e arrondissement de Paris

SUITE DE
LA PAGE 13 >

14

rait comme une « suite logique », quelque chose « d'évident », voire nécessaire. Pour S., qui est extrêmement sensible aux inégalités et à l'injustice, l'engagement est la conséquence nécessaire de la prise de conscience des inégalités. Pour elle, la prise de conscience politique passe par l'engagement.

LA PRISE DE DÉCISION ET LE POIDS SPÉCIFIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'adhésion est vécue comme un geste naturel. Mais comment la naturalité du geste se déploie-t-elle dans le temps ? Quelles sont les étapes de la prise de décision ? Y a-t-il un calcul coût/avantage ? Pourquoi le PCF et comment ? [...]

Les différents parcours de vie des individus les ont amenés à côtoyer certaines idées humanistes. D'après les enquêtés, le PCF est le seul parti dans l'échiquier politique français qui représente l'idéal de bonheur et de justice sociale acquis à travers les luttes de l'expérience politique française. Le parti joue un rôle d'instrument d'émancipation, d'après les enquêtés. C'est un espace d'apprentissage et d'échange. Pour eux, c'est un parti où l'on pense différemment des autres partis français. L'exemple de J. montre la force du sentiment d'être communiste. Elle a fait pleurer son père lorsqu'elle a déchiré sa carte. Ce n'était pas simplement une rupture avec une organisation partidariaire. Son désaccord tenait au fait que les ouvriers n'avaient pas l'espace de parole, donc elle ne trouvait pas une place au sein du parti, d'où la rupture. Avoir sa place ne veut pas dire être dirigeant ou élu, ni avoir des

postes de responsabilité. Avoir sa place veut dire avoir son espace de parole. S'il y a trente ans cette place, pour J. était inexistante, aujourd'hui elle reconnaît un changement car le parti lui apporte beaucoup. Cela veut dire qu'il faut une rétribution symbolique quelconque pour que l'individu trouve un sens au sein du parti. Pour J., des espaces d'échange tels que l'université d'été et le comité exécutif remplissent cette fonction rétributive nécessaire à la satisfaction personnelle. Ce que le parti lui apporte est la possibilité de s'instruire davantage, de faire des rencontres, d'échanger des idées.[...]

LA QUÊTE D'IDENTITÉ

Chercher une identité veut dire chercher une concordance, un accord, une correspondance, une stabilité en somme, entre soi-même et autre chose. Dans le cas en question, entre soi-même et le Parti communiste. Comme nous avons vu, il y a concordance entre la socialisation antérieure et l'engagement actuel. Pour la plupart des adhérents l'identité entre soi-même et les valeurs communistes va de soi, est chose naturelle. [...] On peut partager les idées communistes sans être communiste, voire en étant en complet désaccord avec le fonctionnement du parti. Première remarque : être communiste va (ou peut aller) au-delà d'être adhérent au Parti communiste. La valeur communiste se situe, donc, au-delà du fonctionnement partidariaire. Pour V., la possibilité de s'exprimer, de se former et de s'épanouir constitue un des apports fondamentaux du parti. R. appelle ça : le sentiment de communion. La possibilité de communisme, donc, ne

va pas sans communion partidariaire.

Le cas de V. va dans le même sens. Son cas montre que l'engagement n'est pas un acte anodin. Au contraire, cet acte implique une certaine rupture : dans son cas rupture avec sa sœur et, plus largement, avec le mode de pensée de sa famille. Cette rupture est vécue par V. comme un « éveil », comme une « prise de conscience ». Cette prise de conscience est simultanée à la destruction de la vieille image du PCF qui lui a été transmise par sa famille. Elle a découvert un parti jovial, revendicatif et ouvert à la discussion. A. et M. appellent ça : « des gens sympas ».

DÉSALIÉNATION ET SOCIALISATION

[...] Pour les enquêtés, l'apport spécifique du Parti communiste est l'apprentissage et la formation. Le parti leur permet d'avoir les moyens pour comprendre le monde. M. nous dit que son adhésion lui permet de continuer à s'instruire, à apprendre. Les débats, les lectures et les discussions avec les gens en sont les moyens. L'université d'été, pour les enquêtés, apparaît comme un espace privilégié qui s'inscrit dans la « démarche personnelle de recherche » (comme l'a formulé A.) et remplit le rôle de haut lieu de sociabilité communiste.

LA PROMOTION SOCIOPOLITIQUE

Nous avons vu que maints enquêtés considèrent le parti comme un moyen, et non comme une fin en soi. A. et R. rejettent explicitement la vision carriériste de l'engagement communiste. Ils mettent en avant les valeurs communistes comme principe. Le parti est présenté dans leurs

paroles comme un moyen d'épanouissement personnel et de prise de conscience. Il y a donc, pour eux, une valeur éthique fondamentale, laquelle exclut, *a priori*, le calcul égoïste des bénéfices et des promotions sociales et politiques. Le point de vue de la promotion sociopolitique introduit la rétribution matérielle comme critère de satisfaction. Or, la logique développée dans le discours des enquêtés jusqu'à présent va dans le sens de la recherche de rétributions symboliques – comme l'intégration sociale et les fonctions pédagogiques du parti. Parmi les cas étudiés dans cette enquête, un seul montre la mise en œuvre

“ *L'adhésion au Parti communiste est avant tout l'adhésion aux valeurs communistes, à son idéal de justice sociale, de bonheur et de développement humain.* ”

d'un discours calculateur [...]. Son but, aussi altruiste soit-il, est de « créer un Parti communiste congolais ».

ADHÉRENTS/MILITANTS

Maurice Duverger distingue quatre formes d'engagement, ayant comme indice la solidarité partisane : l'électeur, le sympathisant, l'adhérent et le militant. Nous avons affaire, dans les cas ici étudiés, à des adhérents/militants.

L'adhérent, selon Duverger, se caractérise par une « participation plus profonde que la sympathie, mais moins profonde que le militantisme », tandis que le militant, membre du parti et bien plus encore, constitue un élément de sa communauté, il en assure l'organisation et le fonctionnement, sans néanmoins, en être un dirigeant.

L'adhésion ne se confond pas avec la militance. Mais il nous semble que les nouveaux adhérents en question ici tendent vite à la militance – et certains se définissent comme militants. Par exemple, S. : « J'ai commencé à militer en 2010 » ; A., 22 ans : « J'ai commencé le militantisme à 18 ans, dans le syndicalisme étudiant [...] mon adhésion est un vrai engagement, un geste important [...] » ; H., 20 ans, : « [...] le militantisme me donne le sentiment concret d'être libre [...] » ; V. : « [...] coller des affiches, distribuer des tracts, je fais tout ça [...] » ; J. : « Je milite beaucoup dans mon quartier populaire ». L'adhésion, pour les enquêtés, est synonyme de militantisme, d'implication personnelle dans la cause.

LA VALEUR COMMUNISTE

Les enquêtés mettent l'accent sur la tradition intellectuelle du parti. La formation est vécue comme un acte de militance, car, se former, comme dit J., « permet de s'épanouir, de prendre conscience et de trouver ses mots ». Le parti, pour les jeunes adhérents/militants, se présente comme un espace de communion, d'instruction, de sociabilité et de lutte. Ce n'est pas un espace d'autopromotion, de carrière. C'est un lieu de promotion des valeurs humanistes.

L'engagement communiste, pour nos enquêtés, ne doit pas se faire suivant une logique opportuniste. La valeur communiste se situe au-delà du fonctionnement partidaire. Il y a par conséquent, des principes fondamentaux qui structurent la constitution du lien social communiste. Quels sont ces principes ?

Pour les enquêtés, la racine libertaire du communisme, inscrite dans son histoire et dans son lourd passé de luttes constitue le cœur des principes communistes. L'adhésion au Parti communiste est avant tout l'adhésion aux valeurs communistes, à son idéal de justice sociale, de bonheur et de développement humain.

[...]Cependant, l'image du communisme est toujours sujette à débat. D'après les enquêtés, cette image n'est pas en pleine transformation : elle est déjà nouvelle.

NOUVELLE IMAGE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS : JOVIAL ET REVENDICATIF

V. est assez claire : « C'est vrai que l'image que j'avais du PC, de ma famille, c'était le PC de Marchais, tout le monde bien en ligne, un peu caricatural, c'était une image que j'avais. Et la personne qui discutait avec moi n'était pas du tout comme ça ! Elle était vraiment dans la discussion, elle essayait de voir pourquoi j'avais des doutes [...] et quand je suis arrivée à la section c'était un coup de foudre, quoi ».

R. dit que « le Front de gauche a renouvelé l'image du Parti communiste, l'image d'un vieux parti archaïque [...] Les jeunes n'ont pas les mêmes attachements identitaires que les plus âgés du parti ».

A. : « Au départ je pensais que c'était un vieux parti, j'avais l'image des vieux cégétistes, passésistes qui vivent dans leurs châteaux [...] mais j'ai découvert un parti d'intellectuels, qui réfléchit [...] c'est un parti plus jeune qu'on ne le pense ».

C'est la dynamique de la rencontre qui permet le renouveau de l'image du parti. À l'université, au lycée, les jeunes nouveaux adhérents (re)découvrent le PCF. D'après S., 22 ans, c'est un esprit de camaraderie. Mais d'après A., 22 ans, on peut

retrouver le même esprit de camaraderie des communistes parmi les gens du FN : « Les gens du FN que je connais ont eux aussi une culture militante, un esprit de camaraderie aussi important » dit-il.

Même J., qui a quitté le parti il y a trente ans, est heureuse de le redécouvrir. Redécouvrir le sens de sa vie grâce à un parti qui encourage ses militants « à aller à la rencontre des gens, à se former, à lire ».

SIGNIFICATION SOCIALE DE L'ADHÉSION

L'adhésion a une signification personnelle de recherche et d'épanouissement. Cependant, cette recherche, aussi personnelle soit-elle, a une signification éminemment sociale. Pour que la participation à une structure partidaire soit effective, l'individu doit faire des efforts qui consomment du temps. Et nos enquêtés les font très volontiers. Participer est aussi dans une certaine mesure montrer que l'on participe. Ou, inversement, cacher la participation. Pour F., 20 ans, le fait d'être vu dans des rassemblements communistes peut poser certains problèmes quand il dit : « Je ne mets pas de photos explicites du PCF sur *facebook* [...] on ne sait jamais, si un employeur me voit associé au PCF... ». Encore une fois, nous voyons que le « devenir communiste » est un acte qui appartient presque au domaine de la conscience intime, des convictions. Mais l'adhésion, avec toute la sociabilité, la visibilité et les engagements qu'elle implique, pour être effective, est chose éminemment sociale, compromettante, conséquente.

LE PARTI SAGE

« Parti des ouvriers » ; « parti intellectuel, de réflexion » ; « parti qui a une histoire » ; « parti révolutionnaire » ; « parti de Marchais, des cégétistes avec leurs châteaux » ; « parti jovial et revendicatif, ouvert au débat » ; « parti sage ». Toutes ces définitions, et bien d'autres, prononcées par les nouveaux adhérents présents à l'université d'été en 2012, laissent entrevoir les enjeux actuels pour cette institution politique et culturelle française. C'est, pour eux, le parti de référence de la gauche française. Cette sagesse, ce poids, cette tradition sont des éléments fédérateurs pour ceux qui viennent de se définir en tant que communistes. ■

Extraits de l'enquête réalisée à l'université d'été du PCF.

***Octávio Freitas Neto** est doctorant en Anthropologie sociale à l'université Paris-IV René-Descartes.

DU CÔTÉ DES FÉDÉRATIONS

Gros plan sur les Bouches-du-Rhône, la Manche, Paris et le Rhône, où des initiatives sont prises pour l'accueil et la formation des nouveaux adhérents.

Faut-il les garder ? La réponse à cette question – saugrenue – est invariablement oui. Pour les quatre responsables fédéraux contactés par la *Revue du projet*, il n'y a qu'une seule interrogation qui vaille : comment les garder ? Jérémie Bacchi, responsable départemental de la campagne de renforcement dans les Bouches-du-Rhône, est catégorique : « La clef, c'est la réactivité. Quand on reprend contact avec quelqu'un qui a adhéré six mois plus tôt, il est forcément dans un autre état d'esprit. Il a sentiment de ne pas avoir été pris en compte, parfois il est passé à autre chose. » À partir de ce constat, le Marseillais a institué dans sa fédération un envoi systématique de courrier dans la semaine qui suit l'adhésion : « Une lettre du secrétaire départemental indique au nouvel adhérent que sa section va bientôt prendre contact avec lui. Elle est accompagnée d'un livret d'accueil fédéral. » De quoi s'agit-il au juste ? « C'est une plaquette qui donne des repères sur l'histoire du Parti, son fonctionnement de la cellule au Conseil national et qui permet de faire le lien avec nos élus et notre presse. », explique-t-il. Un document semblable a été conçu dans le Rhône mais « en format numérique », indique Bertrand Mantelet, chargé de la vie du Parti dans le département. « Avec un nombre croissant d'adhésions, il était indispensable d'avoir un support de présentation du Parti et de la fédération mis à la disposition des sec-

tions », précise-t-il. 110 nouveaux communistes ont rejoint le PCF du Rhône en 2011, ils sont 174 de plus depuis le début de l'année.

Du côté de la Manche, Gérard Duboscq, le secrétaire départemental, affiche quant à lui 53 nouveaux venus au compteur depuis le lancement du Front de gauche en 2009. « C'est sûr que ça peut paraître modeste comparé à des grosses fédés mais c'est beaucoup pour notre département qui compte aujourd'hui environ 300 adhérents », lance-t-il en prélude. « Nous avons l'objectif de rattraper la réalité sociologique du département. Il y avait un décalage. En 2008, notre moyenne d'âge était de 62 ans », relate-t-il. Avec le renfort « de jeunes mais aussi de militants et responsables syndicaux » c'est en train de changer. Point noir : « Il y a un vrai déséquilibre femme-homme dans les adhésions et également en matière de possibilité d'investissement militant. Malheureusement dans la société actuelle, les femmes disent souvent être moins disponibles que les hommes », constate-t-il. Un problème également pointé par Bertrand Mantelet dans le Rhône. Néanmoins, optimiste pour l'avenir, Gérard Duboscq se réjouit de la renaissance d'une JC qui n'existait plus depuis vingt ans dans la Manche. S'il ne cherche pas à masquer les difficultés à organiser des nouveaux adhérents, pour la plupart déjà très pris par leur activité syndicale, il tire un bilan positif de l'initiative d'accueil organisée

par sa fédération en juillet dernier. « Nous avons réussi à réunir une quinzaine de nouveaux communistes pour une rencontre à la fois politique et conviviale où nous avons pu discuter des suites à donner à leur engagement dans le Parti et avec le Front de gauche. »

À Paris, c'est en avril dernier qu'une rencontre du même type s'est tenue. Dans la capitale, on mise beaucoup sur la formation pour intégrer les nouveaux qui sont au nombre de 600 depuis septembre 2011. Igor Zamichiei, le secrétaire départemental, recense une douzaine d'initiatives de formation depuis un an entre les soirées d'études et les stages d'un jour et demi. Des moments de rencontres indispensables pour créer des liens entre des nouveaux adhérents très divers, majoritairement jeunes et attirés par « un Parti communiste ouvert et rassembleur ». « Dans les cellules et les sections, on propose aux nouveaux de mettre en place un projet concret pour faire rayonner les idées communistes à partir de leur parcours personnel et professionnel, de manière à les intégrer à l'activité tout en apportant un plus au collectif », souligne-t-il.

Dans les Bouches-du-Rhône, « plusieurs nouveaux adhérents se sont portés volontaires pour participer aux équipes de renforcement qui se déploient dans toutes les grandes initiatives. C'est un fait encourageant, d'autant qu'en tant que nouveaux, ils ont souvent les mots justes pour convaincre », témoigne Jérémie Bacchi qui espère atteindre 600 adhésions pour 2012 dans sa fédération.

Prochaine étape pour les responsables fédéraux interrogés : permettre aux nouveaux venus de prendre des responsabilités à l'occasion du 36^e congrès. ■

FORMER LES ADHÉRENTS, NOUVELLES AMBITIONS

Inviter tout nouvel adhérent à approfondir ses connaissances et lui donner les moyens de participer pleinement à la réflexion de tout le Parti.

PAR AMAR BELLAL *

La formation, c'est avant tout une particularité du PCF. Il faut savoir apprécier à sa juste valeur l'exploit du Parti, qui a su former jusque dans les années 1970 des milliers d'ouvriers à un niveau qu'un étudiant de Science-Po d'aujourd'hui envierait sans doute. Combien de fois a-t-on

été impressionné par des personnes âgées qui, officiellement, n'ont même pas le certificat d'études (l'équivalent du CM2...) mais qui, grâce au parti, grâce à ses formations, ont su se forger une solide culture politique ? Sans pour autant refaire l'école de « papa » des années 1950, il faudrait garder cette ambition. Songeons qu'il y avait des stages qui duraient plusieurs mois jusque dans les années 1990 !

DES CLÉS D'ANALYSE POUR COMPRENDRE LE MONDE

Pouvoir se former reste l'une des premières demandes des nouveaux adhérents. Ce désir de recevoir d'autres clés

d'analyse pour comprendre le monde puis le changer porte d'abord sur l'histoire, le marxisme, les propositions du PCF et son articulation autour de son projet. Comment le parti aborde-t-il les questions écologiques ? Quelle stratégie pour le Front de gauche ? Ou tout simplement comment est organisé le PCF ?

L'appréhension de la démarche dialectique reste un moment difficile de cet apprentissage. Alors que l'on a pu être habitué à des visions confortables, unilatérales, simplistes et tranchées, on découvre qu'un même processus peut abriter des mouvements contradictoires... Et puis il y a l'attrait de la nouveauté, la

veulent-ils ? Faut-il les garder ?

fraîcheur des adhérents qui veulent « tout, tout de suite ». C'est euphorisant, mais source aussi, parfois, de déceptions ou d'incompréhensions. Ainsi, les nouveaux adhérents constatent vite que les prises de décisions peuvent être lentes dans le Parti. On voudrait que ça aille plus vite, on a l'impression de perdre son temps dans des réunions... Cela aussi il faut l'apprendre, apprendre que s'il y a toujours des améliorations possibles, la démocratie avec 130 000 adhérents est beaucoup plus longue à organiser que dans une structure de 1 000 membres. Et prendre le temps d'écouter tout le monde c'est un gage de durabilité qui explique peut-être la longévité du Parti malgré les périodes difficiles qu'il a traversées.

UN ENJEU DE DÉMOCRATIE

La formation, c'est aussi un enjeu de démocratie. Pour qu'un nouvel adhérent puisse entrer dans un débat de Congrès, il lui faut maîtriser, du mieux possible, les éléments de la discussion, sinon on est assuré de faire un simple sommet, qui se résumerait à un match (amical et fraternel, certes) entre les quelques-uns qui sont au fait des questions et non entre les 130 000 acteurs légitimes du débat, condamnés à rester dans les gradins pour observer la joute...

Parlons, enfin, des pratiques anciennes dont on ne comprend pas immédiatement la pertinence et l'utilité, qu'il s'agisse des cérémonies de remise de cartes, du muguet du 1^{er} Mai, des fonctions de diffuseurs de l'*Huma*... C'est aussi l'enjeu des formations que de les expliciter, pas tant pour les figer mais pour en comprendre toutes les dimensions, pouvoir les faire évoluer en positif, plutôt que de les rejeter en bloc. Ne l'oublions pas : le PCF, c'est la construction de plus de huit générations de militants et le fruit de leurs innovations successives. Non, le Parti n'est pas un « appareil » lourd et ennuyeux, mais une tentative toujours renouvelée d'organiser la classe ouvrière (au sens large) à travers un processus de prises de décisions démocratiques qui implique des

dizaines de milliers de militants. C'est cela qui est parfois difficile à comprendre... Une demande moins apparente est la formation pour l'animation et la prise de responsabilités : communication orale, écrite, propagande, organisation d'une section, d'une cellule, savoir mener une campagne électorale etc. Elle est pourtant aussi essentielle que la première, et son besoin se fait parfois vite sentir après l'adhésion, tout particulièrement dans une période de fort renouvellement des cadres au sein d'un parti où la démocratie relève d'une volonté mais aussi d'une véritable « ingénierie » dont il faut avoir la maîtrise : savoir animer une assemblée générale, conduire un processus de congrès, veiller à ce que tout le monde se sente respecté et écouté, tout cela demande aussi un savoir-faire.

Notre objectif, affiché doit donc, plus que jamais, trouver les conditions de sa pleine réalisation : « que tout nouvel adhérent puisse recevoir une offre de formation au plus tard 6 mois après son adhésion ». C'est un gage de consolidation, de stabilisation des nouvelles arrivées militantes. On a d'ailleurs l'habitude de dire qu'avec une telle politique, on « sauve » des adhérents, qui parfois peuvent se retrouver « dans la nature », sans contact et sans proposition concrète pendant des mois. D'où les deux offres de formation, proposées aux fédérations par le secteur Formation du Parti : stage de « base » de deux jours (économie, histoire, philosophie, écologie et PCF) se déroulant régulièrement à la demande des fédérations, et le stage pour les « cadres », d'une semaine, destiné à préparer les animateurs à leurs futures prises de responsabilités (secrétaire de section, vie du Parti, etc.). En dehors de ces stages et de l'université d'été, de nombreuses initiatives, sessions, journées de réflexion, conférences-débat sont proposés au niveau local. Par ailleurs, Espaces Marx, la Fondation Gabriel-Péri organisent régulièrement des rencontres et des journées d'études. La formation, c'est aussi l'incitation à la lecture de la presse quotidienne, en particulier (*L'Humanité*), hebdomadaire (*L'Humanité Dimanche*), mensuelle (*La Revue du projet*) et de toutes les revues plus spécialisées (*Économie et politique*, *La Pensée*, *Les Cahiers d'histoire*) et la visite régulière du site du PCF.

Développer l'esprit critique des nouveaux adhérents et leur communiquer une soif de connaissances telle est notre ambition.

*Amar Bellal est responsable adjoint du secteur Formation du PCF.

David

Je pourrais prendre des responsabilités si on m'en confie."

Pourquoi avoir adhéré au PCF ?

Je me suis toujours senti communiste. J'ai été adhérent à la Jeunesse communiste mais la vie m'a éloigné du militantisme. Et puis j'ai à nouveau ressenti la nécessité de m'engager, d'être affilié à une organisation. J'ai retrouvé les communistes au niveau de ma commune, nous avons pris contact : il était question de se rendre à une fête du 15 août. Je m'y suis rendu et, assez simplement, j'ai adhéré.

Le Parti a-t-il rapidement pris contact avec toi ?

Oui, je dirais dans un délai d'un mois, un mois et demi.

Pourquoi avoir adhéré au PCF au sein du Front de gauche ?

Les idées du Parti communiste sont celles qui me correspondent le plus. Dans ce Parti, la notion de partage est centrale. Il y a bien sûr l'idée de partage des idées mais aussi la volonté de bâtir une société de partage.

Le Parti est-il tel que tu l'imaginais ?

Les communistes sont très préoccupés par les difficultés concrètes qui se posent à la population, ils s'interrogent sur les évolutions de la société française. Dans ma commune, ils sont toujours là, aux côtés des habitants pour trouver des solutions à leurs problèmes. Ils font beaucoup d'efforts, beaucoup plus que n'importe quels membres d'autres partis.

Sur quels sujets as-tu particulièrement envie de militer ? De quelle manière tu aurais envie de t'investir dans le PCF ?

La politique étrangère m'intéresse beaucoup. L'internationalisme est vraiment important pour moi. J'essaie de suivre de près les évolutions de la Russie ou de la Chine par exemple, les changements de leurs économies et de leurs sociétés. Je pourrais prendre des responsabilités, si toutefois on m'en confie, pour que les choses changent.

David Ngoum-Edima, 43 ans, en recherche d'emploi, section de Noisy-le-Grand, (Seine-Saint-Denis).

La formation ne fournit pas, selon moi, des « repères théoriques » elle permet d'apprendre à « se repérer ». [...] Il s'agit d'acquérir les connaissances et les méthodes qui permettent de mieux apprécier le pourquoi et le comment des discussions et des choix.

Et d'y prendre goût !

Francette Lazard, *Les vérités du matin. Regards croisés sur un engagement*

ENJEUX DE L'ACCUEIL DES NOUVEAUX ADHÉRENTS À LA JC

Donner à chacune et chacun sa place dans le Mouvement en renouvelant nos gestes et nos pratiques militantes

PAR NICOLAS BESCOND ET FABIEN GAY*

UNE MULTITUDE DE RAISONS D'ADHÉRER À LA JC

Au cœur des deux grands événements politiques qui ont marqué le pays ces dernières années les plus jeunes générations ont pris une place tout à fait particulière. C'est bien de l'engagement des jeunes que sont venus les renforts cruciaux pour faire de la mobilisation sur les retraites un immense mouvement populaire interprofessionnel et intergénérationnel. Plus de quatre ans après le Contrat premier embauche (CPE), cette mobilisation était à nouveau le signe de questionnement et d'ambitions politiques très fortes dans les plus jeunes générations. Et aux élections de 2012, François Hollande rassemble au second tour sur les mêmes bases une large majorité dans toutes les catégories de salariés et dans les plus jeunes générations. Ces deux événements sont des marqueurs de la capacité d'engagement des jeunes générations que nous retrouvons dans les adhésions au PCF et au MJCF. Ceux-ci n'adhèrent pas seulement dans ces moments politiques intenses, mais aussi

à l'occasion de nos campagnes régulières. Et justement, alors que nous faisons adhérer beaucoup de jeunes lorsque nous déployons le maximum de nos capacités militantes, se pose la question de la place de tous ces adhérents dans la vie du Mouvement en dehors de ces périodes exceptionnelles.

CONNAÎTRE L'ADHÉRENT, UN DÉFI QUI S'OUVRE À NOUS ?

Qui sont nos adhérents ? Pourquoi adhèrent-ils ? Sur quel sujet politique souhaite-t-il agir ? Nous savons que nous avons une légère surreprésentation des étudiants (plus de 38 %) par rapport aux jeunes travailleurs (29 %) ou aux lycéens (33 %). Mais ce sont nos seuls chiffres précis. En effet, nous ne disposons pas, nationalement, des informations concernant le ratio femmes/hommes, l'âge, l'année d'adhésion, les études, le travail, les centres d'intérêt...

Pourtant, connaître l'adhérent est primordial à double titre. En premier lieu, pour répondre au mieux aux envies d'agir et de se former, aux besoins militants... Puis, pour recenser toutes « les compétences » et les mettre au service des jeunes com-

munistes. Recenser toutes les compétences, c'est mettre l'adhérent en position d'être acteur du Mouvement. C'est pour répondre à ces défis et ces enjeux, que nous travaillons sur l'objectif d'un fichier national et interactif en ligne.

OUVRIR NOS PORTES EN GRAND ET DONNER LES CLEFS DE L'ORGANISATION À L'ADHÉRENT

Intégrer quelqu'un dans un noyau déjà formé, avec ses rythmes, dans une organisation qui a ses codes, cela soulève plusieurs problématiques. Cela demande un effort d'aller vers l'autre, pour « s » intégrer l'autre, autant pour le nouvel adhérent que pour celui qui accueille.

Accueillir des nouveaux adhérents, c'est aussi accepter que chacun soit différent dans son engagement, sa manière de militer, de fonctionner. C'est le sens et le rôle que nous donnons au « contact » de l'organisation qui laisse ses coordonnées lors d'une manifestation ou sur une initiative. Un contact, c'est un adhérent en devenir, c'est un jeune qui sait qu'il partage un ou des combats communs avec nous, mais qui se pose encore sûrement des questions. Alors que l'engagement politique a été largement déconsidéré pendant des décennies, il est utile de créer l'espace dans l'organisation qui permette à celui



Peuvent-ils ? Faut-il les garder ?

qui n'a pas adhéré de se l'approprier pour faire mûrir sa réflexion.

Prendre les jeunes comme ils sont, c'est donc aussi prendre nos adhérents comme ils sont. Si nous devons adapter et diversifier nos méthodes de militantisme pour toucher différents jeunes, c'est aussi notre fonctionnement qui doit pouvoir s'adapter aux différentes réalités des salariés, des étudiants, des mineurs, des jeunes en alternance, de ceux qui fondent une famille... Faire cohabiter, et surtout faire dialoguer ces réalités et les questions politiques qui en découlent est un défi immense du MJCF.

LES DÉFIS DE LA STRUCTURATION

Notre Mouvement est en plein redéploiement sur l'ensemble du territoire ces dernières années. Lorsqu'un jeune adhère dans une fédération déjà existante, cela ne pose en général pas de difficultés majeures. Mais nous sommes confrontés à des jeunes qui adhèrent dans des départements où la JC n'existe plus et parfois

depuis plusieurs années. Nous nous retrouvons alors face à une autre problématique. Un adhérent, qui ne connaît pas ou peu notre organisation, se retrouve dans la position d'animateur de l'activité jeune communiste. Et là, nous faisons souvent l'erreur de structurer l'activité à l'échelon départemental, plutôt qu'à l'échelle de l'union de ville, qui est le lieu de souveraineté de l'adhérent.

Cette question est pourtant centrale. Nous disons que le lieu de souveraineté est l'union de ville, car c'est au plus près de la vie des jeunes et donc de nos adhérents que nous militons. Être privé de cette structure, c'est être privé d'agir concrètement dans l'organisation.

Notre défi c'est que chaque adhérent compte pour un. Que l'on soit adhérent dans une structure existante, comme un adhérent isolé, que l'on soit militant « actif au quotidien » ou que l'on ne donne son temps que quelques jours par an. Chacun a le droit d'être informé et de participer aux décisions collectives. Cela implique

que nous produisions les gestes de communication collectivement pour arriver à ce niveau d'exigence.

Connaître l'adhérent, lui ouvrir les portes de l'organisation et adapter la structure à ses réalités et ses besoins, sont les piliers de la réflexion des jeunes communistes pour leur développement pour les cinq années à venir. Alors que l'organisation se renforce et se pérennise, de nombreux jeunes en restent encore massivement aux marges. Parce que nos formes de réunions, de militantisme, d'expression, peuvent autant exclure qu'être le socle de notre développement actuel, nous avons lancé en 2010 l'ambition de renouveler fortement nos gestes et nos pratiques militantes. À l'horizon 2017, ce sont des milliers d'autres jeunes qui nous auront rejoints si nous poursuivons sur ce chemin. ■

Nicolas Bescond et Fabien Gay, sont coordinateurs nationaux du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF).

Elvire “ J'ai adhéré pour pouvoir faire de nouvelles choses. ”

Mon parcours est un peu particulier. J'ai été recrutée en 2008 en fin de liste (36^e position) pour les élections municipales au Blanc-Mesnil. Je suis métisse d'origine haïtienne et de mère juive tunisienne. Comme je le dis toujours : il manquait une noire juive pour combler les listes. Si j'ai été recrutée pour les municipales c'est en tant que personnalité de la société civile, mais aussi par rapport à ça, parce que je regroupais en moi plusieurs minorités. En revanche, je ne voulais pas prendre ma carte, parce qu'à ce moment-là, je pensais que ce n'était pas une carte qui déterminait l'engagement politique. J'allais à la fête de l'Humain, j'y donnais des coups de main... J'aidais, mais je ne voyais pas l'intérêt d'adhérer. J'avais peur d'être enfermée dans un carcan, parce que le Parti avait très mauvaise réputation à mes yeux. En plus, il y avait énormément de personnes âgées en son sein. Je me sentais donc mieux à l'extérieur. Néanmoins, au Blanc-Mesnil, Yann Le Polotec, quelqu'un de visionnaire et qui ne faisait pas de sectarisme, me demandait régulièrement des petits rapports sur ma vision du Parti. Il me demandait donc de réfléchir. N'étant ni dedans, ni tout à fait dehors, je pouvais porter un regard d'ethnologue sur le Parti. Mais, au fur et à mesure, la barrière entre le fait de ne pas y être et le fait de pouvoir y entrer a disparu. C'était d'abord une peur : peur de ne pas pouvoir réfléchir dans le Parti, peur qu'on me dise comment penser. C'était l'impression que j'en avais. Puis, au fur et à mesure, je me suis rendu compte que le Parti n'était pas comme ça, qu'il était au contraire un espace hyperdémocratique où l'on pouvait proposer des choses. C'est quand je me suis rendu compte que c'était un espace de « libre échange » où chacun peut proposer sa pierre à l'édifice que je me suis dit : tiens ! Pourquoi pas ne pas prendre ma carte ? Ce qui m'a définitivement poussée à adhérer, c'est mon activité militante lors de la campagne Marie-

George Buffet pour les élections législatives de 2012. Dans ce cadre, je mettais à la disposition de tous, sur le site de Marie-George Buffet, des reportages sociologiques que j'avais réalisés sur le programme *L'Humain d'abord* (cette lecture commentée du programme est toujours en ligne). J'ai réuni une vingtaine de personnes pour faire ces vidéos : je lisais le programme et les gens en discutaient. Comme ils n'étaient pas toujours d'accord, ça permettait à Marie-George Buffet de leur répondre. Ça m'a surtout montré que les gens ne croyaient plus du tout en la possibilité de changer le monde. C'est là que je me suis dit que je voulais aller plus loin, que je voulais avoir ma carte pour être membre de ce groupe et pouvoir agir à l'intérieur de ce collectif humain. Jusqu'à présent j'avais fourni beaucoup de travail mais sans avoir ma carte. Pendant quatre ans j'ai cherché mon auto-légitimité à adhérer. Une fois que j'ai compris, que je m'étais autolégitimée, j'ai franchi le pas. J'ai adhéré pour pouvoir faire de nouvelles choses. C'est ainsi que j'ai créé un cadre d'accueil des nouveaux adhérents au Blanc-Mesnil, ou que je viens de réaliser, avec les camarades de la section, quatorze vidéos de trois minutes qui sont des lectures commentées du texte de base commune pour le Congrès (vidéos libres de droits, mises à la disposition de tout le monde). Samedi 10 novembre 2012, j'ai animé la journée nationale d'accueil des nouveaux adhérents, au siège du Parti, place du Colonel-Fabien. Ce fut un honneur qui m'a véritablement touchée et qui m'a conforté dans l'idée que j'avais vraiment fait le bon choix en rejoignant le PCF.

Elvire Guern-Dalbi, 40 ans, ethnomusicologue, productrice, conseillère municipale au Blanc-Mesnil, Section du Blanc-Mesnil, Seine-Saint-Denis.

ADHÉRER AU PCF POUR UNE AMBITION NOUVELLE

L'adhésion devient aujourd'hui le facteur d'un parti renouvelé, représentatif de la société. Ses 45 000 nouveaux adhérents placent le PCF dans la dimension d'un parti rajeuni, renouvelé, lui donnant ainsi, les moyens de son ambition politique.

PAR LAURENT PÉRÉA*

Fort de son influence accrue et s'appuyant sur ses élus de terrain, sur le mouvement social, mais plus encore, sur la nouvelle génération de communistes qui en masse ces dernières années sont venus gonfler les rangs de l'organisation, le PCF dans le Front de gauche entend être encore plus, une force d'initiatives et de propositions active et positive pour la réussite du changement.

Oui, depuis maintenant 2005, année de la bataille du TCE (Traité établissant une constitution pour l'Europe). Une dynamique citoyenne et populaire inédite envahit l'organisation communiste ; où l'engagement, le retour comme l'entrée en politique de très nombreux jeunes, syndicalistes, forces sociales, intellectuelles et culturelles diverses sont désormais des marqueurs forts dans le PCF. Autre marqueur fort de la période, ils sont 78 % à penser que le Front de gauche est une chance plutôt qu'une menace, pour le PCF de se développer. L'implication forte des communistes

dans le Front de gauche avec le nombre d'adhésions réalisées au PCF, un constat peut être fait : celui d'une base militante et d'une base d'influence qui s'est élargie au cours de l'année 2012, ce qui contrecarre l'idée véhiculée d'un PCF qui aurait choisi le Front de gauche pour masquer son déclin historique.

La place du PCF dans la dynamique de rassemblement est reconnue et, à l'inverse, cette dynamique a besoin, pour s'élargir et se développer, d'un PCF qui, à la fois, se renforce et mène à bien le travail de rénovation dans lequel il est engagé.

Comme le dit Pierre Laurent dans son dernier livre : « c'est un Parti communiste du XXI^e siècle qui est en plein chantier et qui se trouve à nouveau en phase avec le moment historique qui est en train de se construire. »

Le PCF considère dorénavant que le point de départ pour favoriser l'engagement, doit être l'épanouissement individuel et que c'est à partir de l'individu, du militant, de ses compétences et de ses aspirations que se construisent le plus efficacement les choix collectifs. Cela devient un enjeu qui sera au cœur

de la révision des statuts du PCF à l'occasion de son 36^e Congrès.

L'objectif inscrit est de permettre à une multitude de ces nouveaux adhérents dont les vies sont de plus en plus éclatées, d'investir une expérience politique commune. Et ce, afin que le collectif communiste puisse mieux se nourrir de leur expérience, de leurs compétences, de leurs savoirs, de leurs envies ou aspirations.

DE PAIR AVEC SA STRATÉGIE DE RASSEMBLEMENT, LE RENFORCEMENT UNE DES PRIORITÉS DU PCF

Nombre de citoyens découvrent la réalité du Parti communiste, sa politique, sa démarche de rassemblement, ses capacités d'organisation, son humanité. Ils apprécient la démarche du Front de gauche et y ont pris leur place, ont côtoyé les communistes et ses militants. Ils ont pu ainsi faire des expériences positives avec le PCF, ouvrant la porte à un fort potentiel pour son ambition de conquête ou de reconquête.

Cela a déjà permis en 2012 de réaliser un nombre important d'adhésions : 7 000 à ce jour, dont 4 700 fin juin ; 1 400 de plus sur la Fête de l'Humanité ce qui, déjà, est supérieur à la moyenne de ces dix dernières années – qui est de 6 000 adhérents par an.

L'année 2012 confirme donc que le PCF est parvenu à une sorte de « point d'inflexion » où, après avoir régressé durant un quart de siècle en nombre d'adhérents, en organisation collective, en implantation militante et élective, peut retrouver une dynamique de progrès et de renforcement de son organisation.

La nature de ces nouvelles adhésions confirme cette appréciation : 62 % d'hommes et 38 % de femmes (l'équivalent de l'ensemble des adhérents du PCF) ; 32 % nés après 1981, 20 % après 1971, donc 52 % ont moins de 40 ans ; 20 % entre 40 et 50 ans : donc 72 % de ces nouveaux adhérents ont moins de 50 ans.

Ce sont donc des adhérents plutôt jeunes, actifs : beaucoup de syndicalistes, de responsables d'associations. Ceci montre comment le PCF redevient attractif chez une catégorie d'hommes et femmes parmi lesquels il avait perdu

Marianne “ Agir et être le plus efficace possible. ”

J'ai adhéré au Parti communiste il y a un an, alors que débutait la campagne pour la présidentielle et les législatives.

Mon adhésion doit beaucoup à l'existence du Front de gauche, et je pense que sans l'existence de ce front, sans cette mise en commun, cette mise en mouvement réel des forces de gauche, je n'aurais pas sauté le pas.

Mais mon adhésion est aussi le fruit d'une réflexion un peu paradoxale, puisque j'ai commencé par adhérer au Parti de gauche. Or au fil des mois, j'ai été de plus en plus convaincue de la nécessité de renforcer le Parti communiste. Je suis en effet profondément attachée à l'existence même d'un Parti communiste en France, à ce que la France doit à ce parti et à ses militants. Aussi, finalement, le développement du Front de gauche, tout en étant l'élément positif et mobilisateur qui m'a conduit à militer, est aussi ce qui m'a fait craindre la dilution de l'identité, de la spécificité communiste dans cet espace plus vaste, ce à quoi je me refuse.

Quelques conversations avec un ami (qui se reconnaîtra !) ont achevé de me convaincre que le Parti communiste était le lieu de tous les possibles, et que c'était là et pas ailleurs que je pourrais agir et être le plus efficace possible. Il avait raison...

Marianne Zuzula, 46 ans, éditrice, section de Montreuil, Seine-saint-Denis.

énormément depuis le début des années quatre-vingt.

Autres données : 80 % d'entre eux ont adhéré sans que la question leur soit posée. On retrouve une certaine régularité sur l'ensemble du territoire national, avec une diversité de catégories sociales.

UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE SE MET EN PLACE

Ceci s'est vu à l'occasion de l'initiative nationale du 10 novembre dernier, où Pierre Laurent a accueilli plus de 400 nouveaux adhérents pour échanger avec eux. Ils et elles apportent aujourd'hui leur expérience, leurs compétences, leur regard souvent nouveau, leur envie de

faire. À les écouter, on n'adhère jamais au PCF par hasard ; au contraire, on s'aperçoit que les portes d'entrée au PCF sont multiples, sur la base de contestation du système et surtout de valeurs humaines partagées, pour lesquelles on a envie de se mobiliser.

Ce nouveau contexte montre comment un tabou est tombé : celui de la crainte d'apparaître récupérateur du mouvement en posant dans le rassemblement, cette question de l'adhésion, et ce, parce que la volonté d'intervenir plus efficacement sur le terrain politique grandit. L'expérience démontre d'ailleurs qu'aucun citoyen, salarié, jeune, ne s'est écarté du rassemblement, par ce que la question lui avait été posée. Bien au contraire,

certaines se sont sentis valorisés que cette proposition leur soit faite.

Mais au cœur du renforcement du PCF, ce sont les batailles politiques qui ont été des éléments forts et dynamiques pour proposer et faire l'adhésion, non pas en soi, pour faire du nombre pour du nombre, mais pour permettre le rayonnement de l'activité et de la bataille politique, élargir la diversité même du PCF, dans l'objectif d'étendre son champ d'intervention comme le rassemblement même du Front de gauche, dans sa dimension citoyenne. ■

***Laurent Péréa** est responsable des nouveaux adhérents, au sein du conseil national du PCF.

CONSTRUIRE LE COLLECTIF COMMUNISTE DU XXI^e SIÈCLE.

Le Parti communiste français a ouvert au tournant des années 2000 une phase entièrement nouvelle de son action et de son développement qui le met, me semble-t-il, davantage en phase avec la période historique que nous sommes en train de vivre. Le nombre important de nouvelles adhésions ces dernières années en est un révélateur important.

PAR JACQUES CHABALIER*

Le Parti communiste a décidé de s'engager dans un immense travail de refondation, à la fois sur son projet, sur sa conception du rassemblement mais aussi sur son maillage militant et son ancrage territorial.

Ce travail se fait en appui sur la conscience qui s'est accentuée depuis 2010 que le capitalisme est entré dans une crise systémique profonde démontrant qu'il est incapable de porter le devenir de l'humanité.

OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE DU NÉOLIBÉRALISME

Sa logique est de plus en plus prédatrice, qui considère comme marchandises aussi bien les hommes que les ressources de la planète, au lieu de considérer ces dernières comme un bien commun de l'humanité. Cette conception, fondée, bien sûr, sur la recherche du profit maximum, entre en contradiction avec les besoins du plus grand nombre mais hypothèque aussi l'avenir de la planète elle-même et des équilibres écologiques. Est ainsi apparu de façon plus nette le lien entre le combat pour l'émancipation humaine et la lutte pour l'environnement, vitale pour la planète et les êtres

humains qui l'habitent. Les communistes français ont désormais pleinement intégré ces données nouvelles et ont repensé la dimension civilisationnelle de leur projet.

Ces dernières décennies, le néolibéralisme a popularisé l'idée selon laquelle toute activité humaine peut s'acheter ou se vendre, des repères collectifs se sont émoussés, des oppositions se sont cristallisées. Les années de pouvoir de Nicolas Sarkozy ont été sans doute le moment le plus abouti de cette offensive idéologique. L'extrême droite représentée en France par le Front national a, sur ce terreau, pu progresser et diffuser le poison de la haine et de la division, autour d'une idée terriblement dangereuse : puisque la compétition mondiale montre que l'on ne peut sauver tout le monde, il faudrait choisir entre les uns et les autres. Les dérives de la droite classique, faisant la part de plus en plus belle à ces idées de stigmatisation et de rejet des autres, ont en quelque sorte cautionné et aggravé cette idéologie dangereuse qui, aujourd'hui, parvient à façonner les esprits.

« L'HUMAIN D'ABORD »

La pertinence du projet communiste est faite d'une opposition radicale à cette conception néolibérale : l'issue n'est pas

dans l'exclusion de certains mais dans la protection de tous ; ce ne sont pas les personnes qui sont inutiles, c'est le système à la source de ce gâchis humain qui l'est. Ce que nous projetons donc de changer, c'est la finalité même de la société : le titre du programme du Front de gauche aux élections présidentielle et législatives, « L'Humain d'abord », en résumait, en une formule courte et saisissante, l'ambition et la portée.

Cela nous amène à réfléchir directement à notre organisation elle-même. Les évolutions de la société nous interrogent sur ses modalités de transformation et sur l'outil de cette transformation, le Parti communiste français. 2005 est la première année de progrès de nos effectifs depuis 1981. C'est aussi l'année où se révèle une dégradation de notre organisation. De l'application d'un schéma d'organisation, en dehors des moyens d'animation actuels, a découlé la disparition de nombreuses sections rendant très difficile une connaissance efficace de nos adhérents. À ceci, ajoutons l'émergence de nouveaux territoires (villages en villes et intercommunalités) que nous n'avions pas prévue.

La réorganisation de nos structures en fonction de nos capacités d'animation, et des territoires d'aujourd'hui devient une étape essentielle. Mais comment

LE DOSSIER Nouveaux adhérents

Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?

SUITE DE
LA PAGE 21 >

questionner la structure sans préalablement s'interroger sur la connaissance de nos adhérents ? Un grand nombre de nos adhérents reste en marge de notre activité militante organisée. Comment faire en sorte que notre structuration réponde aux aspirations de changement de nos adhérents et fasse vivre la richesse de notre capacité militante ?

LA RICHESSE DES ADHÉRENTS

Aujourd'hui, beaucoup de personnes découvrent notre Parti, sa politique, son humanité. Ils apprécient la démarche du Front de gauche. Avec 6 500 adhésions depuis le début de l'année, l'attractivité du PCF dans cette démarche n'est plus à démontrer. Malgré cela, trop peu de camarades proposent d'adhérer au PCF. Ce constat doit nous interroger sur la

nécessité d'un débat sur la question stratégique de notre nombre d'adhérents pour développer notre politique avec plus d'efficacité. Outre le nombre, l'apport de chacun dans le collectif est essentiel. Nous ne pouvons pas nous contenter de demander aux nouveaux adhérents leurs disponibilités sans répondre à leur envie. Nous ne pouvons nous passer d'accueil ou de rencontres avec les nouveaux adhérents, au risque qu'ils aillent exprimer ailleurs leur envie de collectif. Ces gestes mettent à mal les idées reçues et ouvrent de nouveaux possibles. Le problème n'est pas tant le vieillissement de notre parti, mais le trop faible renouvellement de notre corps militant. De nombreux jeunes adhèrent au PCF mais combien sont recontactés, accueillis pour prendre part à nos acti-

tivités ? Quelle responsabilité leur donne-t-on et quels moyens pour les assumer ? Une partie des réponses aux problèmes que nous nous posons se trouve dans la richesse de nos adhérents. Ces accueils d'adhérents nous posent de nouveaux défis. Comment prendre en compte ces jeunes parents, parfois seuls, dans un militantisme qui nous demande de faire une double journée ? Comment répondre au défi de la participation à la vie politique quand la précarité croissante interroge la participation de tous à la vie publique ?

Le PCF n'échappe pas à ces questions et a l'ambition d'y apporter réponse. ■

***Jacques Chabaliér** est responsable de la Vie du parti, au sein du comité exécutif national du PCF.

Nassima « Je pense qu'il y a un énorme effort d'éducation populaire à entreprendre »

22

Qu'est-ce qui t'a conduit à adhérer au PCF ?

Quand Jean-Marie Le Pen s'est qualifié pour le second tour, ça a été un vrai choc. J'avais 14 ans dans une famille apolitique et plutôt pauvre, père chômeur, mère assistante sociale. C'est bête mais, pour moi, la gauche c'était le PS, alors j'y ai adhéré. Je n'y suis pas restée longtemps. Il n'y avait pas vraiment de démocratie et surtout j'ai pris conscience de certains clivages à gauche notamment avec la constitution européenne. J'ai milité à SUD à la fac. En 2008, on m'a contacté pour participer à la campagne de la liste d'union de la gauche qui existait dans ma ville aux municipales. C'est à partir de ce moment que j'ai noué des liens avec les communistes. J'avais été échaudée par ma première expérience dans un Parti alors, j'ai milité avec eux comme sympathisante, collage, Fêtes de l'Huma, diffusion de tracts... Je dois dire que la richesse du PCF, ce sont ses militants, on m'a accueillie à bras ouverts. J'ai fini par adhérer en février 2011.

Pourquoi avoir adhéré au PCF au sein du Front de gauche ?

Ceux qui sont sur les marchés, qui militent, qui informent le peuple, ce sont les communistes. Les militants du PG je les connais pour les avoir côtoyés au PS avant. Je n'ai pas compris qu'ils n'en partent pas en 2005. Dans le même temps, ils sont anti-PS primaires. Moi j'ai dépassé ça. Je n'ai pas aimé non plus des comportements parfois anticommunistes. J'avais envie de m'inscrire en positif dans un espace large pour militer, je l'ai trouvé dans le PCF.

Le Parti a-t-il rapidement pris contact avec toi ?

Ça s'est fait tout seul, en réalité j'étais militante avant d'être adhérente.

Le Parti est-il tel que tu l'imaginais ?

Déjà, il n'y a pas de staliniens, il faut arrêter le délire. Ensuite,

j'ai appris à le connaître. On y parle beaucoup du monde du travail que je connais mal, j'ai pris le pouls, je me suis interrogée sur la cohérence avec mes idées. Le fait que j'aie adhéré constitue une réponse en soi.

Tes attentes vis-à-vis du Parti sont-elles remplies ?

Globalement oui. Bien sûr, il y en a qui ont tendance à monopoliser la parole ou à fonctionner en « chasses gardées » mais c'est très minoritaire dans les relations qu'on peut avoir entre nous au sein du Parti. Je m'entends mieux avec mes camarades qu'avec mes frères.

Quelles batailles te mobilisent particulièrement ? Comment souhaites-tu t'investir ?

La société française a beaucoup bougé, il y a un vrai enjeu à intégrer dans nos combats la jeunesse souvent laissée à elle-même très tôt. Je pense qu'il y a un effort énorme d'éducation populaire à entreprendre. Les gens ne peuvent pas comprendre notre discours infiniment plus complexe que celui du capital si on ne donne pas des clefs pour analyser ce qu'est l'exploitation, la domination, la nature du fascisme... Ça peut passer par des réunions publiques, des assemblées citoyennes. Ça passe en premier par la formation des communistes eux-mêmes. Trop peu de sections ont *La Revue du projet* à disposition. Il faut trouver des moyens pour que tous les communistes, surtout dans les petites sections éloignées de Paris, aient accès à tout ce que fait le Parti et qui est très riche.

Nassima Rabhi, 24 ans, étudiante en doctorat d'économie du développement, section de Noisiel-Torcy, (Seine-et-Marne).

Europe

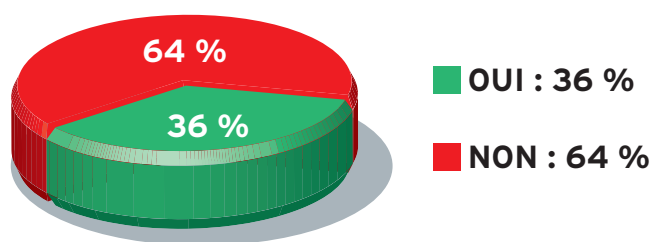
Le gros doute

Ifop-*Le Figaro*, vingt ans après Maastricht (20 septembre 1992), interrogeaient les Français sur ce traité instaurant la monnaie unique. On se souvient qu'à l'époque, les européistes l'avaient emporté de peu (51 % contre 49 !). Aujourd'hui, ils seraient 64 % à dire non, 67 % à estimer que l'Europe « va plutôt dans la mauvaise direction », 60 % à souhaiter moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque État, 76 % à considérer que l'Europe n'est pas efficace contre la crise économique. L'euro ? Une large

majorité estime qu'il a eu des conséquences négatives sur la compétitivité de l'économie française (61 %), sur le chômage (63 %), sur le niveau des prix (89 %).

Un commentateur note que ces données « placent François Hollande dans une situation inconfortable », en remarquant que « les électeurs de droite sont plus proeuropéens que ceux du PS : 39 % des électeurs de Sarkozy pensent que l'euro a été un atout face à la crise, 24 % seulement au PS ».

Le 20 septembre 1992 eut lieu en France le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Ce traité instaurait notamment la création d'une monnaie unique. Vingt ans après, si c'était à refaire, voteriez-vous OUI ou NON à ce référendum ?



Depuis la ratification du traité de Maastricht, diriez-vous que l'Union européenne va



Ouvrir des espaces de démocratie directe

Passée sous silence par le candidat socialiste pendant la campagne présidentielle, la question des institutions revient sur le devant de la scène médiatique avec la publication du rapport de la commission Jospin. **Nicole Borvo Cohen-Seat**, réagit à l'actualité et rappelle l'importance donnée dans la campagne du Front de gauche à la rupture avec la constitution de 1958. Responsable nationale du PCF chargée des institutions, de la démocratie et de la justice, elle développe la conception portée par les communistes d'une République profondément renouvelée.

24

Quelle est votre réaction à la présentation du rapport Jospin ?

On ne peut pas dire que le rapport de la commission Jospin fasse preuve d'une très grande audace ! Il est conforme au programme du candidat Hollande, qui n'abordait absolument pas la question d'une réforme institutionnelle. Or la grave crise de confiance entre les citoyens et les politiques, appelle d'autres orientations économiques et sociales, mais aussi des avancées démocratiques. Dans la contribution que j'ai adressée à la commission Jospin, je disais que la première condition de la moralisation et modernisation de la vie politique était le respect du pluralisme, ce qui implique des réformes d'ampleur tant dans l'organisation des pouvoirs, les nominations, les modes de scrutin, la déprofessionalisation des mandats, l'intervention des citoyens... Ce n'est pas le cas. Le calendrier électoral reste inchangé : législatives après la présidentielle, avec un délai réduit, ce qui renforce encore le présidentielisme. 10 % des députés élus à la proportionnelle, c'est-à-dire moins que ce qu'annonçait le programme Hollande ! Pour le Sénat, retour à la proportionnelle à partir de trois sénateurs à élire – que la

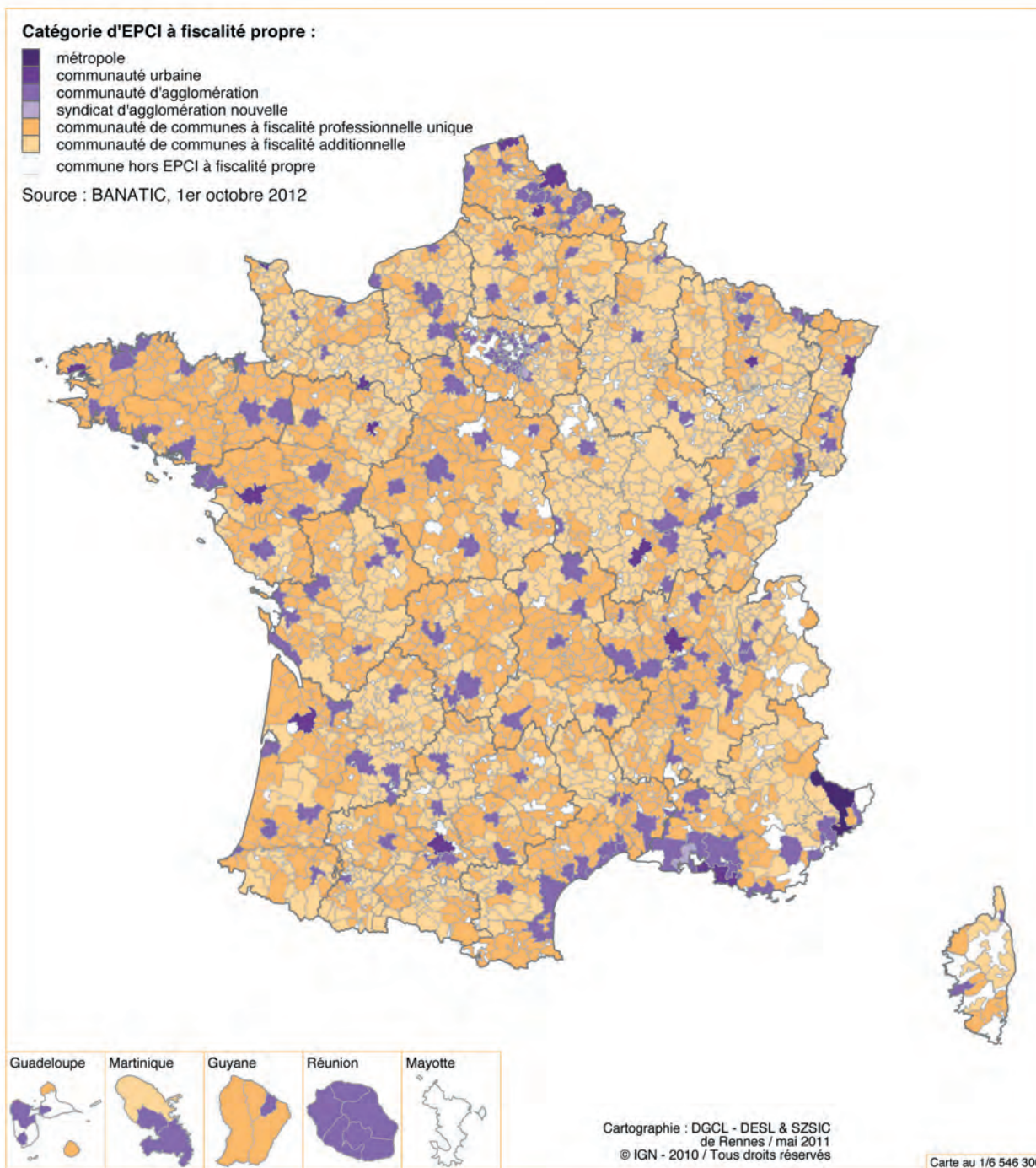
droite avait supprimée en 2002 – et forte représentation des conseillers régionaux dans le collège électoral, ce qui confirme la vision régionaliste de la République, de plus en plus affirmée par le gouvernement. Les propositions relatives au cumul des mandats sont celles déjà annoncées par le gouvernement ; par contre rien sur le nombre de mandats successifs ! Concernant la prévention des conflits d'intérêt, le rapport reprend les travaux de la commission Sauvé en 2010 – qui n'avait pas eu de suites législatives à l'époque – en les étendant aux parlementaires : la transparence requise avec obligation de déclaration d'intérêts et d'activités, contrôle par une autorité extérieure sont des mesures positives mais on a pu constater qu'elles ne répondent pas à toutes les situations de conflit entre intérêts particuliers et intérêt général, généré par l'imbrication du public et du privé et la prolifération des *lobbies*... Que retiendra le gouvernement de ce rapport ? Entendra-t-il des propositions émanant par exemple de notre organisation politique ? Et ouvrira-t-il enfin un débat public sur ces questions qui concernent au premier chef les citoyens ?

Le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers est encore reporté. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

De la colère. Nous avons un principe, nous le défendons : lorsque quelqu'un fait sa vie quelque part, il a le droit de participer aux décisions de la cité. Il s'agit d'une promesse de François Mitterrand vieille de trente ans et jamais tenue. Entre-temps les ressortissants des autres pays européens ont acquis ce droit en France. C'est une question hautement symbolique pour la population issue des anciennes colonies de se voir reconnaître cette citoyenneté, principalement pour les anciens qui à l'époque des indépendances et pour diverses raisons n'avaient pas voulu ou pas pu acquérir la nationalité française. Une question très symbolique aussi pour les générations d'après qui ont vu leurs parents tenus à l'écart des prises de décisions publiques.

Une loi a été votée en 2000 à l'Assemblée nationale, puis l'an dernier au Sénat durant la courte période du mandat de Nicolas Sarkozy où il était majoritairement de gauche. Son adoption définitive est une promesse de François Hollande. Aujourd'

CATÉGORIE DES EPCI* À FISCALITÉ PROPRE AU 1^{ER} OCTOBRE 2012



*EPCI (établissement public de coopération intercommunale)

d'hui les socialistes arguent qu'ils n'ont pas la majorité des trois cinquièmes au congrès pour la rendre possible. Ils ne défendent pas ce projet et reculent encore une fois alors même qu'il faut mener le débat avec les Français. Cela donne champ libre à la droite qui, elle, se bat vraiment sur la question. Il y a là un véritable manque de courage politique, de volonté nécessaire pour accomplir ce geste essentiel du vivre ensemble.

Si la citoyenneté peut se fonder non pas sur la nationalité mais sur la résidence, pourquoi pas sur le travail, comme l'avaient imaginé les révolutionnaires de 1793 ?

Le travail a bien changé depuis 1793, je crois que tenter de fonder sur lui la citoyenneté serait compliqué. La citoyenneté de résidence a un sens. Il n'y a pas besoin de chercher d'autres types de légitimité. La question fait débat avec nos partenaires du Front de gauche et ne fait pas l'unani-

mité chez les communistes mais j'estime que la citoyenneté de résidence a vocation à s'appliquer à toutes les élections.

Comment le PCF se situe-t-il à propos de l'acte III de la décentralisation ?

Toute la gauche parlementaire a voté contre la réforme territoriale de Sarkozy. Aujourd'hui, il n'y a plus que les communistes qui demandent son abrogation. Là aussi, il y a un problème. À entendre les

ministres socialistes, ils ont acté la suppression du conseiller territorial dont personne ne voulait, même à droite, mais semblent vouloir conserver la loi de 2010 en lui ajoutant des nouvelles dispositions. Ce n'est pas envisageable pour nous car l'intercommunalité forcée et la métropolisation que nous critiquons frontalement seraient maintenues.

“ *Nous souhaitons rétablir le pouvoir du parlement, démocratiser les rapports entre le niveau national et l'Europe dont les institutions sont totalement antidémocratiques, ouvrant des espaces de démocratie directe notamment sur les budgets des collectivités.* ”

L'acte III de la décentralisation consisterait à transférer des pouvoirs vers les régions et à accélérer une métropolisation dans laquelle la ville-centre concentre toujours plus de rentrées d'argent et de pouvoirs. Et cela, avec des risques importants de désertification rurale, de rabougrissement de la démocratie, d'accentuation du sentiment d'abandon dans les zones périurbaines, privées de services publics notamment. Un sentiment qui a eu des conséquences graves dans les derniers résultats électoraux avec une mon-

tée significative du vote FN dans ces territoires.

Nous sommes préoccupés par l'acte III de la décentralisation tel qu'il semble se dessiner. Pendant ce temps-là, on ne parle pas des gels de dotations d'État. Pourtant le financement des collectivités territoriales est le b.a.-ba de la décentralisation. Nous refusons l'austérité décentralisée contribuant à inscrire une France des régions dans une Europe très fédérale. On a tout à gagner en revanche d'une décentralisation démocratique qui a pour but de permettre davantage d'intervention des citoyens. Nous défendons l'idée d'une République décentralisée, bâtie sur l'égalité des territoires et qui s'articule avec l'existence de services publics nationaux forts.

Les communistes ont longtemps réclamé la suppression du Sénat. Ce n'est pas la position que vous défendez dans *Réflexion sur le bicamérisme*, un opuscule publié récemment. Pourquoi ?

Je ne suis pas pour le maintien du Sénat tel qu'il est. En revanche, je crois indispensable de développer des espaces d'intervention nouveaux pour les citoyens, et je pense qu'une seconde chambre pourrait y contribuer. Je propose une série de transformations dans le cadre d'une refonte globale des institutions. Les ravages de l'ère Sarkozy, caractérisée par la fré-

nésie législative, ont montré qu'il n'était pas mauvais en soi de se donner un temps raisonnable pour légiférer. J'estime donc qu'il faut une deuxième chambre élue au suffrage universel direct qui diffère de l'Assemblée nationale non par son mode d'élection mais par les personnes candidates. Elles pourraient être des femmes et des hommes ayant exercé un mandat local, syndical ou associatif. Leur expérience de citoyens organisés participerait à l'enrichissement des lois. La création d'une telle chambre conduirait, pour moi, à la suppression du Conseil économique, social et environnemental. Je note que le professeur de droit Dominique Rousseau, qui a travaillé la question et avec lequel existe une convergence d'analyse, arrive à une conclusion différente. Il propose d'instituer trois chambres : l'Assemblée nationale, le Sénat représentant les élus locaux, et une chambre sociale. Cela me paraît trop mais la réflexion mérite d'être en débat.

Qu'entendez-vous par VI^e République ? Serait-ce une République de plus ? Un retour à la IV^e comme le disent vos détracteurs ?

D'abord j'estime que les critiques visant la IV^e République sont tout à fait abusives. On nous dit qu'elle s'est caractérisée par une grande instabilité. Mais elle a été confrontée à des problèmes majeurs : décolonisation, guerre d'Algérie... Ces critiques

BRÈVES DE SECTEURS

Droit à la ville, logement

IL N'Y A JAMAIS DE MORTS DE FROID, SEULEMENT DES MORTS DE MISÈRE

La trêve hivernale ne règle pas la question de l'hébergement d'urgence. La précarité de l'habitat atteint des sommets : précarité des baraques construites, bien cachées au bord du périphérique, ou bien dans n'importe quel interstice encore libre. Une honte qui conduit souvent les spectateurs involontaires de cette régression à tourner la tête par gêne.

Les paroles du gouvernement concernant les réquisitions et autres dispositions se heurtent aux terribles réalités. Les travailleurs sociaux ne peuvent pas exercer leur travail d'une manière satisfaisante. Le gouvernement précède d'un fermement de nombreux lits et les collectivités locales se débrouillent au mieux...

Le droit au logement est pourtant un droit inaliénable, et ce droit est valable pour tous et partout. De nombreuses associations très expérimentées doivent être écoutées et entendues. Les propos pleins de commisération après le décès inévitable ici ou ailleurs d'une personne saisie par le froid sont

insupportables. Non, il ne s'agit jamais de morts de froid, mais de morts de misère. Si nous ne pouvons pas contrôler la température, ni faire la pluie et le beau temps, nous avons pour projet de faire reculer la misère. C'est aussi pour cela que ce nouveau président a été élu. Que dans chaque ville, chaque arrondissement, les préfets, dotés de moyens, coordonnent, impulsent et exigent le retour à la dignité, sur tout le territoire national sans exception.

CATHERINE PEYGE

RESPONSABLE NATIONALE DROIT À LA VILLE, LOGEMENT

Lutte contre le racisme

FACE AUX IDENTITAIRES, CONSTRUISONS UNE SOCIÉTÉ DU VIVRE ENSEMBLE SOLIDAIRE ET LAÏQUE.

Le PCF a été à l'initiative d'une manifestation unitaire, le 29 octobre dernier à Orange, contre la Convention identitaire, réunie pour défendre l'Occident chrétien blanc menacé par le métissage imposé et l'islam.

visent à légitimer la mise en place par les gaullistes de la constitution antidémocratique de la V^e République en 1958. Mais je rappelle que c'est celle de 1946 qui a intégré les plus belles conquêtes sociales de l'histoire de France.

Nous sommes pour un régime parlementaire nouveau. Les communistes travaillent sur le sujet depuis très longtemps et la dernière campagne du Front de gauche a été l'occasion de poser en grand cette question. Nous souhaitons rétablir le pouvoir du parlement, démocratiser les rapports entre le niveau national et l'Europe dont les institutions sont totalement antidémocratiques. Nous voulons plus de pouvoir pour les citoyens au-delà de la démocratie « participative » - le mot finit par m'agacer - en ouvrant des espaces de démocratie directe notamment sur les budgets des collectivités. Mais aussi en permettant des propositions de loi d'initiative populaire ou issues d'assemblées élues, valablement réparties sur le territoire. Nous défendons enfin, la démocratie sociale pour les salariés.

Précisément, les communistes parlent de « droits nouveaux » pour les salariés à l'entreprise, de quoi s'agit-il au juste ?

Depuis les lois Auroux de 1982, incomplètes du reste, les salariés n'ont connu aucun nouveau droit mais de nombreuses régressions au travers des accords d'en-

treprises, de la limitation du droit de grève dans les services publics, et des difficultés croissantes rencontrées par les syndicalistes avec le recul du rapport de forces. Il y a besoin de revitaliser les droits existants et de gagner de nouveaux pouvoirs. Nous préconisons des pouvoirs réels d'intervention sur la gestion des entreprises. Par exemple, dans les grandes entreprises nous proposons de créer trois collèges dans les conseils d'administration : un premier représentant le capital public ou privé, un deuxième les salariés et un troisième les élus des territoires, de manière à mettre fin au pouvoir absolu du capital. Nous voulons également que les comités d'entreprise disposent d'un droit de veto sur les projets de licenciements ou de délocalisation.

Vous disiez aux citoyens lors des dernières élections « prenez le pouvoir ». Comment les élus et militants communistes peuvent-ils les y aider sans attendre ?

C'est un beau slogan, un beau mot d'ordre qui rappelle 1789, 1793. Nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire et en même temps il existe des ferments : une grande souffrance, une exigence de changement, une défiance à l'égard des politiques... Mais le sentiment d'impuissance pèse sur les luttes. Dans ce cadre, le premier objectif pour les militants et les élus communistes c'est de combattre ce senti-

“ Nous proposons de créer trois collèges dans les conseils d'administration des grandes entreprises : un premier représentant le capital public ou privé, un deuxième les salariés et un troisième les élus des territoires ”

ment selon lequel rien n'est possible. Il nous faut défendre un projet, être clairs, compréhensibles mais aussi avoir d'autres pratiques animées par la volonté de permettre aux gens de s'impliquer dans les choix, de s'approprier la politique. Et ainsi, leur faire prendre conscience de leur capacité à agir. Ce n'est pas facile, le poids de la délégation de pouvoir et des habitudes est énorme mais simultanément, il existe une envie d'engagement citoyen dans la société. C'est peut-être pour ça que le slogan « prenez le pouvoir » a fait « tilt ». Il serait bon qu'on débattît de nos pratiques à partir des expériences concrètes qui sont menées ici ou là.

Nous parviendrons d'autant mieux à construire des majorités d'idées pour changer les institutions, que nous aurons fait vivre dès aujourd'hui des formes d'implication directe des citoyens dans la vie politique. ■

Les identitaires, auteurs de coups médiatiques comme l'occupation de la mosquée de Poitiers, défendent une « identité-racine » aux marqueurs archaïques, la couleur de peau, la terre, le sang.

Il faut s'indigner, alerter sur le danger de leurs thèses mais la dénonciation-diabolisation atteint ses limites ; la référence au passé parle moins à la jeunesse et leurs idées surfent sur la « vague marine » et l'extrême droitisation d'une droite qui déplace la question sociale sur le terrain identitaire.

Notre réponse ce n'est pas revenir à la seule question sociale, nier la différence renforce l'injustice quand les normes du groupe dominant sont présentées comme étant universelles. En menant la contre-offensive sur le terrain de l'identité, nous posons notre rapport à l'immigré, à celui qui est différent, nous redéfinissons notre projet de société.

Tous semblables car humains, mais tous différents car détenteurs d'identités multiples : c'est l'« identité relationnelle » que nous défendons, celle qui voit la différence non comme une menace mais comme une richesse, une identité qui se construit sur la rencontre, le brassage des cultures, une identité en construction-déconstruction-reconstruction.

L'extrême droite provoque le mal qu'elle prétend combattre, le communautarisme, en prônant la séparation ou l'assimilation autoritaire au nom d'une France mythique qui n'a jamais existé.

Les enfants d'immigrés veulent s'intégrer sans se dissoudre. Définissons avec eux les contours d'une société du vivre ensemble, solidaire, laïque, fondée sur l'égalité des droits, le refus des discriminations, la citoyenneté de résidence, la valorisation de la culture du métissage.

Déclinons cette affirmation à partir des sujets qui heurtent. La laïcité pensée pour séparer l'église de l'État peut-elle devenir une réponse aux questions que pose la pratique d'une nouvelle religion dans une démarche interculturelle à l'opposé de la version coercitive au service de l'identité du groupe dominant ? Débattons-en à ce congrès.

FABIENNE HALOUI

ANIMATRICE NATIONALE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LES DISCRIMINATIONS

Par GÉRARD STREIFF

De quoi la crise est-

La crise est partout. Le mot est utilisé jusqu'à l'overdose. Curieusement, plus on en parle, moins on dit de quoi il retourne. C'est LA crise. Comme une rengaine anxigène qui se suffirait à elle-même. Un enfumage idéologique, souvent. Redonner du contenu à la chose n'est pas sans intérêt...

Le mot crise a une longue histoire. Dans sa version grecque, le mot a manifestement un double sens. La *krisis* venait du verbe *krinein* distinguer, juger, et s'appliqua d'abord à la médecine : on pointait le mal, on établissait le diagnostic. Dans le langage médical, le mot a conservé cette ambivalence. Le *Robert* rappelle qu'en médecine, la crise est « un moment d'une maladie caractérisé par un changement subit et généralement décisif en bien ou en mal ». Il en est de même dans la langue chinoise, où le mot est représenté par un double idéogramme dont l'un dit danger et l'autre occasion. Plus près de nous, Antonio Gramsci eut cette formule : « La crise, c'est quand le vieux se meurt et que le jeune hésite à naître. » On est assez loin de cette stimulante dualité aujourd'hui, dans les médias, où la crise, identifiée à la catastrophe, est mise à toutes les sauces. C'est certainement le mot qui vient en tête du *hit-parade* du vocabulaire politique ou médiatique. Le président Hollande a semblé découvrir la crise dans son discours de Châlons-en-Champagne, en août : « Mon devoir, c'est de dire la vérité aux Français : nous sommes devant une crise longue qui dure depuis maintenant plus de quatre ans. » Bigre ! Son prédéces-

seur avait déjà tiré la même ficelle durant son quinquennat puis au long de sa campagne présidentielle. Des maniaques ont même calculé que Sarkozy avait prononcé huit fois le mot crise lors de ses (courts) vœux aux Français le 31 décembre 2011, une fois par minute.

“
*La crise, c'est « la cata »
[...] C'est le bon moyen pour
pousser au repli, au fatalisme, au
défaitisme, le mot magique pour
éteindre tout espoir.*”

Le mot, donc, est partout. Les médias en sont gourmands et on y met un peu n'importe quoi. C'est tour à tour, ou successivement, la crise des *subprimes*, la crise bancaire, la crise financière, la crise économique, la crise sociale, la crise de la dette, etc. À présent, on parle le plus souvent de LA crise tout court. Comme le dit un chercheur au CNRS, Damon Mayaffre, « il y a un consensus sur le signifiant, un accord tacite, et un flou, un non-dit sur le contenu. » Dans *La crise sans fin*, l'universitaire Myriam Revault d'Allonnes écrit : « La crise est un singulier collectif qui englobe des registres aussi différents que l'économie, la finance, la politique, la culture... La notion de crise lie indissolublement la réalité objective

et l'expérience que nous en avons. (...) La crise, nous n'en voyons pas l'issue : elle est la trame de notre existence ».

Bref, la crise, c'est « la cata ». Point. On voit l'intérêt de ce genre de rhétorique. C'est le bon moyen pour pousser au repli, au fatalisme, au défaitisme, le mot magique pour éteindre tout espoir. Que répondre à cet apparent bon sens : « Que voulez-vous, c'est la crise ? » L'hiver dernier, au Petit Palais, la société IPSOS dévoilait une étude sur l'opinion publique mondiale et la crise. L'enquête établissait : UN, que l'opinion du Nord était beaucoup plus sensible à cette notion que celle du Sud ; DEUX : qu'en Occident, la notion « alimentait le pessimisme » ; TROIS : qu'elle s'accompagnait d'un doute sur le politique, ne nourrissait pas forcément l'opposition, étant entendu qu'« ils » faisaient tous la même chose. « En France, dit l'enquête, la crise [...] marque un tournant. Elle accentue certains traits caractéristiques de l'opinion publique : montée du pessimisme qui empêche de se projeter dans un monde heureux, renforcement des craintes pour sa situation personnelle, rejet de la mondialisation, défiance à l'égard de l'euro. [...] Elle [...] réactive les critiques sur l'efficacité du politique et réduit la confiance accordée à la gauche et à la droite pour gouverner le pays, tout comme la capacité projetée du prochain président à améliorer la situation des Français ».

-elle le nom ?

Des politiques surfent sur cette espèce de déprime collective. *Le Monde Économie*, traitant du bilan largement insuffisant de la présidence Obama, titrait : « États-Unis : la crise a étouffé la volonté de changer de modèle. »

Pourtant il y a un problème. Les pouvoirs jouent de l'imprécision de la notion de crise mais ils prennent le risque de laisser le mot ouvert à diverses interprétations. Dans *le Figaro Économie* du 17 septembre, un chroniqueur pointe l'enjeu ; il se plaint de ce côté fourre-tout du mot : « Nous ne prenons plus la peine de spécifier le domaine économique, financier ou social de la crise. Ce tic de langage est la marque de notre désarroi ». Il poursuit : « Les commentateurs ont renoncé à examiner objectivement les tenants et aboutissants de la crise, car un poisson est incapable de décrire l'aquarium dans lequel il nage. Le grand défaut d'une telle attitude est de présenter la crise comme un être exogène, une météorite, un Léviathan alors que le désordre est d'abord dans nos têtes ».

C'est aussi une manière de reconnaître que la bataille pour l'interprétation de la crise est en cours. Il y a là un espace à prendre. Les communistes, les économistes marxistes, ont bien des choses à dire. La notion de crise leur est familière. Dans le *Dictionnaire critique du marxisme* de Labica-Bensoussan, au terme crise, on peut lire que si le mot n'a pas attendu les marxistes pour se voir appliquée à l'économique et à la politique, « l'apport de ceux-ci consiste justement en une conception de l'Histoire, matérialiste et dialectique, qui permet de la penser comme un processus, scandé par une alternance de phases de stabilité structurelle (où les rapports sociaux se reproduisent sans changement autre que quan-

titatif) et de phases de mutations qualitatives, ouvertes par les crises ». Le texte proposé à la réflexion des communistes pour leur 36^e congrès parle de « conjugaison de crises (qui) finit par plonger l'humanité dans une véritable crise de civilisation. Une crise, du sens et de l'imaginaire. Une crise existentielle qui interroge les rapports entre les êtres humains

et leurs rapports à la nature ». Et ajoute : « Plus la crise est comprise et interprétée, plus les solutions se dessinent et plus l'espoir pourra gagner du terrain. » ■

CONTRE LA PENSÉE UNIQUE

DES SUCCÈS DE LIBRAIRIE

Avec la crise, les économistes hétérodoxes ont envahi les rayons livres. Des écrits qui entraînent de véritables débats de société. Les livres de Joseph Stiglitz, Dominique Plihon, Paul Boccard, Frédéric Lordon, Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Daniel Cohen, pour ne citer qu'eux, prennent place en devanture des librairies. Depuis la crise, les ventes explosent. En quatre semaines, 35 000 exemplaires du dernier livre du prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, *le Prix de l'inégalité*, ont été vendus. Tout comme le second livre des Économistes atterrés qui dépasse les 20 000 exemplaires vendus, juste après le succès de leur manifeste et les 90 000 exemplaires qui sont entrés dans les foyers. Un engouement nouveau « Tous ces économistes ont publié, dans l'ombre, des ouvrages grand public depuis de nombreuses années, explique l'éditeur Henri Kléber. [...] Aidés par la crise », les économistes hétérodoxes sont devenus plus visibles et mieux reconnus. Les grandes maisons d'édition, comme Fayard, le Seuil, qui rechignaient à l'époque à les publier, n'hésitent plus. Sans toutefois être traités avec leurs collègues néolibéraux à égalité, certains ont droit, à des doses très homéopathiques, aux plateaux télé, aux débats, aux matinales des radios, ou sont interviewés dans les journaux et magazines. « Nous affrontons une crise monumentale qui a failli mettre tout par terre. Les journalistes s'interrogent sur les analyses orthodoxes néolibérales qui n'apportent pas de solution à la crise ; ils sont désormais plus ouverts à des analyses différentes. Pour autant, les dogmes du pouvoir ne bougent pas, l'austérité reste la règle et les réformes radicales ne voient pas le jour », pointe l'éditeur. Mais le mouvement se poursuit avec l'intention de démontrer que la crise n'est pas seulement économique. *De Capitalisme et servitude. Marx et Spinoza*, de Frédéric Lordon, à la *Crise de civilisation*, de Paul Boccard, en passant par *l'Empire de la valeur*, d'André Orléan, les économistes montrent leur envie de dépasser le champ de l'économie et de se tourner vers une approche plus philosophique de la critique du système capitaliste. »

Clotilde Mathieu, *L'Humanité*, 12 octobre 2012

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

PAR FRÉDÉRIC GUGELOT*

Intellectuels chrétiens entre marxisme et Évangile



« Alors que le marxisme devient un puissant pôle d'attraction en France, les intellectuels chrétiens de gauche l'abordent de deux façons. Les uns y trouvent une grille d'interprétation féconde de la réalité sociale ; les autres affirment que, par fidélité au Christ, il faut s'engager avec les pauvres et les opprimés au côté du Parti qui porte ce combat, donc des communistes. »

*FRÉDÉRIC GUGELOT est historien. Il est maître de conférences à l'université de Reims.

Depuis la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, les intellectuels chrétiens tentent de concilier la pensée avec une foi et une conception de la société et du devenir humain régies par leurs Églises, face auxquelles ils s'inscrivent sur un spectre qui va de la fidélité à la contestation. Mais après la Seconde Guerre mondiale, ils sont confrontés à la conciliation de leur foi et de leur appartenance aux Églises avec une conception nouvelle du devenir humain : la pensée et la réalité marxistes. Cette conjoncture met au défi leur fidélité à la tradition, d'autant plus que catholiques ou protestants voient aussi à l'œuvre, dès les années 1950, les ingrédients du triomphe d'une certaine modernité : l'alliance entre société sécularisée, démocratie libérale et capitalisme. La lutte contre le « détachement » à l'égard du christianisme se pose davantage pour les catholiques que pour les protestants, que le succès de la théologie barthienne revivifie et renforce. L'intellectuel protestant dispose de tribunes et d'une liberté critique que la recherche permanente de la « réforme » entretient et encourage. La figure de l'intellectuel catholique émerge plus difficilement dans une Église qui se revendique comme l'unique enseignante du peuple des fidèles, même si la

condamnation de l'Action française par le Vatican en 1926 a libéré une certaine parole laïque : tout en manifestant sa fidélité au dogme et à la morale catholique, elle réclame pour les croyants la liberté d'exercer leur responsabilité de citoyens chrétiens dans le monde.

Les chrétiens d'après-guerre héritent de cette autonomie au moment où les forces de conservation politique et sociale sont délégitimées par leurs comportements pendant le conflit ; cette dévaluation de la droite, y compris religieuse, favorise un déplacement à gauche du centre de gravité et donc des expressions de la vie politique. [...]

SE DÉFINIR PAR RAPPORT AU MARXISME

[...] Le marxisme apparaît à la fois comme une théorie et une pratique qui donnent un sens à la réalité et des critères pour l'action. D'un côté, il semble pertinent pour la critique du capitalisme que partagent désormais les chrétiens de gauche ; de l'autre, il permet un transfert « messianique » des luttes vers le prolétariat et les humbles. Le christianisme social, d'abord protestant puis catholique, intègre ainsi l'accusation socialiste d'une collaboration de l'institution ecclésiastique avec l'ordre établi.

Trois textes marquent les débuts de cette tentative pour justifier des positions politico-religieuses inspirées de catégories de la pensée marxiste : « Prendre la main tendue », d'André Mandouze, dans l'ouvrage collectif *Les Chrétiens et la Politique*, aux Éditions du Temps présent en 1948 ; *Signification du marxisme* du P. Henri-Charles Desroches, aux Éditions ouvrières en 1949 ; « L'Église et le mouvement

ouvrier », du P. Maurice Montuclard, dans *Les Événements et la Foi*, douzième et dernier cahier du groupe Jeunesse de l'Église, publié aux Éditions du Seuil en 1951. Desroches croit à un double dépassement des visions contradictoires de la libération de l'homme que proposent marxisme et christianisme. Il aspire à fonder une société nouvelle où l'autonomie religieuse serait favorisée par une théologie du laïc renouveau, mais aussi un au-delà du marxisme. De son côté, Montuclard lie le renouvellement du catholicisme au sort de la classe ouvrière et aux liens possibles avec le Parti communiste français (PCF), proposant ainsi une véritable théologie de la révolution pour frayer lui aussi une voie vers un « dépassement du communisme ». Seul un tel engagement est jugé conforme à la vérité évangélique, fondée sur l'émancipation des opprimés. L'ouvrage de Desroches est retiré après des pressions romaines et celui de Jeunesse de l'Église est mis à l'index en 1953.

D'autres options existent. Après 1945, Emmanuel Mounier a accepté de « greffer l'espérance chrétienne sur les zones vives de l'espérance communiste » pour combattre les injustices. Bien que les perspectives dernières du christianisme et du communisme lui apparaissent inconciliables, il tente d'entrer dans un dialogue exigeant avec un « marxisme ouvert ». Surtout, il veut faire disparaître le complexe d'infériorité des catholiques par rapport à la politique en affirmant que la religion n'est pas une aliénation, une résignation d'esclaves ou un opium, mais une source d'ardeur et d'héroïsme ; il s'agit aussi de séparer le catholicisme de ses « compromissions bour-

geoises ». Pour « refonder » *Esprit*, il faut actualiser les positions doctrinales de la revue et du mouvement personnaliste, qui se teinte alors de philo communisme. Aux tensions fondatrices des origines - « réforme/révolution » et « liberté/égalité » - se substitue une nouvelle formule - « révolution/réforme » et « égalité/liberté » - qui interprète le cours de l'histoire comme le triomphe à venir des idées socialistes et donne priorité à la réalisation d'une société plus juste par le biais révolutionnaire. « Le bon sens historique commande non pas d'arrêter les fleuves, mais de les aménager », écrit Mounier.

La référence marxiste, jusque-là étrangère à la revue fondée en 1932, est de plus en plus invoquée. Mounier lui-même reconnaît qu'un « marxisme [...] ouvert peut ne plus être très éloigné d'un réalisme personnaliste, s'il rejoint l'inspiration primitive d'un Marx, qui, à travers le désordre des choses, visait surtout l'aliénation des personnes, et à travers l'aménagement de la société, la libération des hommes ». Certains collaborateurs d'*Esprit* vont plus loin, Dominique Olivier n'hésitant pas à écrire que le marxisme est « la seule solution pour la restauration de la liberté humaine ».

Cette lecture, qui fait la distinction entre grille d'interprétation et philosophie matérialiste, justifie le rapprochement. Celui-ci est aussi fondé sur une proximité d'engagement dont a témoigné la Résistance. Comme le dit Mauriac, « seuls les esprits religieux comprennent à fond les communistes ». Il ajoutera en 1958 : « Entre les vivants du Parti et ceux de l'Église, il existe un lien secret : opposés par la doctrine, ils sont unis par une faim et par une soif ». Ceux des Églises veulent porter l'espérance des pauvres et des opprimés en faisant appel à certaines traditions bibliques ou évangéliques pour fonder un projet et une pratique révolutionnaires. « L'éthique religieuse se fait le ressort de l'intérêt politique ». Mais, du marxisme, ils prétendent intégrer l'analyse économique et rejeter la philosophie. Or celui-ci est un système philosophique que l'Église catholique considère au moins depuis l'encyclique *Divini Redemptoris* (1937), où il est déclaré « intrinsèquement pervers », comme incompatible avec son propre enseignement, vu la place que tiennent dans sa conception du monde l'athéisme et, en particulier, la critique du christianisme.

SE DÉFINIR PAR RAPPORT AU PCF

De 1943 à 1956, le PCF dispose de l'aura incontestée de son engagement dans la Résistance. Il parvient à mobiliser et à structurer les milieux intellectuels d'après guerre

au point de constituer un pôle de référence, y compris à l'intérieur des Églises. L'épisode progressiste des années 1947-1955 traduit chez les chrétiens qui s'y engagent une double aspiration : renouveler l'apostolat en direction du monde ouvrier et réfléchir sur le sens et la place du marxisme.

L'engagement politique apparaît comme une conséquence de l'identification du peuple chrétien à la classe ouvrière et de celle-ci au Parti communiste. Dans cette perspective, les chrétiens de gauche se définissent nécessairement par l'acceptation de la collaboration avec les communistes.

Et, en effet, une fraction d'entre eux partage alors les revendications et les luttes sociales des communistes. Ce compagnonnage s'inscrit toutefois largement dans les organisations satellites du PCF. En pleine guerre froide, les chrétiens de gauche se retrouvent ainsi naturellement dans le combat du Mouvement de la paix. Le P. Desroches, directeur adjoint d'*Économie et humanisme*, rédige en mai 1950 le manifeste « Des chrétiens contre la bombe atomique », signé par une cinquantaine de personnalités du monde chrétien, qui réitère l'Appel de Stockholm initié par les communistes deux mois plus tôt. En février 1952, Paul Ricœur intervient pour proposer une alternative au plan Schuman de réarmement de l'Allemagne ; à la fin mai, il signe un tract exigeant la libération de Jacques Duclos, alors secrétaire général par intérim du PCF, arrêté après la manifestation contre la venue à Paris du général américain Ridgway accusé de mener une guerre bactériologique en Corée.

Plus largement, l'engagement charitable et humanitaire devient aussi un lieu d'expression, tant à la Cimade protestante qu'au Secours catholique. Des penseurs protestants, tels Jacques Ellul ou Paul Ricœur, conceptualisent la volonté d'une présence éthique et politique des Églises dans le monde. Mais Ellul échappe à toute attraction marxiste alors que Ricœur n'y est pas insensible. Il insiste néanmoins sur l'idée que la culpabilité de la démission sociale des chrétiens au XIX^e et au début du XX^e siècle ne doit pas conduire à une adhésion sans critique aux positions communistes : « Je crois encore à des collaborations partielles, sur des objectifs précis, avec les communistes [...], mais je dis à mes camarades chrétiens progressistes que nous n'avons pas le droit de collaborer dans la confusion ». Le christianisme social peut partager des combats avec les communistes, mais il ne s'identifie absolument pas aux buts politiques de ceux-ci. Et les engagements des chrétiens « avancés » sont ins-

pirés par des enjeux plus moraux, spirituels, que politiques.

Une conception renouvelée de l'Église met en avant l'idée d'une communion entre les croyants dont le pluralisme est revendiqué. Les valeurs de l'Évangile, comme la recherche de la justice, conduisent à affirmer le primat de la conscience sur l'obéissance et la nécessité de l'intervention des chrétiens dans le monde. Cette position contraste avec l'apolitisme de droite qui domine chez les fidèles. Pour autant, les chrétiens de gauche sont peu nombreux à déduire de l'adoption du marxisme comme clé de lecture de la société l'adhésion au PCF. En mai 1947, Henri Denis, professeur à la Faculté de droit de Rennes, défend toutefois l'engagement révolutionnaire des fidèles et la participation aux « organisations révolutionnaires » du Parti dans un article d'*Action* intitulé « Que doivent faire les catholiques ? ».

De son côté, le bimensuel *La Quinzaine*, prenant le relais de l'Union des chrétiens progressistes (UCP), cristallise à partir de novembre 1950 le courant progressiste chrétien, qui fait le choix du compagnonnage avec les communistes, combat l'anticommunisme des catholiques et défend les nouveautés apostoliques du mouvement missionnaire symbolisé par les prêtres-ouvriers. Si *La Quinzaine* est condamnée par la papauté en 1955, c'est que ce journal à diffusion modeste (6 000 abonnés) a un impact large du fait de son public d'aumôniers et de militants des mouvements d'action catholique. L'Église intervient donc quand les catholiques passent de l'étude du marxisme à l'alignement sur le Parti. En 1949, elle avait renouvelé l'interdiction de toute collaboration avec les communistes. Mais les intellectuels chrétiens semblent dans une position inconfortable d'entre-deux. Le risque est en effet grand : « Plus audacieusement s'engage le chrétien, plus s'impose à lui le devoir de surveiller et d'entretenir la rigueur de son christianisme », rappelait Mounier en 1947.

Du côté des communistes, il reviendra en 1959 au philosophe Roger Garaudy d'offrir un sens à la main tendue dans *Perspectives de l'homme. Existentialisme, pensée catholique, marxisme*. Mais cette « offre » reste minoritaire tant la méfiance demeure dans le Parti envers ces militants venus d'autres horizons. ■

Extraits du chapitre 7 de l'ouvrage dirigé par Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel, *À la gauche du Christ. Les Chrétiens de gauche de 1945 à nos jours*, Le Seuil, 2012 publiés avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

PAR **JACQUES GIRAULT***

La Révolution d'Octobre 1917, quelques clefs pour la réflexion

Dans l'histoire du monde, 1917, comme 1789, sert de référence aux peuples dominés par un système économique et social aliénant. Revenir sur les conditions et sur la genèse de cet événement éclaire la compréhension des luttes de libération

32

***JACQUES GIRAULT** est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Paris-XIII.

Examiner le sens de la Révolution d'Octobre ne doit pas faire oublier les conditions de son déclenchement, ce que nous appelons le contexte. La prééminence d'un monde rural caractérisé par l'archaïsme, s'accompagne du développement d'un secteur industriel. En Russie, l'inégalité économique et sociale règne et le peuple des campagnes ou des villes connaît une grande misère, d'autant qu'il faut financer l'armement. Politiquement, le tsarisme autoritaire, ébranlé par une première offensive libérale en 1905, essaye d'introduire des réformes exigées par les succès des idées nouvelles (suffrage universel, réforme agraire, idées socialistes). Le peuple, jusqu'alors écarté, a pu s'exprimer, notamment dans les soviets ouvriers créés lors des grèves, sorte de comités de grèves, dirigés par des socialistes où les militants bolcheviks pouvaient diffuser leurs analyses. Les réformes promises sont sou-

vent contournées. Aucune force politique n'apporte de solutions viables : soit parce que les réformes tentées n'améliorent pas l'état économique et social, soit parce qu'on n'envisage que des solutions insurrectionnelles. Pour éviter ces deux voies, des forces politiques s'expriment depuis 1905 à la Douma élue. Dans cette assemblée, dominée au début par les KD (membres du Parti constitutionnel démocratique), partisans d'une évolution par des mesures constitutionnelles, des voies différentes s'expriment avec les socialistes. La Douma a connu une vie troublée et en 1917 est dominée par la droite (KD et octobristes) alors que la gauche (mencheviks et socialistes révolutionnaires) pense qu'il faut par des mesures libérales donner une place dans la vie politique à la bourgeoisie. En dépit de leurs divergences, ces forces politiques proposent des mesures en demi-teinte qui toutes échouent d'autant plus que la conduite de la guerre provoque une augmentation croissante des dépenses militaires déjà fort élevées puisque le pouvoir entendait réparer l'humiliation de la défaite lors de la guerre contre le Japon (1905).

FORMATION DU SOVIET DE PETROGRAD

La situation internationale s'est dégradée, la guerre depuis 1914 n'a pas déclen-

ché une adhésion populaire, les militaires subissent des échecs. Aussi les grèves et les manifestations ne cessent-elles pas, notamment dans la capitale Petrograd d'autant que la conduite de la guerre provoque un durcissement des conditions économiques et sociales. Le peuple, épuisé, aspire à la paix et exige des mesures de justice sociale.

La situation politique se caractérise par une carence du pouvoir tsariste et par des luttes sans issue entre partis. Aussi le poids des associations et des divers comités s'accroît-il. Cette dispersion ouvre la voie aux bolcheviks qui entendent modifier radicalement les structures du pays et de la société dans un processus révolutionnaire mondial.

En février 1917, la colère populaire est telle qu'un mouvement de grande ampleur commence. On ne supporte plus la pénurie, l'absence d'une volonté politique des gouvernements, le poids de la guerre. La formation du soviét de Petrograd, le 27 février, permet l'organisation de journées insurrectionnelles et le tsar Nicolas II abdique. Un gouvernement provisoire se forme avec deux forces dominantes dans la Douma. Aux libéraux du prince Lvov au pouvoir jusqu'en avril, succèdent les socialistes, avec Kérenski, qui dirige, à partir d'avril, des gouver-



nements de coalition. Les dirigeants bolcheviks (Lénine et Trotsky) apparaissent au grand jour mais les militants restent minoritaires dans le mouvement d'opposition. Les gouvernements provisoires successifs refusent de conclure la paix. Ils ne parviennent pas à approvisionner les villes et ne prennent pas de mesures réformant profondément l'économie rurale. Pour s'imposer, ils décident des mesures contre les bolcheviks en progrès. La dégradation de la situation militaire (défaites, lassitude des soldats) correspond à la poussée des militants bolcheviks dans le soviet de Pétrograd. Un putsch militaire en août prive le gouvernement du soutien de l'armée contre les manifestations. Lénine remet en cause ses analyses d'avril sur une possible prise du pouvoir pacifique. Il parvient à convaincre ses camarades que la prise du pouvoir est possible contre les socialistes mencheviks. L'insurrection déclenchée, le pouvoir s'effondre les 24-25 octobre. Le conseil des commissaires du peuple prend deux décrets qui répondent aux demandes du peuple, la paix (qui conduit à l'ouverture de négociations avec l'Allemagne conduisant à un armistice en décembre 1917 et au traité de Brest-Litovsk), la terre (abolition sans indemnité de la grande propriété). Ces deux

mesures répondent aux demandes populaires de paix (d'où l'accord des soldats) et de la paysannerie (depuis l'été les paysans occupent des domaines possédés par les nobles). Reste l'application du programme par les seuls bolcheviks après la dissolution de l'assemblée constituante en janvier 1918...

LES BOLCHEVIKS : UNE PRISE DE POUVOIR INSURRECTIONNELLE POUR UN PROGRAMME DE RUPTURES

Les libéraux et les socialistes, au pouvoir depuis février 1917, se sont discrédités, faute d'une réelle volonté transformatrice. Face à cette carence, les bolcheviks proposent leur programme novateur. Jouant le vide politique, ils parviennent à le populariser. L'échec de la conquête légale du pouvoir incarnée par les mencheviks laisse la place à une possible victoire des bolcheviks par des voies insurrectionnelles conformément aux analyses de Lénine. Reste à étendre au pays les conséquences de la prise du pouvoir politique dans la capitale Petrograd. Il faut donc pour cela l'appui populaire. Le peuple ne peut plus supporter les conséquences de la dégradation économique, héritées de l'organisation socio-économique et accentuées par la conduite de la guerre. Une initiative politique, la conclusion de la paix séparée,

s'accompagne d'initiatives sociales proposées par les militants bolcheviks dans le pays. Le tout répond à la demande du peuple qui soutient le nouveau régime. L'événement révolutionnaire l'emporte ; reste à le prolonger dans l'ensemble de la Russie et dans le monde pour qu'il ne soit pas qu'un rêve ! Commencent alors les difficultés car il faudra tenir compte des particularités de chaque parti socialiste. Pour cela, une Internationale communiste créée le 4 mars 1919, sera chargée de généraliser la révolution dans chaque pays. Cette révolution réussie se traduit par une espérance, répandue en Russie et ailleurs, d'une possible transformation économique, sociale, politique et culturelle. Dans l'histoire du monde, 1917, comme 1789, sert de référence aux peuples dominés par un système économique et social aliénant. Revenir périodiquement sur les conditions et sur la genèse de cet événement, qui ne devrait pas être un modèle unique, permettrait de mieux comprendre les luttes de libération à condition de réfléchir sans volonté dénigrante ou hagiographique. Un tel exercice, difficile à objectiver, doit constituer une des conditions de l'affirmation du rôle de la connaissance historique pour mieux comprendre le présent et l'avenir. ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

PAR FRANÇOIS MOUILLÉ*

L'Union européenne, une gestion différenciée et évolutive des frontières

Une politique européenne de coopération territoriale originale¹

Les impulsions données par l'Europe au niveau des espaces frontaliers visent à dépasser certaines coupures spatiales.

34

*FRANÇOIS MOUILLÉ est géographe. Il est maître de conférences à l'université d'Artois.

Bruelles n'a pas inventé la coopération entre les États et entre des collectivités territoriales en position frontalière. Nous pourrions citer l'accord international de 1959 entre la Suisse et la France qui a permis la création de la commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL) face à l'urgence environnementale de l'époque. Ou encore la création en 1972 de *Arbeitsgemeinschaft Alpenländer* (ARGE-ALP / Communauté de travail des États alpins) réunissant la Bavière allemande, les régions alpines autrichiennes et les régions italiennes voisines.

DES DYNAMIQUES POLITIQUES, D'ORDRE FINANCIER ET JURIDIQUE

Par contre, les impulsions européennes ont proposé trois dynamiques essentielles pour le renforcement des coopérations transfrontalières. La première est d'ordre politique avec la Convention-cadre de Madrid de 1981 et les protocoles additionnels pour que les États membres de l'union favorisent la coopération transfrontalière au plus

près des citoyens dans la logique de la subsidiarité.

La deuxième dynamique est d'ordre financier. À partir de 1990, l'Union européenne se dote d'un programme d'initiative communautaire (PIC) appelé « Interreg ». Nous sommes actuellement dans la quatrième phase avec une mise en valeur stratégique du programme pour la phase actuelle (2007-2013 / Objectif 3) puisqu'il est un des trois objectifs actuels de l'Union européenne.

LE PROGRAMME « INTERREG »

Les quatre phases d'« Interreg » : 1991-1993, 1994-1999, 2000-2006, 2006-2013. Ce programme s'est d'abord développé de manière expérimentale avec une très grande liberté pour les porteurs de projets. Ceci explique la durée limitée de la première période. De phase en phase, les règles se sont précisées pour rendre plus lisible l'action européenne et plus efficace la dépense publique pour la transformation des espaces frontaliers.

L'objectif est de permettre à des acteurs locaux et provinciaux de porter des projets permettant de créer de la couture au niveau des frontières qui sont par essence des coupures spatiales. Les subventions européennes concernent des domaines variés comme l'aménagement du territoire englobant les transports et l'environne-

ment, la culture et l'éducation, l'innovation et la recherche, etc.

La troisième dynamique est d'ordre juridique en proposant aux acteurs de nouveaux outils permettant de structurer les liens transfrontaliers. Nous pouvons noter deux outils particulièrement originaux. En 1985, le groupement européen d'intérêts économiques (GEIE) qui aura finalement une portée assez limitée. En 2006, la création du groupement européen de coopération territoriale (GECT) correspond aux besoins actuels des territoires. Ces statuts juridiques permettent à des collectivités territoriales de part et d'autre d'une frontière de se grouper dans une structure unique avec un seul siège social, un conseil décisionnel et une comptabilité propre. Bien entendu, des questions nouvelles apparaissent en matière de gouvernance horizontale entre les partenaires et verticale vis-à-vis des États de tutelles.

L'originalité du programme « Interreg » se décline en trois dimensions.

La première est la différenciation de coopérations transfrontalières, transnationales et interrégionales. Le transfrontalier impose une continuité spatiale dont le lien est la frontière créant de fait de nouvelles discontinuités entre les espaces pouvant mettre en place une coopération et ceux trop

LES PRODUCTIONS SPATIALES DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

TYPES	DESCRIPTIONS	EXEMPLES	AMÉNAGEMENT EQUIPEMENT
Production d'un lieu	La coopération permet la création d'un aménagement	<ul style="list-style-type: none"> • Musée • Rond-point (Calais) • Aménagement de rue 	Frontalier
Production en miroirs	La production spatiale est dans le même esprit de part et d'autre de la frontière	<ul style="list-style-type: none"> • Digos littorales • Aménagements touristiques 	Inter-frontalier
Éléments de réseaux	Création ou amélioration d'un axe transfrontalier	<ul style="list-style-type: none"> • Pont-tunnel de l'Oresund • Tunnel sous la Manche • Passerelle du jardin des deux rives • Pistes cyclables 	Transfrontalier
Projet de territoire	Coopération politique pour fusionner deux espaces ou plus dans un projet territorial transfrontalier	<ul style="list-style-type: none"> • Agglomération franco-genevoise • « Euroregion Pro Europa Viadrina » • Agglomération trinationale de Bâle 	Nouveau territoire

éloignés de la frontière. En créant une politique de gestion frontalière, l'Union européenne complexifie l'étude des discontinuités spatiales en les multipliant. Néanmoins, le transnational permet aux porteurs de projets éloignés de la frontière de participer aux logiques de convergences européennes. Le transnational prolonge dans l'espace les possibilités offertes par « Interreg ». Enfin, des régions sans aucune continuité spatiale peuvent envisager une coopération interrégionale. Nous pourrions simplifier l'image en partant de la frontière, il y a une forme de *continuum* avec d'abord les espaces éligibles dans un cadre transfrontalier ; puis en s'éloignant de la frontière, ceux éligibles dans un cadre transnational ; pour enfin terminer aux espaces éligibles à l'interrégional.

La seconde dimension est la création de nouveaux découpages de l'espace européen comme, par exemple, *Alpenspace* (espace alpin) regroupant les régions de l'arc alpin françaises, italiennes, suisses, allemandes, autrichiennes et slovènes. Un ensemble géographique fortement marqué par les frontières mais où l'unité orographique, les identités proches et les pro-

blématiques communes, notamment environnementales, permettent d'envisager une nouvelle unité par-delà les frontières.

Enfin, la troisième est à interpréter dans une logique géo-historique. Les espaces frontaliers ont généralement été considérés par les pouvoirs centraux comme des marges, des confins. Le sous-équipement chronique tant en matière d'équipements qu'en investissements économiques doit se comprendre comme une stratégie pour limiter les pertes en cas d'invasion militaire. L'Europe se caractérise d'abord sur le long terme par des conflits internes incessants. Les communautés européennes puis l'Union européenne ont créé un véritable espace de paix. Dans cette perspective, nous réalisons le chemin parcouru en un demi-siècle lorsque nous observons la coopération transfrontalière. D'espaces de marges, les territoires frontaliers sont devenus les laboratoires territoriaux de l'Europe.

Une étude d'analyse des dossiers « Interreg » par un réseau de chercheurs animés par le laboratoire DYRT (Université d'Artois) a permis de mettre en place une typologie (tableau ci-dessus) des produc-

tions spatiales résultants des politiques européennes en faveur des dynamiques transfrontalières.

LES ESPACES FRONTALIERS, UN LIEU D'EXPÉRIMENTATION POUR CRÉER DU LIEN DURABLE

Les frontières sont au cœur de la réalité européenne comme objet spatial à gérer. Cette gestion peut être orientée et soutenue par les initiatives communautaires mais elle dépend fortement des processus locaux tant de gouvernance que d'identification de l'ensemble des agents de l'espace. La frontière est le nouveau lien de ces processus contemporains, ce qui ne remet absolument pas en cause le maillage étatique ni la diversité des orientations politiques des mailles.

L'expérimentation locale et régionale en matière de coopération transfrontalière souligne néanmoins la diversification des niveaux d'intervention sur les territoires et par conséquent, la multiplication des acteurs. L'intégration européenne est un extraordinaire entrelacs de réseaux, d'espaces et de territoires. Néanmoins, nous pouvons nous interroger sur la pertinence des programmes dans la prise en compte des spécificités géographiques des territoires dans la volonté de l'Union européenne de mise en réseaux. La complexité des héritages et du patrimoine ne peut pas être prise en compte dans des orientations politiques très générales.

L'originalité des espaces transfrontaliers est bien de se développer sur les creux de l'Europe d'autrefois, créer des dynamiques, de nouveaux pleins là où les centres ont volontairement fait le vide dans une logique stratégique. Le nouveau centre, que représente Bruxelles, a parfaitement compris que l'expérimentation sur les marges frontalières est le meilleur moyen pour créer du lien durable. D'une certaine manière, l'intégration européenne est la plus réelle au niveau des espaces frontaliers, ce qui ne veut pas dire que les réflexes identitaires du passé ne soient pas des freins notamment dans les nombreux processus de territorialisations en cours. ■

1) La première partie de l'article est parue dans *La Revue du projet*, n° 20, octobre 2012.

Par AMAR BELLAL*

Le mythe de l'économie hydrogène de Jeremy Rifkin

Partir d'une vision idéologique pour façonner la réalité jusqu'à réécrire les lois de la physique et de la thermodynamique, et ce, afin de conforter l'idéologie de départ : voilà un des grands drames d'aujourd'hui.

*AMAR BELLAL est ingénieur, professeur agrégé de génie civil. Il a participé à l'élaboration de la brochure du PCE, *Pour une transition énergétique réussie*.

La vision de « l'économie hydrogène », chère à l'économiste Jeremy Rifkin, est un summum du genre. Suivons son raisonnement et montrons comment des idées qui sont distillées aujourd'hui dans les plus hautes sphères du pouvoir, en France et en Europe, se révèlent être complètement fausses.

L'ÉNERGIE ET INTERNET

L'analogie courante avec Internet s'explique par le fait que dans la tête de beaucoup, l'énergie ressemble à de l'information. Cela se comprend, car l'énergie est difficile à définir : on peut se brûler, sentir une décharge électrique, constater un mouvement, mais elle n'est jamais palpable en tant que tel, un peu comme l'information. Mais attention, on va le voir, la comparaison s'arrête strictement là.

De plus, Internet exerce une véritable fascination : partage des savoirs à l'échelle de la planète, support en apparence complètement dématérialisé, semblant échapper à certaines des logiques capitalistes... Et tout est déjà en place pour cette analogie trompeuse Internet/énergie. Qui joue alors le rôle des ordinateurs ? Ce sont les bâtiments à énergie positive, chacun avec son panneau solaire et sa petite éolienne, ou son unité de production de biogaz s'il s'agit d'un quartier. Et qui pour les mes-

sages électroniques et autres informations numériques, indispensables à Internet ? C'est tout trouvé, les flux d'énergie qu'on s'échange : électricité, hydrogène, gaz, qu'on produira depuis nos bâtiments à énergie positive. Et la toile et ses interconnexions ? C'est le réseau électrique déjà bien réel qui se charge de support. Le tout, piloté, régulé par des *Smartgrid*, systèmes informatiques qui constituent le réseau intelligent dans le jargon des électriciens, qui arbitrera à tout moment s'il vaut mieux affecter l'énergie produite à recharger les batteries de votre voiture électrique ou à faire fonctionner la machine à laver, ou encore la vendre à votre voisin si vous la produisez en surplus... Il pourra aussi décider de vous couper l'électricité lorsqu'il n'y a pas assez de vent ou de soleil. Tout cela

« Faire croire que les bâtiments de demain produiront suffisamment d'énergie pour faire tourner nos voitures, TGV, tramway, métro, tracteurs, camions etc. et toutes les usines qui les fabriqueront, c'est clairement faux. »

dépend de la météo, il faut préciser que Rifkin propose une électricité 100 % renouvelable. C'est possible, nous dit-il, grâce à l'hydrogène comme moyen de stockage de l'électricité pour pallier l'intermittence du vent et du soleil. Voyons en quoi cette vision est erronée.

L'HYDROGÈNE

La technique de production d'hydrogène est connue depuis très longtemps, si elle

ne s'est pas généralisée comme moyen indirect de stockage de l'électricité, c'est qu'il y a de réelles difficultés techniques pour passer à la grande échelle : réseaux de transport, pression importante pour conditionner le gaz, réservoirs de dimensions rétrogrades, faible rendement, matériaux rares nécessaires à la technologie (platine). Cette technique existe dans les laboratoires, pour des applications réservées aux véhicules spatiaux et dans quelques prototypes. Mais cela n'arrive pas à franchir la rampe de l'industrialisation pour des applications autres que les batteries miniatures pour petit appareil (pour les raisons précitées) et ce, depuis des dizaines d'années. Combien de bus fonctionnent à l'hydrogène dans le monde par exemple ? 100 000 ? 10 000 ? allez disons 1 000 ?... non : 47, sur toute la planète en 2010, soit même pas un exemplaire par pays. Et les rares projets de voitures électriques utilisant la pile à combustible (hydrogène donc) piétinent. Tout n'est pas fermé, les nanotechnologies changeront peut-être la donne, mais on le voit, on est très, très loin des promesses de « l'économie hydrogène » (J. Rifkin, *L'Économie hydrogène*, 2002)

S'ÉCHANGER DE L'ÉNERGIE COMME ON S'ÉCHANGE DES MESSAGES ÉLECTRONIQUES ?

Toute transformation d'une forme d'énergie en une autre ne se fait jamais avec un rendement de 100 %. Pour l'électricité, le seul moyen de la stocker indirectement et massivement, c'est de remplir des barrages d'altitude d'eau au moyen de moteurs électriques. Lorsque cette eau redescend et fait tourner une turbine, elle restitue l'élec-

tricité initiale à hauteur de 70 %-80 %. C'est un excellent rendement dû à la technique utilisée et aussi à la taille du système STEP (station de transfert d'énergie par pompage). Les Suisses remplissent leurs barrages d'altitude en achetant de l'électricité à la France la nuit (donc pas chère) et revendent cette électricité en la faisant redescendre dans les turbines le jour aux Italiens, comptabilisée en électricité hydraulique verte dans le bilan énergétique suisse. En effet, on arrive par ce biais à avoir des grosses « batteries » (= barrage) de 1 000 MW de puissance, très courant dans les Alpes, à comparer par exemple à la batterie de stockage par voie chimique inaugurée par EDF récemment à la Réunion : 1 MW seulement... Le problème c'est que la plupart des sites pour faire ce type de barrage sont saturés en Europe.

Alors qu'en est-il de l'hydrogène comme autre solution de stockage de l'électricité ? L'idée de Rifkin, qui n'est pas nouvelle, c'est le cycle de transformation suivant : électricité → énergie chimique (hydrogène) → électricité. En somme produire de l'hydrogène avec l'électricité en surplus de sources intermittentes, ce qui est une forme de stockage chimique de cette énergie, et au moment opportun, utiliser cet hydrogène dans une pile à combustible pour récupérer cette électricité. Le problème c'est qu'à chaque conversion d'énergie on en perd... S'agissant de la conversion : énergie électrique → énergie chimique (hydrogène), le rendement est de 75 %. Et concernant la restitution : énergie chimique → électricité, la compression de l'hydrogène se fait avec une perte de 10 % (donc rendement de 90 %), et quant au rendement de la pile à combustible, il est de 50 %. Si on fait le calcul : 0,75 multiplié par 0,9 multiplié par 0,5, le rendement global tombe à 0,33, c'est-à-dire 33 %. Loin des 70 % des STEP et surtout très très loin de ses capacités de stockage (1 000 à 10 000 fois moins d'électricité stockée). On perd donc les deux tiers de l'énergie à chaque fois qu'on stocke de l'énergie par ce biais. C'est un vrai gâchis alors qu'on sait que le renouvelable produit déjà peu d'électricité. Imaginez sur Internet l'envoi d'un message où le destinataire perd les 2/3 des informations, étonné, il le renvoie à son expéditeur qui en perd à nouveau les deux tiers du tiers restant : ce simple aller-retour de

message aura fait perdre 90 % de l'information : l'énergie est donc loin d'être aussi magique qu'Internet... C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les systèmes énergétiques ont été conçus pour subir le moins de conversions possibles. Le schéma classique c'est : production → consommation directe, et on s'arrête là, contrairement au schéma idéaliste : production → stockage → restitution → stockage → restitution → stockage etc., car dès le deuxième cycle, toute l'énergie aura été dissipée dans le processus de transformation.

LES BÂTIMENTS À ÉNERGIE POSITIVE ET LA RÉALITÉ DES BESOINS

Il s'agit de bâtiments dont la production d'énergie (chaleur et électricité) est égale ou légèrement supérieure à zéro une fois les besoins en eau chaude, chauffage et électricité remplis. Et cela suppose le strict minimum en consommation électrique : l'éclairage simple et l'abandon de la plupart de nos équipements électroménagers et informatiques. De plus ce bilan est « lissé » sur toute l'année : il faut donc nécessairement faire appel au réseau électrique et donc à la production extérieure la nuit, en hiver ou en cas de météo capricieuse. Si on y ajoute les besoins en mobilité, remplir la batterie de sa voiture électrique par exemple pour aller travailler le lendemain, alors il s'agit d'une véritable escroquerie : aujourd'hui, sur toute la surface de la terre, il n'existe aucun, *mais absolument aucun*, bâtiment à énergie positive qui réponde à cette exigence. Des bureaux d'études ont mesuré la performance de bâtiments classés « énergie positive », ils ont constaté que la consommation annuelle en énergie pour satisfaire le besoin de mobilité de ses occupants sur une base de 20 km par jour, était 25 fois supérieure à la consommation du bâtiment en lui-même, tous postes confondus, bâtiment « bonne énergie » à Grenoble. Il manque donc un ordre de grandeur pour satisfaire l'unique besoin en mobilité... On le devine, à supposer que chacun dispose d'une telle maison individuelle « BEPOS » (Bâtiment à énergie positive), ultra-isolée et bardée de technologies, orientée plein sud, avec un ratio surface de façade et toiture par habitant très favorable, et en priant pour une météo clémente : et bien cela ne suffirait pas à couvrir tous les besoins, même

basiques (un minimum de mobilité notamment, l'industrie, l'agriculture etc.). La difficulté est multipliée lorsqu'on pense aux zones de fortes densités où l'habitat collectif domine. Par exemple, pour Paris : combien d'habitants pour quelle surface de toiture disponible ? ou dit autrement : un immeuble de quatre étages avec vis à vis, comme c'est souvent le cas en ville, combien de locataires doivent se partager l'unique surface de la toiture du dernier étage ? Autre aspect, il a été calculé que l'énergie nécessaire à la fabrication de ces bâtiments très sophistiqués (l'énergie grise) est équivalente à près de 50 ans de fonctionnement du peu de production propre d'énergie de ces mêmes bâtiments. Quid donc de l'énergie nécessaire pour la fabrication de ces équipements ? En clair, avec ce système poussé à l'extrême, nous n'aurions plus rien à partager. Nous serions dans une situation de pénurie généralisée.

Il est évidemment souhaitable d'engager un vaste chantier de rénovation énergétique des bâtiments anciens et de construire massivement en norme BBC (bâtiment basse consommation), là n'est pas la question. Mais faire croire que les bâtiments de demain produiront suffisamment d'énergie pour faire tourner nos voitures, TGV, tramway, métro, tracteurs, camions, etc. et toutes les usines qui les fabriqueront, c'est clairement faux. En énergie, comme ailleurs, il faut savoir faire la différence entre 1, 10 et 100. Jeremy Rifkin n'est ni physicien, ni ingénieur et semble ignorer toutes ces données. Il est pourtant érigé en consultant sur ces questions hautement techniques auprès des collectivités et des grands d'Europe, et il exerce une influence idéologique grandissante à gauche : ce n'est pas bon signe et pas du tout à la hauteur des enjeux de la transition énergétique que nous voulons. ■

Par **ALAIN VERMEERSCH**

Après le congrès de Toulouse, le PS à la recherche d'une stratégie

Le tournant du pacte sur la compétitivité entraîne une exacerbation des contradictions au sein du PS. Il encourage aussi les tenants d'une posture droitière.

POUR UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE ASSUMÉE

Gérard Grunberg, spécialiste ès-PS, dans une tribune à *Telos* (06/11) prodigue ses leçons « Le Parti socialiste se veut désormais et, certainement de bonne foi, social-démocrate. Pourtant, il n'a toujours pas compris ce qui caractérise la social-démocratie: le compromis avec le capitalisme. Pour les socialistes français, l'entreprise demeure suspecte comme le profit. Leurs textes acceptent bien l'économie de marché mais pas leur tête. Ils espèrent toujours, de manière floue et non argumentée, qu'un jour, le capitalisme sera remplacé par autre chose. Certes, leur anticapitalisme socialiste est mou, contradictoire, dénué d'un véritable fondement théorique. C'est en ce sens aussi que le socialisme français n'est pas social-démocrate: il tient à ne pas se couper de l'extrême gauche. Les dirigeants socialistes connaissent leur parti et son idéologie. Ils sont poussés avant chaque élection à épouser celle-ci. Une fois au pouvoir ils ne savent comment s'en débarrasser. On mesure ainsi la difficulté extrême de gouverner ce pays en temps de crise pour un dirigeant socialiste. Les socialistes français répondent périodiquement, depuis les années soixante-dix, à ceux qui les pressent de faire leur révision idéologique que cette révision n'est pas nécessaire puisqu'elle a déjà été réalisée en pratique au gouvernement. Il

faut donc que le Parti socialiste fasse passer le projet social-démocrate avant l'unité illusoire de la gauche. En un mot qu'il devienne vraiment social-démocrate! ».

Il récidive dans un débat à quatre (*Atlantico* 10/11): « Pour le Parti communiste, c'est fait. Le PC est clairement passé dans l'opposition au gouvernement, et il y restera. On ne peut plus parler d'opposition ou de majorité de gauche, ce temps est révolu. Pour les écologistes, il n'est pas impossible qu'il se passe la même chose à terme. Je n'exclus pas qu'ils soient divisés, qu'il y ait une crise au sein de ce parti. Il n'est donc pas impossible que le PS perde tous ses alliés. Dans ce contexte de crise, sa politique social-démocrate menée par le gouvernement, va être de plus en plus éloignée de ce que veulent les communistes voire même les écologistes. Le PS est tout seul maintenant. Il possède la majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais on ne peut pas exclure qu'une partie de l'aile gauche du PS fasse sécession. Il s'est passé quelque chose d'important. Je crois qu'il n'y a plus de gauche en France. » Laure Breton, journaliste à *Libération*, de son côté estime « qu'il faudra peut-être une instance de régulation pour que le PS comprenne qu'il doit fonctionner de manière moins hégémonique dans les deux chambres du parlement. Il a besoin d'un axe majoritaire le plus large possible et se

doit d'avoir au sein du gouvernement les principales composantes de la gauche. »

UN ASTRE MORT?

Romain Ducoulombier, historien, remarque pour sa part (*Atlantico* 10/11) qu'« il aurait fallu les liquider avant... Faut-il dès lors penser que le PS a manqué une occasion historique de liquider sa gauche? La formation et le succès (non pas absolu, mais incontestable) du Front de gauche sont sans doute inattendus. Par rapport aux Verts, qui font mine de marchander maintenant leur soutien après avoir été les alliés déclarés du PS pendant les législatives, Mélenchon a au moins le privilège de la cohérence. Le PS peut peser de tout son poids, et même si c'est un « astre mort », c'est du genre des météorites! Sa capacité à étouffer ses adversaires dans les scrutins locaux est considérable. Et il ne leur cède rien sur le contenu. Plutôt qu'à un tournant, je crois que l'on va assister à une guérilla qui comme on sait, n'est pas une guerre très symétrique... »

Bernard Maris, économiste, souligne que « l'actuel gouvernement estime que la compétitivité dépend du coût du travail. C'est une analyse typique de la droite, qui considère le travail, non pas comme un investissement, mais comme une charge. Selon moi, le tournant remonte tout de même à la rigueur décidée par François



Mitterrand en 1983. À partir de cette date, il se plie à la mondialisation et à l'exigence de concurrence libre et non faussée. Le PS n'a pas le choix, mais ce n'est pas du socialisme. Il vit sur une doctrine édulcorée, apprivoisée, soumise au carcan économique. C'est une doctrine morte. Elle a accompli l'essentiel de sa tâche en 1945, avec le programme du Conseil national de la Résistance. Depuis, les socialistes ne font qu'un travail de résistance à la dégradation de l'État-providence, pas de proposition. »

LE PS ÉTAIT-IL PRÊT À GOUVERNER ?

Jean-Marie Le Guen le pense. (*nouvelobs.com* 12/10) « Jamais un gouvernement de gauche n'a été confronté à une crise économique et sociale d'une telle gravité. La société française, sous tension, s'est installée dans la défiance. Pour le changement, il faut du temps et de la cohérence alors que la politique a basculé dans le court terme et l'émotion. Alors, certes, il a pu y avoir, ici ou là, des erreurs ou des insuffisances mais il faut surtout interroger les conditions de notre victoire. Ce qui nous a permis de gagner ne suffit pas

forcément pour gouverner. Bref, étions-nous vraiment prêts ? On ne mobilisera pas les Français dans la crise sur un simple agenda, aussi nécessaire soit-il. Il faut aussi leur proposer une perspective idéologique. Si le mot gêne certains, appelons ça un cadre de pensée qui donne un sens à l'action. La perspective républicaine est efficiente pour ce qui relève du régalien. » Interrogé par Radio Classique (12/11), Jean-Christophe Cambadélis précise : « Je pense que le PS s'est endormi sur les lauriers mitterrandistes et n'a pas voulu se repenser globalement. Il est nécessaire d'ouvrir une perspective. Parce qu'on ne peut pas accepter les difficultés actuelles, s'il n'y a pas de l'autre côté du tunnel une autre société. Et le but du PS, ce n'est pas de rendre la société française, comme elle était avant la crise. C'est dans la crise, la transformer. » Laurent Baumel et François Kalfon pensent que « contrairement à ce qui se dit dans les sphères dirigeantes du PS, il n'y a aucun glissement à droite de la société française. Cet argument sert à masquer les attentes du peuple vis-à-vis de la gauche. Cette lecture, si elle s'installe,

n'est pas tout à fait innocente : elle offrira à tous ceux qui veulent s'approprier l'étendard de la "vraie gauche" la possibilité de se draper dans la posture plaisante de l'avant-garde militante. Mais cette lecture, soyons-en certains, nous éloignera un peu plus encore des catégories populaires qui attendent tant de nous. La thèse de la droitisation exonère surtout la gauche à bon compte d'approfondir la réflexion sur ce qui fait défaut pour l'heure dans son offre politique. » (*Libération* 12/11). Quant à Emmanuel Maurel (28 % des voix face à Harlem Désir), il estime qu'en « votant pour moi et pour la motion que je porte, ils invitent le gouvernement à tenir bon sur les engagements et lui rappellent que "le changement, c'est maintenant". Ils veulent un parti ancré à gauche et qui s'affirme. Notre parti doit, dès à présent, faire campagne sur trois thèmes. La loi contre les licenciements boursiers. L'égalité salariale hommes-femmes. Enfin, notre parti doit faire campagne sur le droit de vote des étrangers aux élections locales. »

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

Emmanuel Terray : de l'économie au politique

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AUGUSTIN PALLIÈRE

L'anthropologie économique a connu, avec des auteurs comme Godelier, Meillassoux ou vous-même, un grand développement dans les années 1960 et 1970. Quels ont été les principaux apports de cette discipline et qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Le caractère spécifique des sociétés capitalistes, et là je ne me réfère pas seulement à Marx mais aussi et peut-être surtout à Polanyi et à *La Grande Transformation*, c'est l'indépendance de la sphère économique à l'intérieur de la société. Quand le marché se généralise, les lois du marché s'imposent à l'économie et effacent toutes interférences avec les autres institutions sociales.

En regard, ce qui caractérise les sociétés non capitalistes, c'est le fait que des contraintes de nature extra-économique – religieuses ou politiques – interviennent dans le mouvement même de l'économie. Marx le disait lui-même : là où le travailleur met en œuvre ses propres moyens de production, il faut un rapport de type extra-économique, pour le contraindre à effectuer du surtravail.

L'anthropologie marxiste a développé toute une série d'instruments conceptuels extrêmement opératoires. La notion de mode de production – défini comme un rapport de production fondamental et de reproduction – la notion de formation sociale – c'est-à-dire un conglomérat de modes de production dont l'un est dominant par rapport aux autres et soumet les autres aux exigences de sa propre reproduction – tout cela était très efficace.

C'est grâce au développement de l'anthropologie marxiste que l'on est passé, dans l'histoire africaine, de la notion d'un aimable esclavagisme de case, où les esclaves étaient confondus avec les cadets de la famille, à la mise en évidence d'un véritable mode de production esclavagiste qui a été présent jusqu'à l'aube de la colonisation.

Dans les années 1980-1990, l'anthropologie marxiste a été entraînée dans la catastrophe globale de la pensée marxiste. Mais un jour ou un autre, nous reviendrons aux acquis de l'anthropologie marxiste : il y a là un gisement de catégories et de concepts extrêmement féconds qui ouvrent des perspectives nouvelles. Les événements qui se déroulent sous nos yeux apportent chaque jour de nouvelles justifications à la pensée marxiste.

Peut-on encore qualifier les sociétés rurales africaines de précapitalistes ?

Il y a encore des sociétés où le rapport de production direct n'est pas de type

capitaliste. Le travail salarié s'est beaucoup étendu dans le monde, mais il ne s'est pas généralisé. Marx distingue la domination réelle du capital et sa domination formelle, par le biais du marché. En Côte d'Ivoire, dans une partie des plantations, la domination directe du système capitaliste était déjà en place, on a des ouvriers agricoles travaillant pour des patrons. Mais dans tout l'ouest du pays, les systèmes de production restent familiaux ou lignagers. Reste que les prix du cacao sont fixés sur le marché mondial, déterminant directement le revenu des intéressés et leur niveau de vie.

La recherche et l'analyse de la nature des rapports de production, voire d'exploitation, sont au centre de l'anthropologie économique marxiste. Après vos premiers écrits, il y a une sorte de glissement, vous semblez de plus en plus intéressé par les rapports politiques, ou de domination.

On oppose très souvent les sociétés précapitalistes, où la domination est sur le devant de la scène, et les sociétés capitalistes, où l'exploitation nous est présentée comme un mécanisme fonctionnant de lui-même et par lui-même. Mais un point nous arrête : c'est le problème, dans le mode de production capitaliste même, de la détermination du salaire, du prix de la force de travail. Il ne s'agit pas d'une donnée naturelle ou objective, mais d'une donnée profondément déterminée par les circonstances historiques et en particulier par la domination. Dans *Le Capital*, on a parfois, pas toujours, l'impression que c'est une donnée première, à la limite d'un caractère biologique : il faudrait une certaine quantité de biens pour que la force de travail se reproduise. Je crois que, biologiquement parlant, les marges de variations sont considérables : il y a des gens qui survivent à un niveau de vie où d'autres, dans un autre état social, ne survivraient pas. Par conséquent, ce sont bien les rapports de domination qui finalement déterminent le prix de la force de travail.

Biographie sommaire

Emmanuel Terray fait partie de cette génération de philosophes marxistes français qui, dans les années 1960, ont renouvelé les concepts et les méthodes de l'anthropologie. Sa contribution, théorique et pratique, a été fondamentale. Depuis, sa formation initiale a repris le dessus et il a écrit de nombreux essais de philosophie politique sur des thèmes aussi variés que Clausewitz ou les enjeux de la mémoire. Mais Emmanuel Terray n'est pas qu'un chercheur, c'est aussi un militant actif. Membre dans sa jeunesse du PSU puis de groupuscules Mao, il s'engagera, par exemple, auprès des salariés de LIP en lutte ou sur le plateau du Larzac. Il est connu aujourd'hui pour être le fidèle compagnon de la lutte des sans-papiers depuis l'expulsion de l'église Saint Bernard à Paris jusqu'à la grande grève de la faim de 1998.

Les rapports de production transcendent-ils les modes de production ? Dans *Penser à droite*, vous écrivez que la droite n'est pas le parti de la défense d'un intérêt et qu'il y a eu une droite avant le capitalisme et qu'il y en aura toujours une. Le découpage droite/gauche ne recoupe donc pas pour vous la lutte du capital contre le travail ? Y a-t-il finalement un communisme de droite ?

Un communisme de droite ?... Bien sûr : dans le débat qui opposait, en Union soviétique, Staline à Trotsky, dans les années 1920 : il y avait la ligne de l'aventure de la révolution permanente et la ligne conservatrice du socialisme dans un seul pays et de la consolidation des acquis. J'ai une formule dans le livre : « la gauche c'est Don Quichotte et la droite, Sancho Pança ».

C'est simpliste mais on peut retrouver ce schéma dans des contextes politiques et des régimes extrêmement divers.

Actuellement, nous avons tendance à considérer, la droite comme le parti des privilégiés. Mais elle réunit les suffrages de personnes qui ne sont pas du tout des privilégiés : depuis le début de la III^e République, la droite c'est plus ou moins la moitié de la population. Ces gens-là sont-ils trompés, dupés par ces privilégiés ? Notre tâche est-elle pédagogique : éclairer ces aveugles de façon à leur faire découvrir leurs véritables intérêts ? C'est très contestable. Les gens qui votent à droite, même sans être privilégiés, ont des raisons précises de voter à droite. Ils souhaitent la conservation de l'ordre établi et se préserver des aventures politiques risquées dont le résultat a parfois été catastrophique.

Pensez vous être « de gauche », communiste ou les deux ?

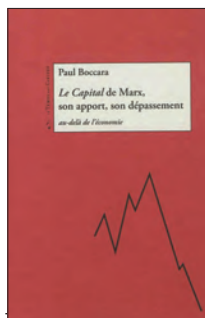
En 1990, au pire moment, alors que le communisme était considéré comme une idée morte, j'ai écrit un petit livre :

Le troisième jour du communisme, dont l'exergue était un verset de l'évangile de saint Mathieu : « Il est mort mais le 3^e jour il ressuscitera ». Saint Mathieu faisait allusion au Christ, je transposais la formule à l'idée communiste. Je n'ai jamais appartenu au Parti communiste, mais je me définirais volontiers comme communiste.

Or le communisme, c'est le contenu essentiel pour la gauche. Être de gauche, c'est ne pas considérer l'ordre établi comme un fait indépassable, c'est penser qu'il y a une alternative qu'il faut construire. Ce sont bien les communistes qui sont les plus précis dans la définition de cette alternative.

Bibliographie sélective

Le marxisme devant les sociétés primitives, Maspero, 1969.
Le troisième jour du communisme, Actes Sud, 1992.
Une histoire du royaume abron, Karthala, 1995.
Combats avec Méduse, Galilée, 2011.
Penser à droite, Galilée, 2012.



Le Capital de Marx, son apport, son dépassement au-delà de l'économie

Le Temps des Cerises, 2012

PAUL BOCCARA

PAR IGOR MARTINACHE

La nouvelle crise du capitalisme que nous traversons a ramené la figure de Karl Marx sur le devant de la scène. Même les plus libéraux se sont sentis sommés de rendre hommage au grand natif de Trèves, comme pour s'amender de leur incapacité totale à prévoir le cataclysme. Pas question pour autant de débattre plus avant des analyses en question afin d'en tirer des enseignements pour « corriger le tir ». C'est ce (faux) paradoxe que Paul Boccara s'emploie ainsi à corriger, sans pour autant traiter *Le Capital* comme un livre saint rédigé par un prophète qui aurait tout prévu. Bien au contraire, l'œuvre de Marx était à l'image de sa pensée, tortueuse et inachevée, et ce serait lui faire injure que de ne pas s'appliquer à la « dépasser », au sens hégélien du terme : c'est-à-dire à prendre appui sur elle pour penser les défis de notre temps. C'est donc en quelque sorte deux livres en un que propose l'un des chefs de file de la réflexion économique du PCF : une présentation pédagogique des principaux concepts qui permettent d'analyser le mouvement historique du capitalisme, que viennent compléter un certain nombre de propositions pour sortir de la crise indissociablement économique et « anthroponomique », comme le dit l'auteur pour désigner un processus de transformation de la « nature humaine », dans laquelle nous a mené la logique actuelle du capitalisme. Non sans pointer les insuffisances des tenants du keynésianisme ou du régulationnisme comme Marx en son temps, celles des socialistes utopiques, ni mettre l'accent sur la « révolution informationnelle » qui caractérise selon lui la phase actuelle du développement capitaliste, l'auteur reprend et développe ainsi

un certain nombre de propositions qu'il a déjà présentées par ailleurs : « nouveau statut d'emploi ou de formation », monétarisation de la dette publique et redirection du crédit vers des finalités sociales, véritable coopération internationale sur les plans commercial, monétaire et pour l'élargissement des services publics, qui passerait par une réelle démocratisation des instances supranationales, elle-même indissociable de la promotion d'une culture de partage et d'« intercréativité ». Vaste et ambitieux programme dont les détails nécessitent encore d'être précisés collectivement, avec les conditions pour établir un rapport de forces favorable à sa mise en œuvre.

Le Big bang n'est pas une théorie comme les autres



La Ville Brûle, 2009

**JEAN-MARC BONNET-BIDAUD,
FRANÇOIS-XAVIER DÉSERT,
DOMINIQUE LEGLU, GILBERT
REINISCH**

PAR IVAN LAVALLÉE

Des particules qui se déplacent plus vite que la lumière, des OGM qui empoisonnent, un boson qui fait les Unes. La science superstar des médias, et un ouvrage qui « remet les pendules à l'heure » pour ma concierge et moi, une vision humaniste sur la médiation des sciences. Auparavant, nous nous positionnions comme observateurs. Maintenant, en parlant de l'univers, nous parlons implicitement de nous-mêmes, et la charge émotionnelle est devenue plus forte et retentit sur notre vision du monde.

Le Big Bang qui suscite les fantasmes d'écrivains en mal de « Pensée de Dieu » est présenté ici pour ce qu'il est. Pas une théorie physique au plein sens du terme, mais un scénario cosmologique, cohérent avec les équations de la relativité générale, le modèle qui s'ajuste le mieux aux observations actuelles. Le prix à payer est élevé ; avec 96% de

matière (et énergie) noire inconnue, il pose plus de questions qu'il n'en résout. Il apparaît là plus comme une mesure de notre ignorance. Pourtant, surmédiatisé, il permet des opérations de *marketing* scientifique et l'occultation de cosmologies alternatives. Le consensus actuel, trop dominant, est probablement un frein aux progrès dans notre compréhension de l'univers.

Cet ouvrage multiplie les angles de vue sur la cosmologie et essaie de distinguer les différents enjeux qui y sont liés, tant scientifiques que médiatiques, économiques ou politiques. Les enjeux idéologiques sont prégnants, et la communication de la NASA autour de son programme « *Origins* » n'est pas de nature à ramener la sérénité dont le débat scientifique a impérieusement besoin. Pourtant, parce que nous vivons des temps troublés, il faut que la connaissance, le savoir, la persévérance, la qualité et le refus de l'agitation redeviennent des valeurs cardinales.

Les auteurs, tous scientifiques reconnus, se livrent à une discussion à bâtons rompus au cours de laquelle, pour chaque question abordée, ils nous livrent chacun un point de vue qui contribue à faire émerger chez le lecteur une réflexion éclairée et critique.



Aliénation et émancipation

La Dispute, 2012.

LUCIEN SÈVE

PAR SHIRLEY WIRDEN

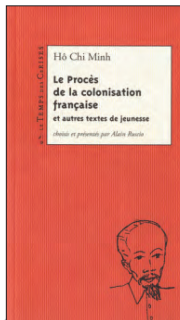
Passé/présent, réédition/nouveauté : Lucien Sève persiste et signe. L'idée claire, le verbe affûté : il veut faire

entendre enfin l'importance de l'aliénation dans *Le Capital*. L'enjeu est simple mais de poids. Les philosophes ont tendance à être d'accord sur le fait que Marx et le marxisme ne font pas qu'un. Il y aurait, d'abord, les écrits de jeunesse, dont les *Manuscrits* de 1844 sont un parfait exemple en raison de la carence d'analyse économique et donc de matérialisme, et par la suite, les écrits de la maturité dont *Le Capital* constitue l'apogée. *Le Capital* pour Lucien Sève « dépasse l'analyse juvénile » des *Manuscrits* de 1844 en y redéveloppant « un sens innovant ». En effet, les *Manuscrits* de 1844 développent une vision « compatissante » envers l'ouvrier tandis que *le Capital* expose une vraie analyse du mode de production. On y découvre alors une société aliénée dans toutes ses strates par le capitalisme. Le vocabulaire est sans doute similaire, mais l'analyse devient véritablement marxiste.

La question fondamentale qui divise est : quelle est la place de l'aliénation dans *Le Capital* ? La vision althusserienne (sur laquelle beaucoup de penseurs sont revenus) expose la relégation de l'aliénation au second plan, et même sa disparition dans l'œuvre. En relevant 82 textes, Lucien Sève affirme et prouve que *le Capital* place au cœur de sa réflexion l'aliénation et que celle-ci doit être enfin prise au sérieux pour comprendre la nécessité du communisme au XXI^e siècle. L'intérêt serait de comprendre comment l'aliénation (ce dépouillement) est « l'essence même de la formation sociale capitaliste ». Elle n'est pas une dérive du système capitaliste, c'est le cœur

même du système. D'où le titre : *Aliénation et (ou) émancipation*.

Le procès de la colonisation française et autres textes de jeunesse



Le Temps des Cerises, deuxième édition complétée, 2012.

HÔ CHI MINH

PAR ALEXIS COSKUN

Présenté par Alain Ruscio et réédité pour la première fois en 1999, cet ouvrage

constitue à la fois un document d'histoire très riche et un texte politique toujours pertinent.

Décortiquant méthodiquement les injustices du processus colonial français, celui qui deviendra le leader de la lutte des Vietnamiens pour leur indépendance livre un témoignage précis. Chaque chapitre renvoie à un ensemble d'humiliations exercées par l'État colonial français à l'encontre des Annamites (dénomination des Vietnamiens de l'époque) et des autres peuples soumis à l'impérialisme tricolore, de la patente imposée aux enfants cireurs de chaussure du marché d'Alger aux sévices sexuels et corporels brutaux infligés aux femmes « indigènes ». Les faits consignés sont datés et circonstanciés et constituent une mine d'informations pour le lecteur féru d'histoire. L'analyse tranchante est complétée par les textes de jeunesse, biographie et articles du dirigeant vietnamien reproduits en introduction et en conclusion de l'ouvrage. Après ce réquisitoire, on ne peut que partager l'avis d'Hô Chi Minh battant en brèche la soi-disant mission civilisatrice de la colonisation et soulignant avec amertume que « lorsque l'on a la peau blanche, on est d'office un civilisateur. Et lorsque l'on est un civilisateur on peut commettre des actes de sauvages tout en restant civilisé ».

L'importance politique de l'œuvre de celui que Kateb Yacine nommait « l'héritier direct de Lénine » transparaît notamment au travers de deux éléments.

Le premier tient à l'ancrage du texte dans le contexte de la Révolution d'Octobre et de la fondation du Parti communiste français lors du congrès de Tours. Hô Chi Minh y était le délégué pour l'Indochine et choisit de voter en faveur de l'adhésion à la Troisième Internationale. Plusieurs chapitres reviennent sur l'importance de ce tournant historique pour la lutte anticolonialiste. Pour l'auteur, il s'agit d'une évolution majeure du mouvement ouvrier international, qui crée les conditions d'une solidarité internationale active. Prenant appui sur Lénine et son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Hô Chi Minh estime que ce n'est que par le renversement du capitalisme que les peuples colonisés pourront définitivement se libérer et accueille avec enthousiasme la création de l'Union soviétique et du collègue d'Orient à Moscou dont il détaille le fonctionnement. Surtout, le caractère politique et contemporain de ce *Procès de la colonisation française* est affiché dès les premières pages, Hô Chi Minh soulignant que son texte permettra à « l'humanité future, que nous espérons meilleure et plus heureuse » de « juger la croisade coloniale à

sa véritable valeur ». De quels échos résonnent aujourd'hui ces lignes, tandis que la droite réactionnaire tente par tous les moyens, que ce soit au travers de la loi inscrivant les côtés positifs de la colonisation ou des édiles municipaux proches des milieux pro-Algérie française, de réhabiliter la colonisation !

Une lecture nécessaire donc pour répondre à la nostalgie d'une partie de la droite française. Sans s'effrayer de la somme considérable d'informations livrées, ce texte est à conseiller, tout comme la courte biographie placée en introduction et relatant le parcours de l'auteur de l'indépendantisme au communisme.

Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs.



La Découverte, 2012.

PHILIPPE CORCUFF

PAR PATRICK COULON

On savait Philippe Corcuff friand des approches sociologiques originales. Le présent ouvrage le confirme. Il peut traiter de l'actualité à partir d'un court extrait de roman noir. Comme il se sert

aussi de la chanson comme matériau pour ses réflexions sociologiques et philosophiques. S'y côtoieront – dans un patchwork stimulant – Rancière et Jonasz, Luc Boltanski et Eddy Mitchell, Hegel et Al Pacino, Marx, Bourdieu et quelques autres.

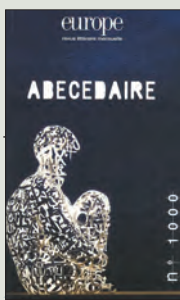
Le livre du maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Lyon et chercheur au Centre de recherche sur les liens sociaux se situe de plain-pied dans notre temps.

D'altermondialisme en « printemps arabe », d'Indignados espagnols en Occupy Wall Street américains, de Wikileaks aux Anonymous, un vent critique refait surface à travers des mouvements sociaux vivaces. Au regard de cette nouvelle période, cet ouvrage fait l'hypothèse qu'un des enjeux principaux de la galaxie critique aujourd'hui consiste à réexaminer les « logiciels » de la critique et de l'émancipation.

L'effort de clarification théorique proposé ici se situe au croisement de différents registres intellectuels et culturels : sociologie critique, philosophie politique, critiques sociales issues des mouvements sociaux et cultures ordinaires. Il suggère également de prendre appui sur certaines tensions dynamiques au sein des théories critiques contemporaines (Foucault, Bourdieu, Rancière). Ce livre veut (selon l'éditeur) dessiner une vision globale renouvelée du monde, à distance tant des charmes nostalgiques des lectures totalisatrices d'antan que de l'émiettement « postmoderne » du sens. Une approche globale des sociétés actuelles, adossée à des engagements anticapitalistes, libertaires et altermondialistes.

J'attirerais volontiers l'attention du lecteur vers les chapitres fortement stimulants traitant de l'articulation-tension entre, d'un côté, la théorie critique de la domination de Bourdieu, de l'autre la philosophie de l'émancipation de Rancière. Remarquons aussi le long hommage aux travaux de Daniel Bensaïd (compagnon de parti – la LCR puis le NPA – de Corcuff). Le livre – selon l'auteur lui-même – étant à vocation universitaire il demande un effort soutenu quoique agréable tellement les idées se croisent et s'enchevêtrent. Il suggère également : « Quatorze propositions vers une épistémologie de la fragilité ».

Un ouvrage foisonnant et (ce qui ne gâte rien) qui se termine par un extrait d'un polar nord-américain vaut de toute façon le détour.



« Abécédaire »

Europe, n° 1000-1001,

PAR JULIETTE FARJAT

Pour son millième numéro, la revue Europe a choisi la forme de l'abécédaire. Comme toujours, elle associe des auteurs, des écrivains, des artistes, aussi divers que les formes qu'ils emploient,

pour parler, chacun, d'un mot qu'ils ont eux-mêmes choisi.

À regarder le sommaire, on trouve des mots attendus, qui renvoient à des grandes notions (Absolu, Âme, Exister, Paix...) mais aussi des mots simples du quotidien, parfois saugrenus (Bain-marie, Tarabuster...). Mais ce que l'on remarque d'abord, c'est que le choix des mots importe peu. Chaque mot n'est qu'une occasion de parler ou d'écrire, qu'un point de départ à déployer aussi loin qu'on le souhaite, un point que l'on peut mener n'importe où. En somme, un mot semble ici pouvoir tout contenir.

Ces articles, malgré leur diversité – ou plutôt par leur diversité même – témoignent tous à leur manière d'une volonté d'engagement, même si ce mot est à prendre au sens large : engagement politique, direct, mais aussi enga-

gement théorique ou affectif. Dans tous les cas, il s'agit avant tout de refuser, de contrebalancer une sorte de méfiance grandissante envers toute chose, le renoncement ambiant, l'accablement général. Ce numéro nous dit qu'il faut continuer à faire confiance aux mots, aux choses, aux idées, bref à la vie, même s'il est toujours nécessaire de garder à leur égard une attitude interrogative, ouverte. Chaque mot et ici chaque article ménagent des trous d'air qu'une pensée en mouvement doit toujours chercher à combler, tout en sachant qu'aucun comblement définitif n'est possible. Pierre Macherey écrit ainsi (au mot « orientation ») qu'il « n'est pas vain de s'intéresser à des "histoires", fictives ou réelles : celles-ci, si elles ne permettent pas de résoudre définitivement les difficultés [...] en déplient certains attendus ; et ainsi elles "orientent" la réflexion qu'on peut leur consacrer ».

Ce numéro montre qu'il est possible de trouver une certaine *orientation* (de la vie, de la pensée) sans réduire la multiplicité qui l'a engendrée. Autrement dit, la revue Europe défend à sa manière l'existence et la persistance toujours actuelle d'une « volonté inébranlable de s'orienter [...] avec une entière résolution, même quand [on] a toutes les raisons de considérer qu'[on] est complètement désorienté[s] » (Pierre Macherey).

ABONNEZ-VOUS ! À LA REVUE DU PROJET



REVUE RECOMMANDÉE PAR LA RÉDACTION DE MÉDIAPART ET DE L'HUMANITÉ

En ligne sur : projet.pcf.fr



BULLETIN D'ABONNEMENT TARIF : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du projet»

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet
11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à l'adresse ci-dessus) :

Prénom Nom

Adresse

Code Postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement



Date : ___ / ___ / ___

Signature

NOUVEAUX ADHÉRENTS SERA LE THÈME DU PROCHAIN DOSSIER

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac Responsable de la Revue	Guillaume Quashie-Vauclin Responsable adjoint	Noëlle Mansoux Secrétaire de rédaction	Amar Bellal Sciences	Gérard Streiff Combat d'idées	Marine Roussillon Pages critiques	Nicolas Dutent Mouvement réel	Alain Vermeersch Revue des médias	Corinne Luxembourg Production de territoires	Léo Purguette Travail de secteurs	Côme Simien Histoire	Renaud Boissac Collaborateur	Étienne Chosson Regard	Frédo Coyère Mise en page graphisme
--	---	--	--------------------------------	---	---	---	---	--	---	--------------------------------	--	----------------------------------	---

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz ; Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli ; Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.